

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION GENERALE	9
PREMIERE PARTIE :	12
DE LA GOUVERNANCE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS	12
I-1 Etat de mise en conformité des textes de création et des statuts des EEP	13
I.1.1 Des Établissements publics : Etat de mise en conformité à la loi du 12 juillet 2017	13
I.1.2 Des Entreprises publiques : Etat de mise en conformité à la loi du 12 juillet 2017	16
I- 2 Etat de transmission des états financiers et comptes administratifs	17
I.2.1 Des Établissements publics : Etat de transmission des comptes administratifs	17
I.2.2 Des Entreprises publiques : Etat de transmission des documents financiers	20
I.3 Etat de certification des états financiers	21
I.4 Situation du personnel des EEP	25
I.4.1. Des Établissements publics	25
I.4.2. Des Entreprises publiques	26
DEUXIEME PARTIE :	28
DONNEES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	28
II.1 Liste des Entreprises Publiques	29
II.2 Situation financière	31
II.2.1 Investissements	31
II.2.2 Emplois générés	32
II.2.3 Chiffre d’Affaires	33
II.2.4 Valeur Ajoutée	35
II.2.5 Résultats nets	36
II.2.6 Les Capitaux Propres	37
II.2.7 Rendement économique des immobilisations	38
II.2.8 Endettement et risques budgétaires liés	40
II.2.9 Situation des dettes croisées entre l’Etat et les Entreprises Publiques en 2019	40
II.2.10 Subventions de réhabilitation aux entreprises	41
II.2.11 Prise de participation de l’Etat et avances en compte courant en 2019	41
II.2.12 Prix administrés	42
II.2.13 Coût des missions de service public	42
II.3 Analyse de la performance économique	43
II.3.1 Marge d’exploitation ou marge opérationnelle	43
Tableau 20 : Evolution de la marge d’exploitation entre 2017 et 2019	43
II.3.2 Rotation de l’actif	44
II.3.3 Rentabilité des entreprises publiques	46

II.3.3.1 Rentabilité économique	46
II.3.3.2 Rentabilité financière	48
II.3.4 Solvabilité	50
II.3.5 Les charges du personnel sur la richesse créée	51
II.3.6 Amortissement de l’outil de production	53
II.3.7 Classification des entreprises publiques à risque de dissolution	55
II.4 Les entreprises à participation publique minoritaire	57
II.4.1 Liste des Entreprises à participation Publique minoritaire	57
II.4.2 Liste des Entreprises à participation Publique minoritaire par secteur	58
II.4.3 Situation financière	59
II.4.3.1 Investissements	59
II.4.3.3 Chiffre d’affaires	61
II.4.3.4 Valeur Ajoutée	62
II.4.3.5 Résultats nets	63
TROISIEME PARTIE :	65
DONNEES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	65
III.1 Concours financiers et performances des Etablissements publics	66
III.1.1 Concours financiers de l’Etat aux Établissements Publics	66
III.1.1.1 Subvention de fonctionnement	66
III.1.1.2 Subventions de réhabilitation aux Établissements Publics	84
III.1.1.3 Les Établissements Publics bénéficiant de la parafiscalité	85
III.2. Consolidation des performances des Établissements Publics	86
III.2.1 Des budgets des Etablissements publics	86
III.2.1.1 Des budgets de fonctionnement	88
III.2.3 Des budgets d’investissement	90
III.3 Des charges du personnel	93
III.4 Situation d’endettement et risques budgétaires liés aux PPP	94
III.4.1 Situation d’endettement	94
III.4.2 Risques budgétaires liés aux Projets de Partenariats Public-Privé	97
III.4.2.1 Engagements directs ou fermes	98
III.4.2.2 Engagements conditionnels (hors-bilan)	98
III.4.3 Passifs conditionnels et fermes liés au portefeuille des projets ppp: caractéristiques, coût et risques budgétaires	99
III.4.3.1 Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d’un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé.	99
III.4.3.2 Projet d’Approvisionnement supplémentaire de 50. 000 m3 d’eau par jour dans la ville de Yaoundé.	99
III.4.3.3 Projet de Financement de Construction d’exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala.	100

III.4.3.4	Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé.	100
III.4.3.5	Projet d'acquisition des bus de transport de masse dans la ville de Yaoundé.	100
III.4.3.6	Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO.	100
III.4.3.7	Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.	101
III.4.3.8	Projet Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun.	101
III.4.4	Analyse des passifs conditionnels liés au portefeuille des projets ppp et stratégie de réduction des risques	103
III.4.4.1	Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé	103
III.4.4.2	Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala	103
III.4.4.3	Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.	103
III.4.4.4	Projet Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun.	104
III.4.5	Stratégie de réduction des risques budgétaires liés au portefeuille des projets PPP	104
III.4.4	Stratégie de réduction des risques budgétaires liés au portefeuille des projets PPP	105
Conclusion Générale		106
ANNEXES		108

LISTE DES ABREVIATIONS

N	ABRÉVIATIONS	DÉNOMINATIONS
1	ADC	Les Aéroports du Cameroun
2	AER	Agence d'Electrification Rurale
3	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa
4	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium
5	AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
6	ANAFOOT	Académie Nationale de Football
7	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier
8	ANOR	Agence des Normes et de la Qualité
9	ANRP	Agence Nationale de Radioprotection
10	ANTIC	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication
11	API	Agence de Promotion des Investissements
12	APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
13	APN	Autorité Portuaire Nationale
14	APZE	Agence de Promotion des Zones Économiques
15	ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
16	ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
17	ART	Agence de Régulation des Télécommunications
18	ASCNPD	Agence du Service Civique National de Participation au Développement
19	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL
20	BC-PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
21	BUCREP	Bureau Central de Recensement de la Population
22	BUNEC	Bureau National de l'Etat Civil
23	CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
24	CADEC	Caisse des Dépôts et Consignations
25	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation
26	CAMPOST	Cameroon Postal Services
27	CAMTAINER S.A	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun
28	CAMTEL	Cameroon Telecommunications
29	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation
30	CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat
31	CBC	Commercial Bank of Cameroon
32	CCAA	Cameroon Civil Aviation Authority

N	ABRÉVIATIONS	DÉNOMINATIONS
33	CDC	Cameroon Development Corporation
34	CDEN	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord
35	CDENO	Caisse Développement de l'Elevage du Nord-Ouest
36	CDJJM	Centre de Documentation Juridique, Judiciaire Multimédia
37	CDPM	Caisse de Développement des Pêches Maritimes
38	CENAME	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels
39	CENEEMA	Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole
40	CFC	Crédit Foncier du Cameroun
41	CHC SA	Cameroon Hotels Corporation
42	CHRACERH	Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine
43	CHU	Centre Hospitalier Universitaire
44	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
45	CILRS	Comité Inter-régional de Lutte contre la Sécheresse
46	CIRCB	Centre International de Référence Chantal BIYA
47	CNCC	Conseil National des Chargeurs du Cameroun
48	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun
49	CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
50	CNRPH	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées
51	CONAC	Commission Nationale Anticorruption
52	CP	Contrat de Partenariat
53	CPC	Centre Pasteur du Cameroun
54	CPE	Cameroon Publi-Expansion
55	CRTV	Cameroon Radio Television
56	CSPH	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures
57	CUD	Communauté Urbaine de Douala
58	CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé
59	DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
60	EDC	Electricity Development Corporation
61	EEP	Entreprise et Etablissement Publics
62	EIFORCES	Ecole Internationale des Forces de Sécurité
63	ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
64	ENSTP	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics
65	FAO/PAM	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF
66	FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communale

N	ABRÉVIATIONS	DÉNOMINATIONS
67	FMI	Fonds Monétaire International
68	FNE	Fonds National de l'Emploi
69	FODECC	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café
70	FR	Fonds Routier
71	GCE Board	General Certificate of Education Board
72	HGD	Hôpital Général de Douala
73	HGOPED	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala
74	HGOPY	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé
75	HGY	Hôpital Général de Yaoundé
76	HYDRO MEKIN	Mekin Hydroelectric Development Corporation
77	IMPM	Institut des Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales
78	IN	Imprimerie Nationale
79	INC	Institut National de Cartographie
80	INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
81	INS	Institut National de la Statistique
82	INTS	Institut National de Travail Social
83	IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
84	IRGM	Institut de Recherches Géologiques et Minières
85	ISMP	Institut Supérieur de Management Public
86	LABOGENIE	Laboratoire National de Génie Civil
87	LANACOME	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise
88	LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
89	LINAFI	Limbe Nautical Arts and Fisheries Institute
90	MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux
91	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
92	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil
93	MEADEN	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord
94	MEAO	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan
95	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
96	MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime
97	MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
98	MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
99	MINTP	Ministère des Travaux Publics
100	MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux

N	ABRÉVIATIONS	DÉNOMINATIONS
101	MIRAP	Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation
102	MoU	Memorandum of Understanding
103	CEFAM	Centre de Formation pour l'Administration Municipale
104	OBC	Office du Baccalauréat du Cameroun
105	OC	Office Céréaliier
106	OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
107	ONACC	Observatoire National des Changements Climatiques
108	ONCC	Office National du Cacao et du Café
109	PAD	Port Autonome de Douala
110	PAK	Port Autonome de Kribi
111	PC	Palais des Congrès
112	PMUC	Pari Mutuel Urbain Camerounais
113	PP Plc	Pamol Plantations Plc
114	PPP	Partenariat Public Privé
115	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers
116	SCP	Société à Capital Public
117	SEM	Société d'Economie Mixte
118	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
119	SG - CAMEROUN	Société Générale du Cameroun
120	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun
121	SHE	Société Hôtelière de l'Est
122	SHNC	Société Hôtelière du Nord Cameroun
123	SIC	Société Immobilière du Cameroun
124	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
125	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun
126	SODECAO	Société de Développement du Cacao
127	SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
128	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
129	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral
130	SONARA	Société Nationale de Raffinage
131	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité
132	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun
133	SOWEDA	South West Development Authority
134	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun

N	ABRÉVIATIONS	DÉNOMINATIONS
135	SUP, PTIC	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications
136	UB	Université de Buea
137	UBa	Université de Bamenda
138	Udla	Université de Douala
139	UDS	Université de Dschang
140	UMa	Université de Maroua
141	Undéré	Université de Ngaoundéré
142	UNVDA	Upper Nun Valley Development Authority
143	UTAVA	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne
144	UYI	Université de Yaoundé I
145	UYII	Université de Yaoundé II

INTRODUCTION GENERALE

Les rapports entre l'Etat du Cameroun et ses démembrements que sont les Entreprises et les Établissements Publics (EEP) sont caractérisés par des interactions réciproques et continues, dont les flux financiers sont captés et analysés périodiquement, à l'effet d'apprécier la santé financière desdites entités et mesurer leur niveau de contribution à la réalisation des politiques publiques dont elles assurent la mise en œuvre sous la tutelle des départements ministériels.

Dans l'optique d'éclairer la représentation nationale sur la situation des EEP, et conformément aux dispositions de l'article 15 alinéa 1 de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques, qui exige d'annexer au projet de loi de finances, la situation des concours financiers de l'Etat aux Entreprises ainsi qu'un rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires que ces entités font peser sur l'Etat. Le Tome Vert 2020 retrace de ce fait les concours financiers de l'Etat aux Entreprises et Établissements Publics, sous forme de subventions et de prise de participations et, indique le poids des EEP sur le budget global de l'Etat pour une période budgétaire donnée. Il présente et analyse la situation financière détaillée des Entreprises et Établissements publics, ainsi que celle des Entreprises dans lesquelles la participation de l'Etat au capital social est minoritaire afin d'apprécier leurs performances.

A la suite de la précédente édition, le Tome Vert 2020 est élaboré dans un contexte de réforme des Entreprises et Établissements Publics au Cameroun et, de renforcement du suivi des unités extrabudgétaires, en raison des risques budgétaires qu'elles font peser sur l'Etat. Il procède également à l'analyse de l'endettement de ces entités et des contrats de Partenariat Public Privé (PPP) en vue d'évaluer les risques budgétaires liés à ces contrats.

Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement technique des partenaires au développement notamment la Banque Mondiale, le présent Tome Vert prend en compte certains aspects liés à la gouvernance des établissements et entreprises publics. Sous cet aspect, des statistiques et nouveaux développements ont été présentés. Ils ont trait à la mise en conformité des statuts et textes de création ; à l'état de transmission des états financiers certifiés et des comptes administratifs et de gestion ; aux réserves formulées par les différents commissaires aux comptes ; ainsi que la classification sectorielle et le niveau d'endettement des entreprises et établissements publics.

Dans le présent Tome Vert, sur quarante-quatre (44) entreprises publiques répertoriées, l'analyse a porté sur trente-huit (38) Entreprises publiques. La situation financière de vingt-trois (23) Entreprises dans lesquelles la participation de l'Etat dans le capital social est minoritaire est également présentée. Une partie importante de ce document est aussi consacrée à l'analyse des concours financiers apportés par l'Etat à quatre-vingt-un (81) Établissements Publics sur la période 2017, 2018 et 2019. Toutefois, il y a lieu de noter que l'analyse de la performance des établissements publics a porté sur cinquante-six (56) structures ayant transmis leurs comptes administratifs et de gestion.

La démarche méthodologique a consisté à faire des analyses sur la base du ratio de l'exécution budgétaire, du ratio de défaillance, de la marge d'exploitation, du taux d'endettement global, du poids des charges de personnel, de l'indice de profitabilité et du résultat net. Ces analyses ont permis de dégager en ce qui concerne les Établissements Publics, les structures lourdement endettées, celles à faible consommation du Budget Investissement Public et à fort taux de main d'œuvre. Pour les

Entreprises Publiques, l'exploitation des documents financiers a permis de les classer en entités défaillantes ou viables, sans omettre de mettre en exergue le niveau d'endettement des Entreprises et Établissements Publics.

L'analyse du portefeuille des projets de Partenariats Publics Privés permet de dégager les passifs conditionnels et fermes. Toute chose qui mérite une attention particulière en termes de risques budgétaires majeurs dans la gestion de nos finances publiques.

De manière globale, ce document s'articule autour de trois (03) parties essentielles à savoir : la gouvernance des Établissements et Entreprises publics (I), les données budgétaires et financières des Entreprises du portefeuille de l'Etat (II) et les données budgétaires et financières des Établissements publics (III).

PREMIÈRE PARTIE :

**DE LA GOUVERNANCE DES ETABLISSEMENTS ET
ENTREPRISES PUBLICS**

La loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance définit entre autres les principes et les règles que l'Etat et ses démembrements doivent respecter en matière de gestion des fonds publics quelle que soit leur provenance. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des travaux menés avec les partenaires techniques au développement, la présente annexe traite-t-elle des aspects liés à la gouvernance notamment : l'état de mise en conformité des textes de création et des statuts des EEP aux lois n° 2017/010 et 2017/011 portant statut général des EEP, l'état de transmission des documents financiers et enfin, les réserves formulées par les commissaires aux comptes lors des audits.

I-1 Etat de mise en conformité des textes de création et des statuts des EEP

Les lois sus-évoquées prévoient en leurs articles 66 et 124 que ces entités disposent d'un délai de 12 mois pour se conformer à la nouvelle législation.

I.1.1 Des Établissements publics : Etat de mise en conformité à la loi du 12 juillet 2017

Tableau 1 : Etat de mise en conformité des établissements publics à la loi du 12 juillet 2017

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	CONFORMITÉ
1	Agence de Promotion des Investissements	API	PRC	CONFORME
2	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	CSPH	PRC	CONFORME
3	Palais des Congrès	PC	MINAC	CONFORME
4	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	CENEEMA	MINADER	CONFORME
5	Office Céréaliier	OC	MINADER	CONFORME
6	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile Léger	CNRPH	MINAS	CONFORME
7	Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communale	FEICOM	MINDDEVEL	CONFORME
8	Bureau National de l'Etat Civil	BUNEC	MINDDEVEL	CONFORME
9	Observatoire National sur les Changements Climatiques	ONACC	MINEPDED	CONFORME
10	Agence de Promotion des Zones Economiques	APZE	MINEPAT	CONFORME
11	Comité Interrégional de Lutte contre la Sécheresse dans le Nord	CILSN	MINEPAT	CONFORME
12	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara	MIDIMA	MINEPAT	CONFORME
13	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord	MEADEN	MINEPAT	CONFORME
14	General Certificate of Education Board	GCE Board	MINESEC	CONFORME
15	Office du Baccalauréat du Cameroun	OBC	MINESEC	CONFORME
16	Caisse Autonome d'Amortissement	CAA	MINFI	CONFORME
17	Agence du Service Civique National de Participation au Développement	ASCNPD	MINJEC	CONFORME
18	Agence des Normes et de la Qualité	ANOR	MINMIDT	CONFORME
19	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises	APME	MINPMEESA	CONFORME
20	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication	ANTIC	MINPOSTEL	CONFORME
21	Institut de Recherches Géologiques et Minières	IRGM	MINRESI	CONFORME

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	CONFORMITÉ
22	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement	IRAD	MINRESI	CONFORME
23	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	MIPROMALO	MINRESI	CONFORME
24	Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine	CHRACERH	MINSANTE	CONFORME
25	Centre Hospitalier Universitaire	CHU	MINSANTE	CONFORME
26	Hôpital Général de Douala	HGD	MINSANTE	CONFORME
27	Hôpital Général de Yaoundé	HGY	MINSANTE	CONFORME
28	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	HGOPY	MINSANTE	CONFORME
29	Centre Pasteur du Cameroun	CPC	MINSANTE	CONFORME
30	Autorité Portuaire Nationale	APN	MINT	CONFORME
31	Cameroon Civil Aviation Authority	CCAA	MINT	CONFORME
32	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	CNPS	MINTSS	CONFORME
33	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP	PRC	NON CONFORME
34	Ecole Internationale des Forces de Sécurité	EIFORCES	PRC	NON CONFORME
35	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	MINADER	NON CONFORME
36	Société de Développement du Cacao	SODECAO	MINADER	NON CONFORME
37	South West Development Authority	SOWEDA	MINADER	NON CONFORME
38	Unité de Traitement Agricole par voie Aérienne	UTAVA	MINADER	NON CONFORME
39	Imprimerie Nationale	IN	MINCOM	NON CONFORME
40	Cameroon Radio and Television	CRTV	MINCOM	NON CONFORME
41	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC	MINCOMME RCE	NON CONFORME
42	Mission de Régulation et d'Approvisionnement des Produits de grande consommation	MIRAP	MINCOMME RCE	NON CONFORME
43	Office National du Cacao et du Café	ONCC	MINCOMME RCE	NON CONFORME
44	Centre de Formation l'Administration Municipale	CEFAM	MINDDEVEL	NON CONFORME
45	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	ARSEL	MINEE	NON CONFORME
46	Agence d'Electrification Rurale	AER	MINEE	NON CONFORME
47	Fonds National de l'Emploi	FNE	MINEFOP	NON CONFORME
48	Bureau Central des recensements de la Population	BUCREP	MINEPAT	NON CONFORME
49	Institut National de la Statistique	INS	MINEPAT	NON CONFORME
50	Mission de Développement du Nord-Ouest	MIDENO	MINEPAT	NON CONFORME
51	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	MINEPAT	NON CONFORME
52	Upper Noun Development Valley Authority	UNDVA	MINEPAT	NON CONFORME
53	Caisse de Développement de la Pêche Maritime	CDPM	MINEPIA	NON CONFORME
54	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	CDEN	MINEPIA	NON CONFORME
55	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	CDENO	MINEPIA	NON CONFORME
56	Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute	LINAFI	MINEPIA	NON CONFORME

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	CONFORMITÉ
57	Laboratoire National Vétérinaire	LANAVET	MINEPIA	NON CONFORME
58	Université de Bamenda	UBA	MINESUP	NON CONFORME
59	Université de Buea	UBUEA	MINESUP	NON CONFORME
60	Université de Douala	Udla	MINESUP	NON CONFORME
61	Université de Dschang	UDS	MINESUP	NON CONFORME
62	Université de Maroua	UMra	MINESUP	NON CONFORME
63	Université de Ngaoundéré	Undéré	MINESUP	NON CONFORME
64	Université de Yaoundé I	UYI	MINESUP	NON CONFORME
65	Université de Yaoundé II	UYII	MINESUP	NON CONFORME
66	Fonds Routier	FR	MINFI	NON CONFORME
67	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	ENAM	MINFOPRA	NON CONFORME
68	Institut Supérieur de Management Public	ISMP	MINFOPRA	NON CONFORME
69	Agence de Régulation des Télécommunications	ART	MINPOSTEL	NON CONFORME
70	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications	SUP, PTIC	MINPOSTEL	NON CONFORME
71	Agence Nationale de Radioprotection	ANRP	MINRESI	NON CONFORME
72	Institut de Recherche Médicale et d'Etudes des Plantes Médicinales	IMPM	MINRESI	NON CONFORME
73	Institut National de Cartographie	INC	MINRESI	NON CONFORME
74	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	CENAME	MINSANTE	NON CONFORME
75	Centre International de Référence Chantal BIYA	CIRCB	MINSANTE	NON CONFORME
76	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	HGOPED	MINSANTE	NON CONFORME
77	Laboratoire National d'Analyse et Contrôle de la qualité des Médicaments	LANACOME	MINSANTE	NON CONFORME
78	Académie Nationale de Football	ANAFoot	MINSEP	NON CONFORME
79	Institut National de la Jeunesse et des Sports	INJS	MINSEP	NON CONFORME
80	Conseil National des Chargeurs du Cameroun	CNCC	MINT	NON CONFORME
81	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	ENSTP	MINTP	NON CONFORME

Source : MINFI/DGB

De l'analyse de ce tableau, il ressort que sur 81 Établissements Publics répertoriés, 32 sont conformes à la loi, soit un pourcentage de 39,5%, tandis que 49 ne le sont pas encore. En 2019, ce nombre était de 27 soit 33,3 % en valeur relative. L'on note une progression de 6,2%. Ainsi, l'année 2021 doit être l'exercice au cours duquel le processus doit être mené à son terme. Chacun des acteurs, partant des organes sociaux des EEP, des tutelles technique et financière aux administrations de coordination, devrait se mobiliser pour la finalisation de ce processus.

I.1.2 Des Entreprises publiques : Etat de mise en conformité à la loi du 12 juillet 2017

Tableau 1 : Etat de mise en conformité des entreprises publiques à la loi du 12 juillet 2017

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE	TUTELLE	CONFORMITÉ
1	Les Aéroports du Cameroun	ADC	MINT	CONFORME
2	Cameroon Airlines Corporation	CAMAIR-Co	MINT	CONFORME
3	Cameroon Telecommunications	CAMTEL	MINPOSTEL	CONFORME
4	Cameroon Water Utilities Corporation	CAMWATER	MINEE	CONFORME
5	Chantier Naval et Industriel du Cameroun	CNIC	MINT	CONFORME
6	Electricity Development Corporation	EDC	MINEE	CONFORME
7	Laboratoire National de Génie Civil	LABOGENIE	MINTP	CONFORME
8	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux	MAETUR	MINDCAF	CONFORME
9	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles	MAGZI	MINMIDT	CONFORME
10	Parc National de Matériel de Génie Civil	MATGENIE	MINTP	CONFORME
11	Port Autonome de Douala	PAD	MINT	CONFORME
12	Port Autonome de Kribi	PAK	MINT	CONFORME
13	Port Autonome de Limbe	PAL	MINT	CONFORME
14	Société Hôtelière de l'Est	SHE	MINTOUL	CONFORME
15	Société Nationale des Hydrocarbures	SNH	MINEE	CONFORME
16	Société de Développement du Coton du Cameroun	SODECOTON	MINADER	CONFORME
17	Société Nationale de Transport de l'Electricité	SONATREL	MINEE	CONFORME
18	Société de Presse et d'Editions du Cameroun	SOPECAM	MINCOM	CONFORME
19	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun	SRC	MINFI	CONFORME
20	Société Aluminium de Bassa	ALUBASSA	MINMIDT	CONFORME
21	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium	ALUCAM	MINMIDT	CONFORME
22	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	ANAFOR	MINFOF	CONFORME
23	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL	MINTOUL	CONFORME
24	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises	BC- PME	MINFI	CONFORME
25	Cameroon Postal Services	CAMPOST	MINPOSTEL	CONFORME
26	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun	CAMTAINER	MINT	CONFORME
27	Commercial Bank of Cameroun	CBC	MINFI	CONFORME
28	Cameroon Development Corporation	CDC	MINADER	CONFORME
29	Crédit Foncier du Cameroun	CFC	MINFI	NON CONFORME
30	Cameroon Hotels Corporation	CHC.SA	MINTOUL	CONFORME
31	Cotonnière Industrielle du Cameroun	CICAM	MINMIDT	CONFORME
32	Cameroon Publi-Expansion	CPE	MINCOM	NON CONFORME
33	Mekin Hydroelectric Development Corporation	HYDRO MEKIN	MINEE	CONFORME

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE	TUTELLE	CONFORMITÉ
34	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime	MIDEPECAM	MINEPIA	NON CONFORME
35	Pamol Plantations Plc	PPPlc	MINADER	CONFORME
36	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers	SCDP	MINEE	CONFORME
37	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua	SEMRY	MINADER	NON CONFORME
38	Société des Grands Hôtels du Cameroun	SGHC	MINTOUL	CONFORME
39	Société Hôtelière Nord Cameroun	SHNC	MINTOUL	CONFORME
40	Société Immobilière du Cameroun	SIC	MINDUH	CONFORME
41	Société Nationale d'Investissement du Cameroun	SNI	MINEPAT	NON CONFORME
42	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales	SODEPA	MINEPIA	CONFORME
43	Société Hôtelière du Littoral	SOHLI	MINTOUL	CONFORME
44	Société Nationale de Raffinage	SONARA	MINEE	CONFORME

Source : MINFI/DGB

Il apparaît de l'analyse de ce tableau que, sur 44 Entreprises Publiques répertoriées, 39 sont conformes à la loi, soit un pourcentage de 88,6% ; tandis que 5 ne le sont pas encore. Les travaux de mise en conformité des entreprises devraient s'intensifier en 2021 avec l'implication active de tous les acteurs de ce processus : les organes sociaux des entreprises, les tutelles techniques et financiers ainsi que les administrations de coordination.

I- 2 Etat de transmission des états financiers et comptes administratifs

La transparence dans la gestion des EEP fait appel, non seulement à l'exigence de fiabilité des informations financières produites, mais également au respect des délais de transmission des documents administratifs et comptables légalement exigibles.

Les différents tableaux ci-après présentent l'état de transmission desdits documents.

I.2.1 Des Établissements publics : Etat de transmission des comptes administratifs

Tableau 3 : Etat de transmission des comptes administratifs et de gestion

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	TRANSMISSION
1	Agence de Promotion des Investissements	API	PRC	Transmis
2	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	CSPH	PRC	Transmis
3	Palais des Congrès	PC	MINAC	Transmis
4	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	CENEEMA	MINADER	Transmis
5	Office Céréalière	OC	MINADER	Transmis

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	TRANSMISSION
6	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile Léger	CNRPH	MINAS	Transmis
7	Bureau National de l'Etat Civil	BUNEC	MINDDEVEL	Transmis
8	Observatoire National sur les Changements Climatiques	ONACC	MINEPDED	Transmis
9	Agence de Promotion des Zones Economiques	APZE	MINEPAT	Transmis
10	Comité Interrégional de Lutte contre la Sécheresse dans le Nord	CILSN	MINEPAT	Transmis
11	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara	MIDIMA	MINEPAT	Transmis
12	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord	MEADEN	MINEPAT	Transmis
13	Office du Baccalauréat du Cameroun	OBC	MINESEC	Transmis
14	Agence du Service Civique National de Participation au Développement	ASCNPD	MINJEC	Transmis
15	Agence des Normes et de la Qualité	ANOR	MINMIDT	Transmis
16	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises	APME	MINPMEESA	Transmis
17	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication	ANTIC	MINPOSTEL	Transmis
18	Institut de Recherches Géologiques et Minières	IRGM	MINRESI	Transmis
19	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement	IRAD	MINRESI	Transmis
20	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	MIPROMALO	MINRESI	Transmis
21	Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine	CHRACERH	MINSANTE	Transmis
22	Centre Hospitalier Universitaire	CHU	MINSANTE	Transmis
23	Hôpital Général de Douala	HGD	MINSANTE	Transmis
24	Hôpital Général de Yaoundé	HGY	MINSANTE	Transmis
25	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	HGOPY	MINSANTE	Transmis
26	Centre Pasteur du Cameroun	CPC	MINSANTE	Transmis
27	Autorité Portuaire Nationale	APN	MINT	Transmis
28	Cameroon Civil Aviation Authority	CCAA	MINT	Transmis
29	Ecole Internationale des Forces de Sécurité	EIFORCES	PRC	Transmis
30	Société de Développement du Cacao	SODECAO	MINADER	Transmis
31	Cameroon Radio and Television	CRTV	MINCOM	Transmis
32	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC	MINCOMMERCE	Transmis
33	Office National du Cacao et du Café	ONCC	MINCOMMERCE	Transmis
34	Centre de Formation l'Administration Municipale	CEFAM	MINDDEVEL	Transmis
35	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	ARSEL	MINEE	Transmis
36	Agence d'Electrification Rurale	AER	MINEE	Transmis
37	Fonds National de l'Emploi	FNE	MINEFOP	Transmis
38	Institut National de la Statistique	INS	MINEPAT	Transmis
39	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	MINEPAT	Transmis
40	Upper Noun Development Valley Authority	UNDVA	MINEPAT	Transmis
41	Caisse de Développement de la Pêche Maritime	CDPM	MINEPIA	Transmis

N°	STRUCTURES	SIGLES	TUTELLE	TRANSMISSION
42	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	CDEN	MINEPIA	Transmis
43	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	CDENO	MINEPIA	Transmis
44	Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute	LINAFI	MINEPIA	Transmis
45	Laboratoire National Vétérinaire	LANAVET	MINEPIA	Transmis
46	Université de Bamenda	UBA	MINESUP	Transmis
47	Université de Douala	Udla	MINESUP	Transmis
48	Université de Dschang	UDS	MINESUP	Transmis
49	Université de Maroua	UMra	MINESUP	Transmis
50	Université de Ngaoundéré	Undéré	MINESUP	Transmis
51	Université de Yaoundé I	UYI	MINESUP	Transmis
52	Institut Supérieur de Management Public	ISMP	MINFOPRA	Transmis
53	Agence Nationale de Radioprotection	ANRP	MINRESI	Transmis
54	Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales	IMPM	MINRESI	Transmis
55	Institut National de Cartographie	INC	MINRESI	Transmis
56	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	CENAME	MINSANTE	Transmis
57	Centre International de Référence Chantal BIYA	CIRCB	MINSANTE	Transmis
58	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	HGOPED	MINSANTE	Transmis
59	Laboratoire National d'Analyse et Contrôle de la qualité des Médicaments	LANACOME	MINSANTE	Transmis
60	Institut National de la Jeunesse et Sport	INJS	MINSEP	Transmis
61	Conseil National des Chargeurs du Cameroun	CNCC	MINT	Transmis
62	Académie Nationale de Football	ANAFoot	MINSEP	Transmis
63	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	ENAM	MINFOPRA	Transmis
64	General Certificate of Education Board	GCE Board	MINESEC	Transmis
65	Caisse Autonome d'Amortissement	CAA	MINFI	Non transmis
66	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	CNPS	MINTSS	Non transmis
67	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP	PRC	Non transmis
68	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	MINADER	Non transmis
69	South West Development Authority	SOWEDA	MINADER	Non transmis
70	Unité de Traitement Agricole par voie Aérienne	UTAVA	MINADER	Non transmis
71	Imprimerie Nationale	IN	MINCOM	Non transmis
72	Mission de Régulation et d'Approvisionnement des Produits de Grande Consommation	MIRAP	MINCOMMERCE	Non transmis
73	Bureau Central des recensements de la Population	BUCREP	MINEPAT	Non transmis
74	Mission de Développement du Nord-Ouest	MIDENO	MINEPAT	Non transmis
75	Université de Buea	UBUEA	MINESUP	Non transmis
76	Université de Yaoundé II	UYII	MINESUP	Non transmis
77	Fonds Routier	FR	MINFI	Non transmis
78	Fonds spécial d'Equipeement et d'Intervention Inter Communale	FEICOM	MINDDEVEL	Non transmis
79	Agence de Régulation des Télécommunications	ART	MINPOSTEL	Non transmis
80	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications	SUP, PTIC	MINPOSTEL	Non transmis
81	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	ENSTP	MINTP	Non transmis

Source : MINFI/DGB

En 2019, 54 établissements publics ont transmis les comptes admiratifs et de gestion, soit 63% en valeur relative. A la lecture du tableau ci-dessus, 64 sur 81 établissements publics ont transmis lesdits comptes, soit 79% en valeur relative en 2020. L'on note une progression de 16% par rapport à 2019, qui est à mettre à l'actif de la mise en application des décrets du 19 juin 2019.

I.2.2 Des Entreprises publiques : Etat de transmission des documents financiers

Tableau 4 : Etat de transmission des états financiers

N°	SIGLE	RAISON SOCIALE	Transmissions des Documents Financiers	Nature du document	Tutelle Technique
1	ADC	Les Aéroports du Cameroun	Non transmis		MINT
2	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa	Transmis	Certifié	MINMIDT
3	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium	Transmis	Certifié	MINMIDT
4	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	Transmis	Certifié	MINFOF
5	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL	Transmis	DSF	MINTOUL
6	BC- PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises	Transmis	DSF	MINFI
7	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation	Non transmis		MINT
8	CAMPOST	Cameroon Postal Services	Transmis	Certifié	MINPOSTEL
9	CAMTAINE R	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun	Non transmis		MINT
10	CAMTEL	Cameroon Telecommunications	Transmis	Certifié	MINPOSTEL
11	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation	Transmis	DSF	MINEE
12	CBC	Commercial Bank of Cameroun	Transmis	Certifié	MINFI
13	CDC	Cameroon Development Corporation	Transmis	DSF	MINADER
14	CFC	Crédit Foncier du Cameroun	Non transmis		MINFI
15	CHC.SA	Cameroon Hotels Corporation	Transmis	Certifié	MINTOUL
16	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun	Transmis	Certifié	MINMIDT
17	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun	Transmis	DSF	MINT
18	CPE	Cameroon Publi-Expansion	Non transmis		MINCOM
19	EDC	Electricity Development Corporation	Transmis	Certifié	MINEE
20	HYDRO MEKIN	Mekin Hydroelectric Development Corporation	Non transmis		MINEE
21	LABOGENIE	Laboratoire National de Génie Civil	Transmis	Certifié	MINTP
22	MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipe ment des Terrains Urbains et Ruraux	Transmis	Certifié	MINDCAF
23	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles	Transmis	Certifié	MINMIDT
24	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil	Transmis	Certifié	MINTP
25	MIDEPECA M	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime	Transmis	Certifié	MINEPIA
26	PAD	Port Autonome de Douala	Transmis	Certifié	MINT
27	PAK	Port Autonome de Kribi	Transmis	Certifié	MINT
28	PAL	Port Autonome de Limbé	Non transmis		MINT
29	PPPlc	Pamol Plantations Plc	Non transmis		MINADER
30	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers	Transmis	DSF	MINEE

N°	SIGLE	RAISON SOCIALE	Transmissions des Documents Financiers	Nature du document	Tutelle Technique
31	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua	Transmis	Certifié	MINADER
32	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun	Transmis	DSF	MINTOUL
33	SHE	Société Hôtelière de l'Est	Non transmis		MINTOUL
34	SHNC	Société Hôtelière Nord Cameroun	Non transmis		MINTOUL
35	SIC	Société Immobilière du Cameroun	Transmis	Certifié	MINDUH
36	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures	Transmis	DSF	MINEE
37	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun	Transmis	DSF	MINEPAT
38	SODECOT ON	Société de Développement du Coton du Cameroun	Transmis	DSF	MINADER
39	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales	Transmise	Certifié	MINEPIA
40	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral	Transmis	Certifié	MINTOUL
41	SONARA	Société Nationale de Raffinage	Transmis	DSF	MINEE
42	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité	Transmis	Certifié	MINEE
43	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun	Transmis	Certifié	MINCOM
44	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun	Non transmis		MINFI

En 2019, 31 sur 44 entreprises publiques ont transmis les états financiers certifiés, soit 70,4% en valeur relative. A la lecture du tableau ci-dessus, 33 sur 44 entreprises publiques ont transmis les documents financiers, soit 75% en valeur relative en 2020. L'on note une progression de 4,6% par rapport à 2019.

Malgré les multiples relances et mobilisations effectuées pour rentrer en possession des états financiers certifiés, il y a lieu de relever que les documents financiers auprès de 11 entreprises publiques n'ont pas pu être recueillis soit 25%.

Dans la nécessité de consolider les données des entreprises publiques, en l'absence des états financiers certifiés, les données financières ont été captés dans les déclarations statistiques et fiscales.

I.3 Etat de certification des états financiers

La mise en exergue des réserves et opinions formulées par les commissaires aux comptes vise, dans le cadre de la dynamique d'amélioration de la performance des entreprises publiques, le suivi de l'évolution de ces réserves au fil des différentes campagnes d'audit des états financiers des entités publiques cibles.

Tableau 6 : Etat de certification des états financiers

N°	Nom de la structure	Nom de l'auditeur	Opinions
1	PORT AUTONOME DE DOUALA	Cabinet membre Indépendant du Réseau MOORE GLOBAL Network Limited	Si les états financiers provisoires sont arrêtés tels qu'ils vous ont été présentés, nous serons amenés, à l'issue de l'arrêté des comptes, à formuler dans notre rapport général sur les comptes de l'exercice 2019, une opinion avec réserves adossées sur les soldes de clôture de l'exercice 2018, les suspens bancaires, les titres de participations du Chantier Naval Industriel du Cameroun, la concession entre DIT et PAD et le solde du fournisseur CHINA HARBOUR.
2	CAMEROON HOTELS CORPORATION-S.A	JPA FIDUCIAIRE AUDIT AFRIQUE	Certification sans réserve
3	ELECTRICITY DEVELOPMENT CORPORATION	Cabinet AXYS	Certification sans réserve
4	SOCIETE HOTELIERE DU LITTORAL S.A HOTEL SAWA	Cabinet PIERRE WANSSY & ASSOCIES	Certification sans réserve
5	PORT AUTONOME DE KRIBI	Cabinet AXYS	La dette fiscale au 31 décembre 2019 s'élève à de FCFA 6 406 539 149 dans les états financiers du PAK. L'analyse de cette dette a permis de constater que des retenues sur salaires et autres impôts provenant de l'exercice 2018 demeuraient présents dans le solde du compte. Les investigations sur cette situation ont conduit à constater que les retenues d'un montant de FCFA 605 776 963 avaient été réglées au cours de l'exercice 2018 par une contrainte extérieure transmise à la Paierie Générale par l'administration fiscale. Cependant ce paiement n'a jamais fait l'objet de comptabilisation en l'absence d'information sur la nature des ressources ayant permis de régler cette contrainte extérieure. Par conséquent, le solde du compte « Dettes fiscales » tel qu'il apparait dans les états financiers du PAK au 31 décembre 2019 n'est pas justifié.
6	ALUCAM S.A	PRICE WATER HOUSE COOPERS GEOFFROY KAMGA & SEACA (cabinet EKOKA) Benoît EKOKA	Certification sans réserve
7	SOCAPALM S.A	ECA-Ernest & YOUNG CAMEROON (ABDOULAYE MOUCHILI) & CAMEROON AUDIT CONSEIL (Gérôme MINLEND)	Certification sans réserve

N°	Nom de la structure	Nom de l'auditeur	Opinions
8	LANAVET	Lazare TCHOUAGA	Certification sans réserve
9	ALUBASSA	SEAEA Benoît EKOKA	Certification sans réserve
10	MATGENIE	P/Cabinet HASSANOU Ibrahima	- L'audit des créances « clients engagés » depuis 2017 doit être finalisé et les conclusions y relatives intégrées à la comptabilité. - Les dettes « fournisseurs » doivent faire l'objet d'un audit externe. - Les dettes fiscales n'ont pas été justifiées, notamment la TVA sur les encaissements. - Le taux d'exécution des recommandations du Commissaire aux Comptes est trop faible.
10	MAETUR	Cabinet OKALLA AHANDA & ASSOCIES. JP OKALLA AHANDA	1. Compte d'attente : - au 31 décembre 2018, les comptes d'attente présentaient un solde débiteur de FCFA 287 069 727. - Au 31 décembre 2019, lesdits comptes présentent les soldes créditeurs d'un montant de FCFA 214 957 228. 2. Ecart de réévaluation des immobilisations : l'écart de réévaluation légale des immobilisations au 31 décembre 2014 d'un montant de FCFA 690 202 263 n'a pas été incorporé au capital (fonds de dotation) comme prévu dans les dispositions légales en vigueur. La direction de la MAETUR a adressé le 20 octobre 2015 une correspondance N/Réf/DG/DAF/DEM/MLV n° 001692 au MINFI relative l'incorporation de l'écart de réévaluation des immobilisations aux fonds de dotation. A la date de rédaction du présent rapport, aucune réponse n'a encore été reçu du MINFI. 3. Titre de participation : les titres de participations d'un montant de 30 000 000 au 31 décembre 2018, sont constitués des actions NCC pour un montant de FCFA 15 000 000 et des actions SPI/UNICAM pour FCFA 15 000 000. La MAETUR ne dispose ni des états financiers, ni des procès-verbaux de délibération des organes sociaux desdites entreprises. Ses titres sont provisoires à 100%. 4. Encaissement des ventes des parcelles de terrains non conclus dans la zone de nylon Douala : la MAETUR a perçu auprès de ses clients la somme de 83 000 000, au titre de la vente de douze parcelles de terrains dans la zone dite « Centre Administratif Madagascar » à Douala. Des familles devraient être recasées par la MAETUR, suite à la restructuration de la zone de nylon. Elles ont occupé illégalement les lieux et empêchent ses clients de jouir de leurs lots plus de 25 ans après. Les sommes versées par les clients n'ont pas été restituées. 5. Libération du capital social : il ressort de l'article 10 des statuts de la MAETUR approuvés par le décret du 25 avril 2019 que la société détient un capital social de FCFA 3 000 000 000, entièrement libéré et dont l'Etat est l'unique actionnaire. Il y a lieu de constater que cette libération n'est pas effective à la date de rédaction du rapport.
11	CSPH	COME TIENTA & PARTNERS	Sans remettre en cause l'opinion formulée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points mentionnés à la note 1.1 (prêt CSPH à Camair-Co), la note 2.1 (avance de trésorerie à l'Etat de Cameroun 2,5 milliards) de notre rapport au Conseil d'Administration.

N°	Nom de la structure	Nom de l'auditeur	Opinions
			La loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics au Cameroun prévoit en son article 50 que chaque établissement public doit tenir trois types de comptabilités à savoir : une comptabilité budgétaire de recettes et des dépenses, une comptabilité générale et une comptabilité analytique. Lors de la réorganisation de la CSPH, survenue en 2019, un nouvel organigramme a été mis en place en créant un nouveau service de comptabilité analytique et de contrôle de gestion. Toutefois, et du fait de la Jeunesse du service, nous constatons que la comptabilité analytique n'est pas encore opérationnelle au sein de la CSPH. Ce manquement a été porté à la connaissance de la Direction Générale qui a décidé de prendre des mesures nécessaires pour régler cette situation.
12	SOPECAM	COMMISSION FINANCIERE	1. Recommandations : la SOPECAM doit continuer à renforcer sa capacité de recouvrement des créances d'une part, et améliorer sa productivité d'autre part, dans le but de continuer à améliorer sa trésorerie. Ceci lui permettra de répondre à ses besoins en fonds de roulement sans avoir à recouvrer systématiquement à un endettement. La SOPECAM doit stabiliser, voire réduire, ses charges sociales pour ne pas freiner les efforts consentis par le management de l'entreprise pour l'amélioration de sa capacité financière. 2. Observations : la première recommandation n'a pas été mise en œuvre car, le volume des créances a plutôt augmenté. La seconde recommandation est en cours d'exécution car, bien que les charges salariales et les dettes sociales aient diminuées, des efforts restent à fournir pour davantage les diminuer. 3. Conclusion : la commission déplore une fois de plus la transmission tardive des états financiers et de la DSF à la Commission Financière. Ceci étant, il n'a pas été possible pour la Commission Financière de procéder à toutes les vérifications possibles de ces états financiers.
13	SNI	LES CENSEURS	Certification sans réserve
14	CBC	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE ECA-ERNST & YOUNG CAMEROUN	1. Incohérence entre l'état des engagements par signature et la comptabilité. 2. Situation fiscale de la Banque.
15	ANAFOR	BEKOLO & PARTNERS	Réserves : nous réitérons notre précédente recommandation suivant laquelle l'ANAFOR doit régulariser sa situation juridique, comptable et financière, avec l'appui de sa tutelle financière, afin de se conformer aux textes en vigueur ; en conséquence, cette observation est maintenue. Au cours de l'audit de l'exercice 2019, l'acte de cession ou de transfert en propriété ou en jouissance des biens de l'ex-ONADEF à l'ANAFOR ne nous a pas toujours été présenté ; en conséquence, cette réserve est maintenue. Au cours de l'audit de l'exercice 2019, il subsiste un écart de FCFA 3 553 165 entre les livres comptables et le procès-

N°	Nom de la structure	Nom de l'auditeur	Opinions
			verbal de la caisse détenue par l'Agent-comptable au 31 décembre 2019. En conséquence, cette réserve est maintenue.
16	MATGENIE	Cabinet Ibrahima HASSANOU	Le Cabinet déclare que le Conseil de MATGENIE n'a produit aucune convention conclue au cours de l'exercice et entrant dans le champ d'application de l'article 30 des statuts du MATGENIE et de l'article 438 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et GIE.

I.4 Situation du personnel des EEP

I.4.1. Des Établissements publics

Tableau 7 : Situation du personnel des Etablissements publics

N°	SIGLE	CADRE	AGENT DE MAITRISE	AGENTS OU OUVRIERS	TOTAL
1	API	-	21	23	44
2	APME	40	34	14	88
3	APZE	2	5	3	10
4	ARMP	113	195	88	396
5	ARSEL	30	57	28	115
6	ASCNPD	40	10	29	99
7	AER	31	34	24	91
8	ANOR	48	182	70	300
9	ANRP	37	22	17	76
10	ANTIC	119	32	21	172
11	APN	31	31	16	78
12	BUCREP	40	7	33	80
13	BUNEC	208	121	81	410
14	CDPM	3	21	49	83
15	CDENO	1	17	17	35
16	CCAA	98	508	347	953
17	CENAME	8	53	50	111
18	CHACERH	36	39	32	107
19	CIRCB	48	10	11	69
20	CPC	45	104	28	177
21	CNCC	2	13	49	64
22	ENAM	55	83	109	242
23	ENSTP	-	1	7	8
24	EIFORCES	27	37	46	110
25	FNE	156	169	127	452
26	HGD	1292	865	410	2567
27	HGY	99	163	275	537
28	HGOPED	70	244	119	433
29	HGOPY	127	182	214	523
30	IRGM				74
31	IMPM	40	149	21	210
32	IRAD	419	295	458	1172
33	INC	100	14	10	124
34	ISMP	19	12	21	52
35	LANACOME	7	20	11	38

N°	SIGLE	CADRE	AGENT DE MAITRISE	AGENTS OU OUVRIERS	TOTAL
36	MIDENO	3	36	56	94
37	MIDIMA	11	4	8	23
38	MEAO	9	5	13	27
39	MEADEN	6	5	39	50
40	OC	3	15	66	84
41	ONACC	25	03	05	33
42	ONCC	8	156	45	209
43	PC	4	41	67	112
44	UBA	390	163	163	616
45	UDS	119	198	198	515
46	UMra	65	102	258	425
47	Undéré	124	111	209	444

Sur 81 établissements publics existants, 47 ont renseigné la situation du personnel qui a été analysée sur les plans qualitatif et quantitatif.

Sur le plan quantitatif, les plus gros effectifs sont recensés au sein des établissements publics suivants : HGD (2567) ; IRAD (1172) ; CCAA (953) ; HGY (537) ; HGOPY (523) ; HGPD (433) ; et les Universités.

Sur le plan qualitatif, se référant à la répartition par catégorie socio-professionnelle, il y a lieu de questionner l'effectif pléthorique des agents ou ouvriers dans les structures suivantes :

- CCAA 347 ouvriers sur 953 employés, soit 36.41% ;
- IRAD 458 ouvriers sur un effectif de 1172, soit 39.07% ;
- Université de Ngaoundéré 209 ouvriers sur un effectif de 444 employés soit 47.07% ;
- Université de Maroua 258 agents sur 425 employés, soit 60.64% ;
- Université de Dschang 198 ouvriers sur 515 employés, soit 38.37%.

I.4.2. Des Entreprises publiques

Tableau 8 : Situation du personnel des Entreprises publiques

N°	SIGLE	Cadres supérieurs	Techniciens supérieurs et cadres moyens	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	Employés, manœuvre, ouvriers et apprentis	TOTAL
1	CDC	266	677	1550	15873	18301
2	PAMOL PLC	5	35	280	1882	2202
3	SEMRY	13	25		416	454
4	SODECOTON	55	87	317	1447	1906
5	MIDEPECAM	1	5	24		30
6	ANAFOR	22	55	33		110
7	MATGENIE					405
8	MAGZI	19	61	46	7	133
9	LABOGENIE	64	18	148	273	503
10	MAETUR	38		61	32	131
11	SIC	30	102	137		269
12	CAMWATER	203		534	1596	1596
13	EDC	15	46	125	134	308
14	SONATREL	16	23	24	248	311
15	SODEPA	32	46	460	14	552
16	SNH	138	0	135	66	339
17	SONARA	35	195	294	210	734

N o	SIGLE	Cadres supérieurs	Techniciens supérieurs et cadres moyens	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	Employés, manœuvre, ouvriers et apprentis	TOTAL
18	ALUBASSA	1	4	12	22	39
19	ALUCAM	13	15	128	198	354
20	CICAM	30	134	683	14	861
21	BC-PME	26	33	7	3	70
22	CBC	98	224	83		405
23	CFC	101	109	43		253
24	SNI	25	22	19		66
25	CAMPOST	184	568	352		1104
26	CAMTEL	978	1381	912	66	3337
27	SOPECAM	222	106	141		469
28	CHC.SA	5	21	53	639	718
29	SGHC	1	10	33	121	165
30	SHNC	9	14	98		121
31	SOHLI	2	7	35	105	149
32	AYABA HOTEL	2	7	43		52
33	CAMAIR-CO	125	59	359	1	544
34	SCDP	13	30	146	221	410
35	ADC	99	548	580	241	1468
36	CNIC	4	41	162	131	338
37	PAD	0	340	540	315	1195
38	PAK	144	78	149		371
TOTAL		3034	5126	8746	23867	40773

Sur 44 entreprises publiques existantes, 38 ont renseigné la situation du personnel.

DEUXIEME PARTIE :

**DONNEES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES
ENTREPRISES PUBLIQUES**

II.1 Liste des Entreprises Publiques

Les entreprises publiques prises en compte dans les analyses du présent Tome Vert sont celles ayant régulièrement produits et transmis les documents financiers requis. Ce tableau qui les présente suivant leur classification catégorielle, fait ressortir la géographie du capital de l'ensemble du portefeuille des entreprises Publiques.

Tableau 9 : Liste des Entreprises Publiques

RAISON SOCIALE	SIGLE	Cat	Secteur d'activité	Taux de participation			
				Etat	Entités publiques	Privés	TOTAL
Cameroon Telecommunications	CAMTEL	1	Information et télécommunication	100			100
Compagnie Camerounaise de l'Aluminium	ALUCAM	1	Industrie	86,4	6,94	13,6	100
Société de Développement du Coton du Cameroun	SODECOTON	1	Agriculture	59		41	100
Société Nationale de Raffinage	SONARA	1	Eau et Energie	100			100
Société Nationale des Hydrocarbures	SNH	1	Eau et Energie	100			100
Cameroon Development Corporation	CDC	2	Agriculture	100			100
Cameroon Airlines Corporation	CAMAIR-Co	3	Transport	100			100
Cameroon Water Utilities Corporation	CAMWATER	3	Eau et Energie	100			100
Cotonnière Industrielle du Cameroun	CICAM	3	Industrie	25	75	0	100
Crédit Foncier du Cameroun	CFC	3	Service financier				
Les Aéroports du Cameroun	ADC	3	Transport	63	8	29	100
Port Autonome de Douala	PAD	3	Transport	100			100
Port Autonome de Kribi	PAK	3	Transport	100			100
Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers	SCDP	3	Eau et Energie		51	49	100
Chantier Naval et Industriel du Cameroun	CNIC	4	Transport	38,9	56,56	4,54	100
Electricity Development Corporation	EDC	4	Eau et Energie	100			100
Laboratoire National de Génie Civil	LABOGENIE	4	Construction	100			100
Pamol Plantations Plc	PPPlc	4	Agriculture	85	13,22	1,78	100
Société de Presse et d'Editions du Cameroun	SOPECAM	4	Agriculture	100			100

RAISON SOCIALE	SIGLE	Cat	Secteur d'activité	Taux de participation			
				Etat	Entités publiques	Privés	TOTAL
Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	ANAFOR	5	Agriculture	100			100
Cameroon Postal Services	CAMPOST	5	Information et télécommunication	100			100
Cameroon Publi-Expansion	CPE	5					
Mekin Hydroelectric Development Corporation	HYDRO MEKIN	5	Eau et Energie	100			100
Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux	MAETUR	5	Construction	100			100
Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles	MAGZI	5	Construction	100			100
Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime	MIDEPECAM	5	Agriculture	100			100
Parc National de Matériel de Génie Civil	MATGENIE	5	Construction	100			100
Société Aluminium de Bassa	ALUBASSA	5	Industrie	12,7	87,35	0	100
Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua	SEMRY	5	Agriculture				
Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales	SODEPA	5	Agriculture	66,7	33,33	0	100
Société de Recouvrement des Créances du Cameroun	SRC	5	Service financier	100			100
Société Immobilière du Cameroun	SIC	5	Construction	86		14	100
Société Nationale de Transport de l'Electricité	SONATREL	5	Eau et Energie	100			100
Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun	CAMTAINER	5	Transport		53	47	100
Société Nationale d'Investissement du Cameroun	SNI	5		100			100
AYABA HOTEL	AYABA HOTEL	non classé	Tourisme	100			100
Banque Camerounaise des	BC- PME	non classé	Service financier	100			100

RAISON SOCIALE	SIGLE	Cat	Secteur d'activité	Taux de participation			
				Etat	Entités publiques	Privés	TOTAL
Petites et Moyennes Entreprises							
Cameroon Hotels Corporation	CHC.SA	non classé	Tourisme	66,7	28,94	4,36	100
Commercial Bank of Cameroun	CBC	non classé	Service financier	98,1		1,9	100
Port Autonome de Limbé	PAL	non classé	Transport				
Société des Grands Hôtels du Cameroun	SGHC	non classé	Tourisme		89,5	10,5	100
Société Hôtelière de l'Est	SHE	non classé	Tourisme	100			100
Société Hôtelière du Littoral	SOHLI	non classé	Tourisme		100	0	100
Société Hôtelière Nord Cameroun	SHNC	non classé	Tourisme	3,1	89,25	7,65	100

II.2 Situation financière

La performance financière des Entreprises Publiques est appréciée à partir de l'analyse de certains ratios, ainsi que du trend des agrégats suivants : les investissements ; les emplois générés, créés ou existants ; le chiffre d'affaires ; la valeur ajoutée ; l'excédent brut d'exploitation ; le résultat net ; le poids des charges de personnel dans la valeur ajoutée des Entreprises publiques ; le rendement économique des immobilisations ; l'endettement et les risques budgétaires liés et enfin, les flux réciproques qui existent entre l'Etat et les Entreprises Publiques. Les agrégats utilisés ici sont issus des états financiers certifiés des 38 Entreprises Publiques retenues.

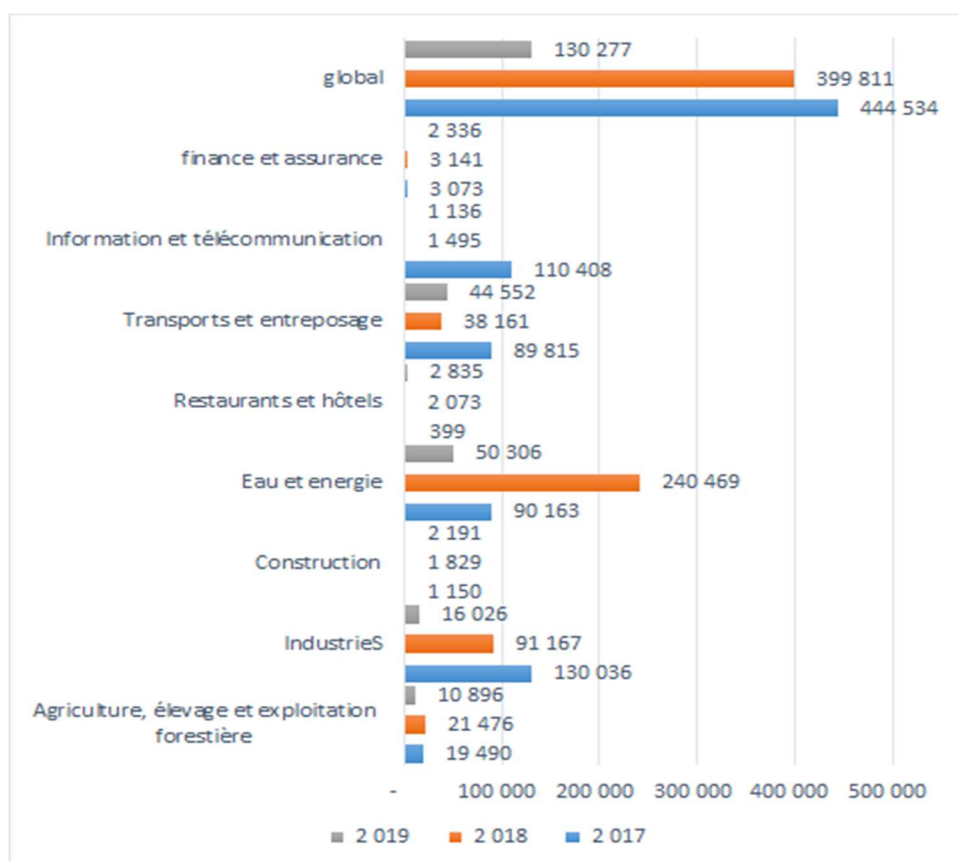
II.2.1 Investissements

Les éléments constitutifs des investissements sont les acquisitions, les apports et les créations d'actifs financiers et non financiers réalisés au courant de l'année. Les statistiques montrent que les investissements des Entreprises publiques ont connu une évolution significative entre 2017 et 2018, et un ralentissement au cours de l'exercice 2019. Le tableau ci-dessous retrace le volume des investissements réalisés par secteur et sous-secteur d'activités.

Tableau 10 : Évolution des investissements des entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

N°	Secteur/Sous-secteur d'activités	INVESTISSEMENT en FCFA		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	19 489 703 941	21 475 876 875	10 895 579 306
	primaire	19 489 703 941	21 475 876 875	10 895 579 306
2	Industrie	130 036 218 047	91 166 679 189	16 026 018 887
3	Construction	1 150 471 067	1 829 416 172	2 190 612 738
4	Eau et énergie	90 162 884 046	240 469 354 337	50 306 019 797
	secondaire	221 349 573 160	333 465 449 698	68 522 651 422
5	Restaurants et hôtels	398 639 114	2 072 877 338	2 835 056 871

6	Transports et entreposage	89 814 563 179	38 160 704 865	44 551 530 537
7	Information et télécommunication	110 408 248 278	1 495 086 581	1 136 140 017
8	finance et assurance	3 072 812 539	3 141 126 184	2 335 829 895
	tertiaire	203 694 263 110	44 869 794 968	50 858 557 320
TOTAL		444 533 540 211	399 811 121 541	130 276 788 048



Entre 2017 et 2018, les investissements ont enregistré une baisse de 10,06%. Cette baisse s'est poursuivie de 2018 à 2019.

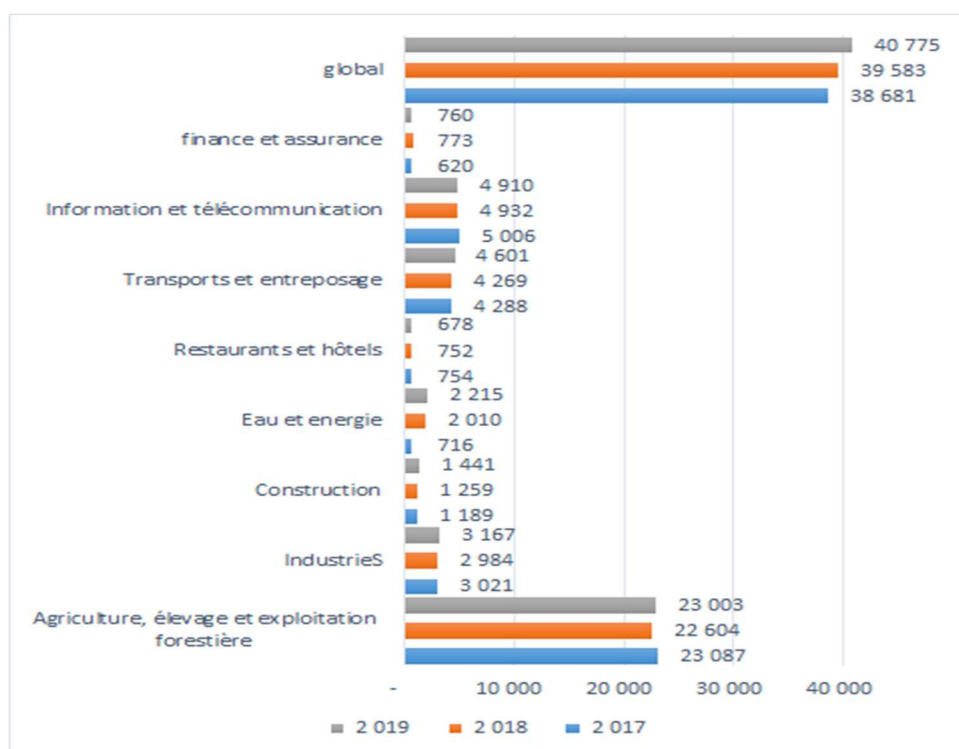
En 2019, le volume des investissements réalisés par les Entreprises publiques a considérablement baissé. Il est passé de 400 milliards en 2018 à 130 milliards en 2019, soit une diminution de l'ordre FCFA 269 534 333 493 en valeur absolue et 67,41% en valeur relative. Il convient de relever que cette baisse est due à la chute des investissements dans le secteur secondaire et principalement dans le sous-secteur Eau et Énergie où ils sont passés de 240 milliards à 50 milliards.

II.2.2 Emplois générés

Tableau 11 : Évolution des emplois générés par les Entreprises publiques de 2017 à 2019.

N°	Secteur/Sous-secteur d'activités	2017	2018	2019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	23 087	22 604	23 003
	primaire	23 087	22 604	23 003
2	Industrie	3 021	2 984	3 167

3	Construction	1 189	1 259	1 441
4	Eau et Energie	716	2 010	2 215
	secondaire	4 926	6 253	6 823
5	Restaurants et hôtels	754	752	678
6	Transports et entreposage	4 288	4 269	4 601
N°	Secteur/Sous-secteur d'activités	2017	2018	2019
7	Information et télécommunication	5 006	4 932	4 910
8	finance et assurance	620	773	760
	tertiaire	10 668	10 726	10 949
	TOTAL	38 681	39 583	40 775



Le secteur primaire emploie 23003 personnels, représentant 56,78% de l'ensemble des recrutements permanents effectués par les entreprises publiques.

Les sous-secteurs qui ont enregistré des recrutements du personnel portent sur l'agriculture et l'élevage, la construction, l'eau et l'énergie, le transport et l'immobilier.

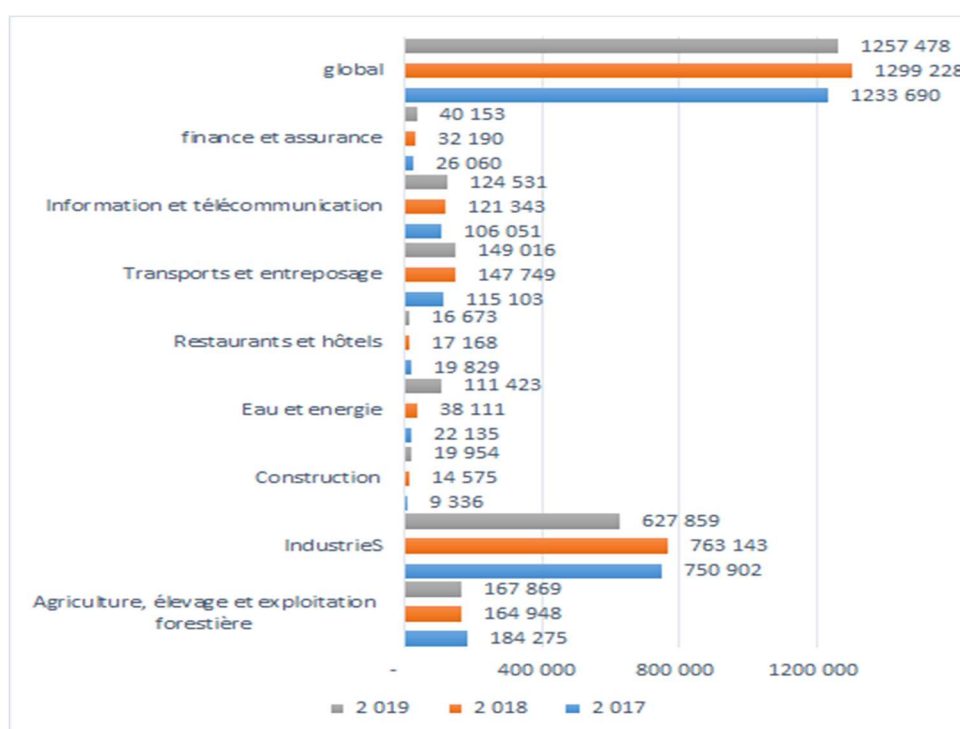
II.2.3 Chiffre d'Affaires

Au regard de la conjoncture économique défavorable, le chiffre d'affaires des Entreprises Publiques a globalement connu une relative diminution comme illustrée dans le graphique ci-après.

Tableau 12: Évolution du chiffre d'affaires des entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

N°	Secteur/Sous-secteur d'activités	CHIFFRE D'AFFAIRES en FCFA		
		2017	2018	2019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	184 274 598 760	164 948 431 249	167 868 806 893

	primaire	184 274 598 760	164 948 431 249	167 868 806 893
2	Industrie	750 902 101 098	763 143 074 980	627 859 085 879
3	Construction	9 335 826 950	14 574 943 853	19 954 161 012
4	Eau et énergie	22 135 285 260	38 111 439 122	111 422 501 084
	secondaire	782 373 213 308	815 829 457 955	759 235 747 975
5	Restaurants et hôtels	19 828 988 272	17 168 258 494	16 672 637 608
6	Transports et entreposage	115 103 092 497	147 749 087 075	149 016 480 502
7	Information et télécommunication	106 051 003 152	121 343 180 192	124 530 857 795
8	finance et assurance	26 059 563 252	32 189 793 533	40 152 995 452
	tertiaire	267 042 647 173	318 450 319 294	330 372 971 357
TOTAL		1 233 690 459 241	1 299 228 208 498	1 257 477 526 225



En 2019, le chiffre d'affaires des Entreprises publiques est de 1 257 477 millions de FCFA. Par rapport à 2018 dont le montant était de 1 299 228 millions de FCFA, il enregistre une baisse de 41 749 millions de FCFA en valeur absolue, soit 3,21% en valeur relative. Cette baisse est imputable à l'insécurité dans les bassins de production agricole depuis 2017, ainsi que l'incendie survenue à la SONARA.

Les secteurs primaire et tertiaire dont les poids sont respectivement de 13,35% et 26,27% du chiffre d'affaires global, affichent une hausse de 1,77% et 3,74% en 2019 par rapport à 2018.

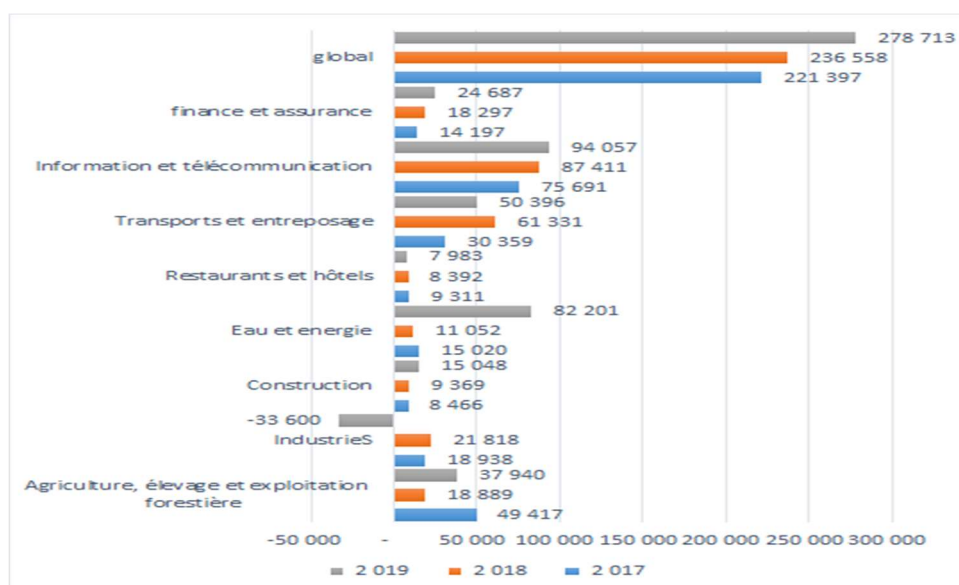
En revanche, le secteur secondaire a connu une baisse du CA de 6,94 en 2019 par rapport en 2018. Néanmoins, l'essentiel du CA des Entreprises publiques est porté par le sous-secteur des industries avec près de 49,93% du CA global en 2019 contre 58% en 2018.

II.2.4 Valeur Ajoutée

Il est question ici de déterminer la richesse créée par les Entreprises Publiques et son poids dans le Produit Intérieur Brut (PIB) du Cameroun.

Tableau 13 : Évolution de la valeur ajoutée créée par les entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

N°	Secteur/sous-secteur	VALEUR AJOUTÉE en FCFA		
		2017	2018	2019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	49 416 814 175	18 888 910 769	37 940 179 044
	primaire	49 416 814 175	18 888 910 769	37 940 179 044
2	Industrie	18 937 934 158	21 818 049 081	- 33 599 899 594
3	Construction	8 465 633 384	9 368 723 342	15 048 076 632
4	Eau et Energie	15 019 874 242	11 052 034 719	82 201 341 071
	secondaire	42 423 441 784	42 238 807 142	63 649 518 109
5	Restaurants et hôtels	9 310 716 239	8 391 716 426	7 983 115 330
6	Transports et entreposage	30 358 875 702	61 330 862 320	50 396 310 991
7	Information et télécommunication	75 690 780 882	87 410 648 286	94 056 545 722
8	finance et assurance	14 196 567 323	18 296 883 950	24 686 902 072
	tertiaire	129 556 940 146	175 430 110 982	177 122 874 115
	TOTAL	221 397 196 105	236 557 828 893	278 712 571 269



En 2019, la Valeur Ajoutée globale créée par les Entreprises Publiques a connu une hausse de 17,8%. Elle est de 278,7 milliards de FCFA en 2019 contre 236,6 milliards en 2018. Cette évolution reste toutefois contrastée selon les secteurs. L'on observe une embellie au niveau du secteur primaire (100,5%) et du secteur secondaire (50,69%). Le secteur tertiaire pèse plus de 63,55% de l'ensemble des richesses créées en 2019. Bien que ce secteur ait connu une bonne évolution de 2017 à 2018, il enregistre une très légère augmentation en 2019 de 0,96%.

Tableau 14 : Evolution du poids de la valeur ajoutée créée par les Entreprises publiques sur le PIB de l'Etat de 2017 à 2019

	2017	2018	2019
PIB nominal (en milliards de FCFA)	20 328	21 493	22 855
VA des Entreprises Publiques (en milliards de FCFA)	162	242	275
Poids %	0,80%	1,13%	1,20%

Les Entreprises Publiques ont contribué à hauteur de 1,20% au PIB du Cameroun en 2019. En 2018, cette contribution était de 1,13% contre 0,80 % en 2017.

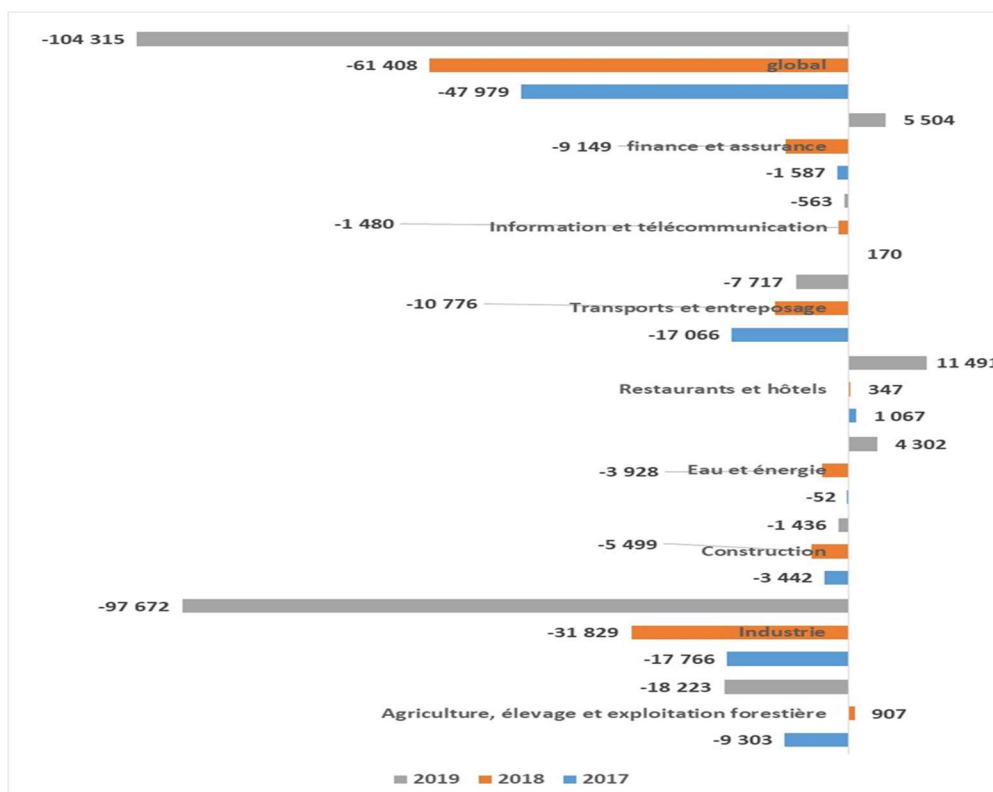
II.2.5 Résultats nets

Sur la période sous revue (2017-2019), le résultat net consolidé des Entreprises Publiques est resté négatif. Ceci s'explique par les mauvaises performances des Entreprises Publiques camerounaises.

Tableau 14 : Évolution du résultat net des entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

N°	Secteur/sous-secteur	Résultat net en FCFA		
		2017	2018	2019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	- 9 302 936 241	906 571 453	- 18 223 434 900
	primaire	- 9 302 936 241	906 571 453	- 18 223 434 900
2	Industrie	- 17 766 090 371	- 31 829 010 360	- 97 672 044 141
3	Construction	- 3 442 217 912	- 5 499 001 359	- 1 435 799 075
4	Eau et énergie	- 51 943 968	- 3 928 174 356	4 301 670 572
	secondaire	- 21 260 252 251	- 41 256 186 075	- 94 806 172 644
5	Restaurants et hôtels	1 067 147 775	346 512 908	11 491 006 989
6	Transports et entreposage	- 17 066 218 945	- 10 775 878 315	- 7 717 206 756
7	Information et télécommunication	170 288 028	- 1 480 498 303	- 562 849 323
8	finance et assurance	- 1 586 657 684	- 9 148 920 343	5 504 031 309
	tertiaire	- 17 415 440 826	- 21 058 784 053	8 714 982 219
Total		- 47 978 629 318	- 61 408 398 675	- 104 314 625 324

Le résultat net global des Entreprises publiques au cours des années 2017 (-48 milliards), 2018 (-57 milliards) et 2019 (-119 milliards) est déficitaire. En effet, ce résultat est passé de -56,9 milliards en 2018 à -118,5 milliards en 2019. Ces résultats nets négatifs impactent le budget de l'Etat à travers les recapitalisations, les réhabilitations et les appuis divers.

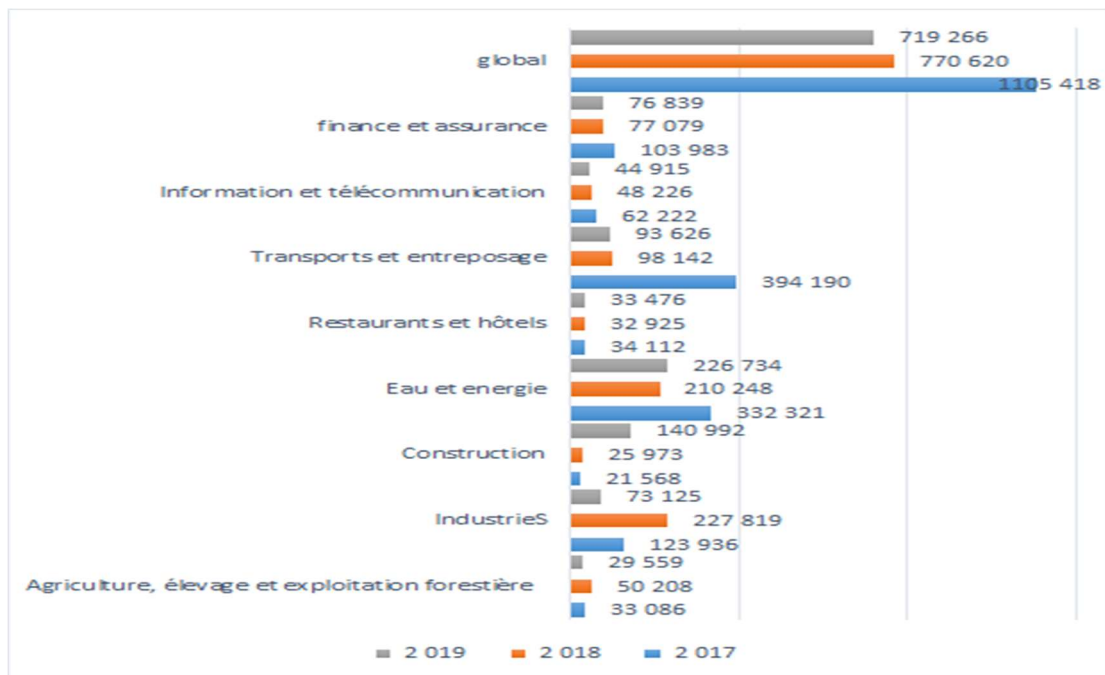


Dans le détail, trois (03) sous-secteurs sur huit (08) dégagent des profits en 2019. Il s'agit des sous-secteurs eau et énergie, restaurants et hôtels, ainsi que finance et assurance. Ces secteurs se distinguent par l'évolution de leur performance. Seul le secteur tertiaire affiche un résultat net globalement positif de 8,7 milliards.

II.2.6 Les Capitaux Propres

Tableau 15: Évolution des capitaux propres des Entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

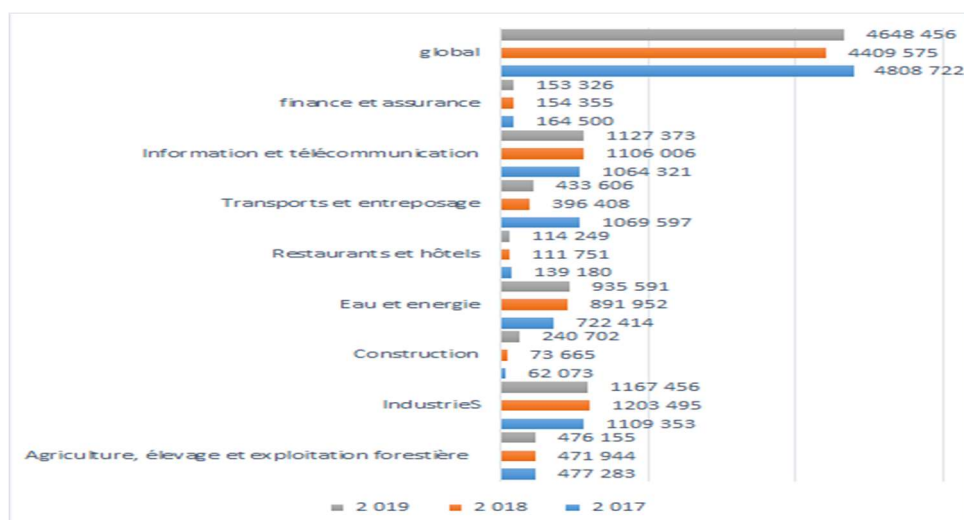
N°	Secteur/sous-secteur d'activités	CAPITAUX PROPRES en FCFA		
		2017	2018	2019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	33 085 843 273	50 208 335 785	29 559 319 304
	<i>primaire</i>	33 085 843 273	50 208 335 785	29 559 319 304
2	Industrie	123 936 475 142	227 819 433 281	73 124 941 335
3	Construction	21 567 780 601	25 972 841 972	140 991 743 439
4	Eau et énergie	332 320 937 672	210 248 120 471	226 734 216 855
	<i>secondaire</i>	477 825 193 415	464 040 395 724	440 850 901 629
5	Restaurants et hôtels	34 111 739 878	32 924 665 476	33 476 414 952
6	Transports et entreposage	394 189 845 652	98 141 508 039	93 625 918 859
7	Information et télécommunication	62 221 677 372	48 226 041 651	44 914 590 524
8	finance et assurance	103 983 283 353	77 079 440 861	76 838 739 091
	<i>tertiaire</i>	594 506 546 255	256 371 656 027	248 855 663 426
TOTAL		1 105 417 582 943	770 620 387 536	719 265 884 359



A la lecture des données présentées, il y a lieu de relever que tous les secteurs enregistrent une baisse des capitaux propres en 2019 par rapport à 2018 : secteur primaire -20,65 milliards ; secteur secondaire -23,19 milliards ; secteur tertiaire -7,5 milliards. Cette diminution des capitaux propres est la conséquence des résultats nets déficitaires enregistrés par les Entreprises publiques pour le compte de l'exercice 2019. La baisse des capitaux propres d'année en année accroît le risque de faillite des entreprises publiques.

II.2.7 Rendement économique des immobilisations

Cette rubrique présente l'évolution des actifs immobilisés au sein des Entreprises publiques, en vue d'évaluer leur rendement, autrement dit, l'impact que ces investissements ont sur la création de richesse.



En 2018, le total des Actifs des Entreprises publiques s'élève à 4410 milliards de FCFA enregistrant une baisse de 8,3% par rapport à 2017. En 2019, les actifs des Entreprises publiques sont évalués à 4648 milliards, soit une hausse de 238 milliards en valeur absolue et de 5,4% en valeur relative. Les

actifs les plus importants sont enregistrés au niveau des sous-secteurs industrie, information et télécommunications.

Le rendement économique rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation aux Immobilisations brutes. D'un point de vue statique, le rendement économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant : • RE <0, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles qui peuvent s'expliquer par exemple par une guerre des prix ; • 0<RE<5%, rendement jugé faible ; • 5%<RE<10%, zone d'incertitude (ou intermédiaire) ; • RE>10%, rendement favorable (ou élevé).

Tableau 16: Évolution du rendement économique des entreprises publiques de 2017 à 2019 (en FCFA).

Secteur et sous-secteur	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ NET			EBE			RENDEMENT ECONOMIQUE		
	2 017	2 018	2 019	2 017	2 018	2 019	2017	2018	2019
Agriculture, élevage	477 283 195 340	471 943 500 908	476 155 049 037	3 649 234 537	- 21 703 457 777	3 961 809 251	0,80%	-4,60%	0,80%
primaire	477 283 195 340	471 943 500 908	476 155 049 037	3 649 234 537	- 21 703 457 777	3 961 809 251	0,80%	-4,60%	0,80%
Industrie	1 109 353 456 149	1 203 494 718 517	1 167 455 841 102	- 17 893 912 050	- 10 781 776 965	- 63 823 761 342	-1,60%	-0,90%	-5,50%
Construction	62 072 882 184	73 664 655 952	240 701 572 446	2 604 610 327	1 210 843 456	14 352 263 157	4,20%	1,60%	6,00%
Eau et énergie	722 413 965 762	891 951 788 928	935 590 523 987	8 620 907 783	- 2 835 556 144	60 778 680 016	1,20%	-0,30%	6,50%
secondaire	1 893 840 304 095	2 169 111 163 397	2 343 747 937 535	- 6 668 393 940	- 12 406 489 653	11 307 181 831	-0,40%	-0,60%	0,50%
Tourisme	139 179 969 808	111 751 218 758	114 249 207 872	4 890 808 924	3 881 491 879	3 672 002 294	3,50%	3,50%	3,20%
Transport	1 069 596 949 814	396 407 729 695	433 605 685 358	- 11 207 866 261	14 935 461 613	3 698 156 582	-1,00%	3,80%	0,90%
Information et télécommunication	1 064 320 864 457	1 106 005 598 179	1 127 372 573 979	40 655 548 085	49 612 854 010	65 267 514 789	3,80%	4,50%	5,80%
Service financier	164 500 383 211	154 355 355 973	153 325 691 748	3 705 798 689	5 734 865 715	12 602 683 177	2,30%	3,70%	8,20%
tertiaire	2 437 598 167 290	1 768 519 902 605	1 828 553 158 957	38 044 289 437	74 164 673 217	85 240 356 842	1,60%	4,20%	4,70%
Global	4 808 721 666 725	4 409 574 566 910	4 648 456 145 529	35 025 130 034	40 054 725 787	100 509 347 924	0,70%	0,90%	2,20%

Au regard du tableau ci-dessus, le rendement économique des Entreprises publiques en 2019 s'est amélioré. Tous les secteurs ont connu cette évolution favorable. Toutefois, conformément à la norme standard de référence de 5%, ce rendement au cours des 3 dernières années est jugé faible. Ce résultat est le fait de la faible rémunération du capital de l'actionnaire Etat au détriment du facteur travail.

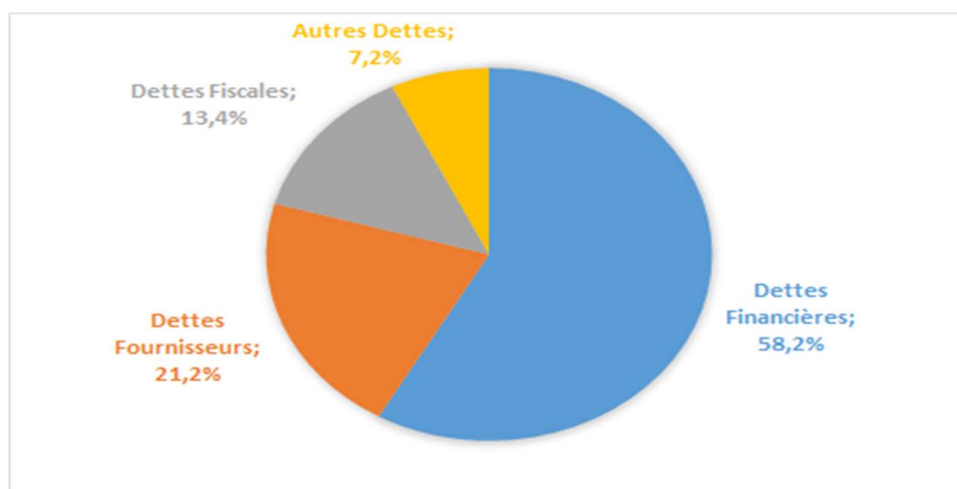
II.2.8 Endettement et risques budgétaires liés

Tableau 17 : Evolution du stock de la dette des Entreprises publiques de 2017 à 2019 (en millions de FCFA)

Catégorie de dettes	2 016	2 017	2 018	2019
Dettes Financières	1 164 919	1 252 060	1 304 568	1 737 667
Dettes Fournisseurs	488 027	592 703	663 769	631 153
Dettes Fiscales	506 465	525 829	357 055	401 050
Autres Dettes	191 853	462 322	405 349	213 533
Total	2 351 264	2 832 914	2 730 741	2 983 402

Au 31 décembre 2019, le stock de la dette cumulée des Entreprises Publiques pour lesquelles les documents financiers ont été transmis et collectés pour l'exercice 2019 s'élève à FCFA 2 983,4 milliards réparties en dettes financières (Fcfa 1 737,7 milliards), dettes fournisseurs (Fcfa 631,2 milliards), dettes fiscales et sociales (Fcfa 401,1 milliards), et autres dettes (Fcfa 213,5 milliards).

La dette financière représente la partie la plus importante de la dette des Entreprises publiques avec une proportion de 58,25% telle que présentée dans le graphique ci-dessous.



Sur la période 2018 – 2019, la dette globale des entreprises a augmenté de 9,25% suivant les catégories de dettes présentées de la manière suivante : Dettes Financières : 33,2%, dettes fournisseurs : -4,9%, dettes fiscales et sociales : 12,32% et Autres dettes : -47,32%.

II.2.9 Situation des dettes croisées entre l'Etat et les Entreprises Publiques en 2019

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, certaines entreprises publiques ont fourni des prestations à l'Etat au titre de l'électricité, de l'eau, du téléphone et internet, du transport voyageur, des abonnements à Cameroun tribune et des insertions publicitaires, notamment ENEO, CAMTEL, CAMRAIL et SOPECAM. Le paiement effectif au profit desdits entreprises en contrepartie des prestations fournies ne reflète pas la facturation. Il représente un acompte sur la consommation

réelle. C'est à ce titre qu'une conciliation est effectuée en fin d'exercice pour déterminer la dette de l'Etat vis-à-vis des entreprises susvisées.

Au terme desdits travaux et de ceux projetés, la situation des soldes se présente comme repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Situation des dettes croisées entre l'Etat et les entreprises publiques 2019 (en millions de FCFA)

N°	Entreprises	Période	Solde en faveur des entreprises	Observations
1	ENEO	1 janvier au 31 décembre 2019	0	Montant consolidé dans le cadre de la convention de cession des créances (45 763 080 521) et du protocole de règlement des compensations tarifaires (8 266 445 000) convention de subrogation Etat/CAMWATER/ENEO en cours de finalisation (6 842 026 997)
2	CAMTEL	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2019	10 890 545 657	Convention signée
3	CAMRAIL	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2019	447 000 000	Convention signée

II.2.10 Subventions de réhabilitation aux entreprises

Sur une provision de 10 milliards de FCFA pour la prise en charge des opérations de réhabilitation des Entreprises publiques, le montant de 7 240 816 200 a été débloqué pour le compte de 2019 au profit des différents prestataires, soit un taux de réalisation de 72,4%.

II.2.11 Prise de participation de l'Etat et avances en compte courant en 2019

Tableau 19 : prise de participation de l'Etat auprès des Entreprises publiques en 2019 (en FCFA)

N°	Entreprises	Sigles	Prise de Participations en 2019
1	Mekin Hydroelectric Development Corporation	Hydro-mekin	4 000 000 000
2	Chantier Naval Industriel du Cameroun	CNIC	815 700 000
3	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises	BC-PME	5 000 000 000
4	Port Autonome de Kribi	PAK	2 000 000 000
	Parc National de Matériel de Génie Civil	MATGENIE	1 000 000 000
5	Cotonnière Industrielle du Cameroun	CICAM	2 000 000 000
6	Electricity Development Corporation	EDC	2 000 000 000
7	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	BICEC	6 500 000 000
TOTAL			23 315 700 000

Au cours de l'exercice 2019, les prises de participation de l'Etat au sein des Entreprises publiques s'élèvent à 23 315 700 000 de FCFA. Ces prises de participation de l'Etat se subdivisent en constitution de capital et en augmentation de capital. Le Port Autonome de Kribi a ainsi reçu de l'Etat actionnaire dans le cadre de la constitution de son capital 2 000 000 000 de FCFA au titre de la libération de la dernière tranche. Le niveau d'intervention de l'Etat en augmentation de capital se chiffre à 16 315 700 000 de FCFA alloué à la BICEC, BCPME, HYDRO MEKIN et CNIC.

Les fonds dédiés aux prises de participation sont insuffisants pour assurer la recapitalisation des entreprises publiques dont un bon nombre présente un risque de dissolution.

Pour ce qui est des avances en compte courant, l'Etat actionnaire a signé au cours de l'exercice 2019 des conventions d'avance en compte courant avec MATGENIE (1 000 000 000 FCFA), EDC (2 000 000 000 FCFA) et CICAM (2 000 000 000 FCFA). Les avances ainsi reçues de l'Etat s'élèvent à 5 000 000 000 de FCFA.

II.2.12 Prix administrés

Dans le souci de garantir l'équilibre social, l'Etat administre les prix dans certains secteurs d'activités des Entreprises publiques. Toutefois, ces prix sont restés inchangés depuis des décennies, malgré l'évolution de l'environnement socio-économique. Cette situation a contribué à impacter négativement le chiffre d'affaires et la performance des entreprises concernées. On retrouve dans cette catégorie, les entreprises de production d'huile de palme (CDC, PAMOL Plantations), de coton (SODECOTON), de riz (SEMRY, UNVDA), les entreprises de prestation de service et d'aménagement (CAMPOST, SIC, MAETUR, SODEPA).

II.2.13 Coût des missions de service public

Dans le cadre de leur exploitation, certaines Entreprises publiques sont dans l'obligation de prendre en charge le coût des missions de service public.

En effet, dans le cadre de leurs activités, certaines entreprises réalisent les missions de service public ci-après :

- Travaux d'entretien routier ;
- Construction des écoles, des dispensaires et des centres de santé ;
- Opérationnalisation de ces structures socio-éducatives ;
- Prise en charge des enseignants et du personnel médical ;
- Encadrement/formation des chercheurs et des paysans ;
- Mise à disposition des logements au profit de certaines autorités ;
- Prise en charge des forces de sécurité, etc.

Toutes ces opérations qui devraient être inscrites dans le budget d'investissement public, grèvent les marges desdites entreprises, au rang desquelles l'on peut citer la SODECOTON, PAMOL Plantations, CDC, UNVDA, SEMRY.

II.3 Analyse de la performance économique

L'analyse de la performance économique des entreprises publiques va s'appesantir sur les éléments caractéristiques ci-après : la marge d'exploitation, la rotation de l'actif, la rentabilité, la solvabilité, les charges de personnel, l'amortissement de l'outil de production et la défaillance.

II.3.1 Marge d'exploitation ou marge opérationnelle

La marge d'exploitation est le rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaire. Ce ratio mesure la performance de l'entreprise indépendamment de ses politiques de financement et d'investissement. Ce ratio exprime en pourcentage ce que l'entreprise gagne ou perd pour un chiffre d'affaires de 100 FCFA réalisé. Ce ratio permet d'évaluer la profitabilité d'une entité.

Tableau 20 : Evolution de la marge d'exploitation entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/ Entreprises	Marge d'exploitation		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	2,00%	-13,20%	2,36%
CDC	-6,10%	-140,30%	-223,00%
PPPlc	-11,60%	-11,60%	-11,60%
SEMY	-59,70%	-271,00%	11,50%
SODECOTON	7,90%	15,20%	9,20%
ANAFOR	-208,70%	-192,40%	97,80%
MIDEPECAM	122,00%	-40,80%	13,50%
SECONDAIRE	-0,90%	-1,50%	1,50%
ALUCAM	9,80%	-1,50%	-16,60%
CICAM	0,00%	-24,50%	-27,50%
ALUBASSA	12,80%	16,50%	16,90%
SODEPA	-6,00%	-2,40%	5,40%
SONARA	-4,30%	-0,40%	-7,10%
SNH	-40,90%	-60,50%	-172,80%
LABOGENIE	16,20%	11,40%	42,80%
MATGENIE	0,00%	1,10%	74,10%
CAMWATER	42,00%	-1,50%	1,50%
EDC	64,80%	58,40%	60,00%
SONATREL			86,10%
TERTIAIRE	14,20%	23,30%	25,80%
AYABA HOTEL	11,50%	12,70%	10,50%
CHC.SA	30,60%	28,10%	28,40%
SGHC	15,50%	9,40%	9,80%
SOHLI	30,60%	24,60%	22,10%
SHNC	-39,50%	-45,90%	-45,90%
CAMAIR-Co	-88,30%	-81,30%	-81,30%
CNIC	13,30%	-84,20%	-10,60%

Secteurs d'activités/ Entreprises	Marge d'exploitation		
	2017	2018	2019
ADC	35,20%	25,10%	25,10%
PAD	2,10%	23,20%	7,70%
PAK	-68,30%	50,20%	8,30%
SCDP	-57,30%	37,20%	33,70%
CAMPOST	-129,50%	-163,90%	-163,90%
CAMTEL	44,00%	49,30%	52,00%
SOPECAM	-9,10%	15,90%	6,80%
BC- PME	-250,60%	-27,20%	-27,20%
CBC	22,50%	31,00%	38,70%
CFC	2,90%	-11,70%	-18,20%
SNI	31,40%	-18,40%	47,70%
MAETUR	30,10%	15,20%	49,30%
MAGZI	18,60%	0,90%	8,90%
SIC	18,00%	-1,00%	189,70%
GLOBALE	2,80%	3,10%	8,00%

Les entreprises du secteur primaire connaissent une légère amélioration de leur marge d'exploitation. Comparé à l'exercice 2018 où seule la SODECOTON enregistrait un taux positif, plusieurs d'entre elles ont connu une embellie en 2019. Il s'agit de SEMRY (11,5%), ANAFOR (97,8%) et MIDEPECAM (13,5%).

S'agissant du secteur secondaire, la marge d'exploitation est favorablement tirée par les sociétés ALUBASSA (16,9%), SODEPA (5,4%), LABOGENIE (42,8%), MATGENIE (74,10%), CAMWATER (1,50%), EDC (60%) et SONATREL (86,10%).

Enfin, la marge d'exploitation du secteur tertiaire de 25,9% est globalement positive. Toutefois, certaines entreprises publiques notamment CFC (-18,2%), BC-PME (-27,2%), CNIC (-10,6%), CAMAIR-Co (-81,3%) et SHNC (-45,9%) tirent cette marge vers le bas.

II.3.2 Rotation de l'actif

Le ratio de rotation de l'actif économique rapporte le chiffre d'affaires réalisé par une entreprise avec le montant des capitaux investis (Immobilisations brutes + besoins ou ressources de financement du cycle d'exploitation). Le ratio de rotation de l'actif économique ou des capitaux investis exprime le volume d'activité que l'entreprise réalise pour 100 FCFA investi autrement dit comment investir pour réaliser 100 FCFA de chiffre d'affaires.

Tableau 21 : Evolution de la rotation de l'actif entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/ entreprises	Rotation des actifs		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	38,60%	35,00%	35,30%
CDC	25,40%	24,40%	26,00%
PPPlc	36,80%	796,30%	796,30%
SEMRY	4,00%	4,20%	4,10%

Secteurs d'activités/ entreprises	Rotation des actifs		
	2017	2018	2019
SODECOTON	76,20%	70,50%	74,20%
ANAFOR	6,20%	10,70%	8,80%
MIDEPECAM	5,80%	6,00%	5,40%
SECONDAIRE	41,30%	37,60%	32,40%
ALUCAM	50,50%	50,00%	56,90%
CICAM	30,40%	46,00%	46,00%
ALUBASSA	44,00%	41,70%	39,90%
SODEPA	53,40%	27,70%	26,90%
SONARA	211,10%	130,20%	146,90%
SNH	6,40%	5,50%	6,00%
LABOGENIE	19,90%	32,50%	28,00%
MATGENIE	1,40%	0,70%	-15,00%
CAMWATER	1,70%	1,60%	1,50%
EDC	7,00%	6,80%	6,60%
SONATREL	0,00%	0,00%	0,00%
TERTIAIRE	11,00%	18,00%	18,10%
AYABA HOTEL	3,90%	4,20%	4,00%
CHC.SA	15,80%	19,70%	19,60%
SGHC	12,20%	16,00%	18,80%
SOHLI	19,40%	25,50%	-3,80%
SHNC	7,50%	9,10%	9,10%
CAMAIR-Co	-203,10%	-66,60%	-66,60%
CNIC	7,30%	17,70%	20,30%
ADC	10,80%	149,10%	149,10%
PAD	20,00%	16,00%	30,90%
PAK	1,00%	42,30%	15,20%
SCDP	17,00%	20,90%	20,00%
CAMPOST	-3,90%	-6,90%	-6,90%
CAMTEL	9,40%	9,10%	8,90%
SOPECAM	14,70%	15,00%	14,30%
BC- PME	8,60%	9,80%	9,80%
CBC	3,90%	33,40%	27,10%
CFC	4,80%	1,90%	2,50%
SNI	3,40%	4,20%	3,80%
MAETUR	35,80%	36,00%	39,20%
MAGZI	7,50%	9,40%	8,80%
SIC	1,80%	1,80%	1,60%
GLOBALE	25,70%	29,50%	27,10%

De 2017 à 2019, le ratio de rotation de l'actif du secteur primaire oscille entre 35 et 40%. Il est tiré vers le haut par deux entreprises : PPPlc (796,3%) et SODECOTON (74,2%).

Sur la période sous revue, le secteur secondaire enregistre une tendance baissière du ratio de rotation de l'actif, passant de 41,3% en 2017 à 37,6% en 2018 et à 32,4% en 2019. Outre MATGENIE qui enregistre un ratio de -15%, le reste des entreprises publiques de ce secteur présentent des ratios positifs.

Dans le secteur tertiaire, le ratio de rotation de l'actif a connu une progression soutenue de 2017 à 2019. En effet, de 11% en 2017, il est passé à 18% en 2018 pour se hisser à 18,1% en 2019, principalement du fait de ADC (149,1%). Par contre, Camair-Co (-67%), SOHLI (-3,8%) et CAMPOST (-6,9%) enregistrent des ratios négatifs.

II.3.3 Rentabilité des entreprises publiques

II.3.3.1 Rentabilité économique

Le ratio rapporte l'excédent brut d'exploitation sur les capitaux investis (Immobilisations brutes + besoins ou ressources de financement du cycle d'exploitation). La rentabilité économique mesure la rentabilité des capitaux dégagés, c'est à dire la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices à partir des capitaux investis. Ce ratio exprime en pourcentage ce que l'entreprise gagne ou perd pour un investissement de 100 FCFA réalisé.

De façon générale, les entreprises publiques présentent une rentabilité économique faible, voire négative.

Tableau 22 : Evolution de la rentabilité économique entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/entreprises	Rentabilité économique		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	0,80%	-4,60%	0,83%
CDC	-1,50%	-34,30%	-58,10%
PPPlc	-4,30%	-92,20%	-92,20%
SEMRY	-2,40%	-11,30%	0,50%
SODECOTON	6,00%	10,70%	6,80%
ANAFOR	-12,90%	-20,50%	8,60%
MIDEPECAM	7,10%	-2,40%	0,70%
SECONDAIRE	-0,40%	-0,60%	0,48%
ALUCAM	5,00%	-0,80%	-9,50%
CICAM	0,00%	-11,30%	-12,70%
ALUBASSA	5,60%	6,90%	6,80%
SODEPA	-3,20%	-0,70%	1,40%
SONARA	-9,10%	-0,50%	-10,40%
SNH	-2,60%	-3,40%	-10,30%
LABOGENIE	3,20%	3,70%	12,00%
MATGENIE	0,00%	0,00%	-11,10%
CAMWATER	0,70%	0,00%	0,00%
EDC	4,50%	4,00%	4,00%

Secteurs d'activités/entreprises	Rentabilité économique		
	2017	2018	2019
SONATREL			0,00%
TERTIAIRE	1,60%	4,20%	4,66%
AYABA HOTEL	0,40%	0,50%	0,40%
CHC.SA	4,80%	5,50%	5,60%
SGHC	1,90%	1,50%	1,80%
SOHLI	5,90%	6,30%	-0,80%
SHNC	-3,00%	-4,20%	-4,20%
CAMAIR-Co	-179,20%	- 54,20%	-54,20%
CNIC	1,00%	-14,90%	-2,10%
ADC	3,80%	37,50%	37,50%
PAD	0,40%	3,70%	2,40%
PAK	-0,70%	21,20%	1,30%
SCDP	-9,80%	7,80%	6,80%
CAMPOST	-5,10%	-11,30%	-11,30%
CAMTEL	4,10%	4,50%	4,60%
SOPECAM	-1,30%	2,40%	1,00%
BC- PME	-21,60%	-2,70%	-2,70%
CBC	0,40%	10,40%	10,50%
CFC	0,10%	-0,20%	-0,50%
SNI	1,10%	-0,80%	1,80%
MAETUR	10,80%	5,50%	19,40%
MAGZI	1,40%	0,10%	0,80%
SIC	0,30%	0,00%	3,00%
GLOBALE	0,70%	0,90%	2,16%

Sur 38 entreprises publiques analysées, 23 affichent une rentabilité économique positive en 2019. CAMAIR-Co et CAMPOST bien que présentant un risque de dissolution, affiche une rentabilité économique positive du fait de l'excédent brut et actif économique négatif.

La faible rentabilité économique des Entreprises Publiques s'explique en grande partie par :

- l'absence de l'innovation technologique ;
- la présence dans l'outil de production des immobilisations non productives et non nécessaires à l'exploitation ;
- l'absence des économies d'échelle et une structure pléthorique de coûts, dont la masse salariale constitue une composante majeure des charges des Entreprises publiques ;
- un Besoin en Fonds de Roulement toujours important, lié au déséquilibre de la structure financière des Entreprises publiques ;
- une stratégie marketing peu efficace et moribonde.

II.3.3.2 Rentabilité financière

Le ratio rapporte le résultat net sur les capitaux propres. La rentabilité financière mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires et associés (capitaux propres) à dégager un certain niveau de profit. Ce ratio permet de mesurer ce que rapporte 100 FCFA d'investissements en actions faits par l'actionnaire, qui est l'Etat.

Le tableau ci-dessous présente la rentabilité financière des Entreprises publiques au Cameroun de 2017 à 2019.

Tableau 23 : Evolution de la rentabilité financière entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/entreprises	Rentabilité financière		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	-28,10%	1,80%	-61,70%
CDC	-57,30%	1,60%	-122,70%
PPPlc	32,80%	-16,20%	-16,20%
SEMRY	-2,60%	-39,40%	-1,90%
SODECOTON	77,40%	73,90%	-21,80%
ANAFOR	-47,10%	-459,00%	-68,20%
MIDEPECAM	6,00%	-4,60%	-3,70%
SECONDAIRE	-4,40%	-8,90%	-21,50%
ALUCAM	11,50%	-84,60%	208,20%
CICAM	0,00%	173,50%	98,40%
ALUBASSA	5,30%	5,20%	5,60%
SODEPA	-11,80%	0,70%	0,80%
SONARA	25,30%	225,30%	60,90%
SNH	5,20%	8,80%	11,00%
LABOGENIE	2,60%	1,70%	11,40%
MATGENIE	0,00%	-11,50%	-36,80%
CAMWATER	-1,10%	0,50%	0,10%
EDC	34,70%	20,90%	9,70%
SONATREL	-25,30%	51085,20%	89,30%
TERTIAIRE	-2,90%	-8,20%	3,50%
AYABA HOTEL	9,40%	10,20%	7,80%
CHC.SA	2,10%	1,30%	1,20%
SGHC	10,60%	3,50%	-0,70%
SOHLI	8,30%	5,40%	173,10%
SHNC	-21,10%	636,30%	636,30%
CAMAIR-Co	-26,60%	-27,90%	-26,50%
CNIC	-8,90%	-142,70%	54,60%
ADC	1,80%	46,90%	46,90%
PAD	-1,70%	1,80%	4,80%
PAK	-0,80%	35,70%	5,70%
SCDP	1,70%	4,50%	5,00%
CAMPOST	-4,50%	-8,00%	-8,00%
CAMTEL	3,90%	4,20%	4,90%

Secteurs d'activités/entreprises	Rentabilité financière		
	2017	2018	2019
SOPECAM	-11,80%	3,20%	4,70%
BC- PME	-27,20%	-44,80%	-44,80%
CBC	13,10%	19,30%	20,50%
CFC	-24,40%	78,10%	-36,50%
SNI	0,10%	-0,80%	0,80%
MAETUR	6,20%	12,20%	23,70%
MAGZI	-0,50%	-5,00%	-2,10%
SIC	-4,00%	-4,80%	0,60%
GLOBALE	-4,30%	-8,00%	-14,50%

Sur 38 Entreprises publiques analysées, 27 affichent une rentabilité financière positive en 2019. De façon générale, les entreprises publiques présentent une rentabilité financière faible, voire négative. Deux situations pourraient être mises en exergue :

- Soit la situation financière de l'entreprise continue au fil des années à se détériorer tout en présentant un ratio illusoirement positif, découlant d'un résultat net négatif rapporté à des capitaux propres négatifs (Rentabilité financière négative, mais positive par l'effet mathématique) ;
- Soit l'entreprise a enregistré au titre de l'année 2019 un résultat net négatif, ce qui entraîne une absorption des fonds propres. Les entreprises publiques relevées dans ce cas de figure sont : PAMOL PLC (-16,2%) ; CDC (-122,7%), SODECOTON (-21,8%), SEMRY (-1,9%) ; ANAFOR (-68,2%), MAGZI (-2,1%), CFC (-36,5%), MATGENIE (-36,8%), SGHC (-0,7%) ; BC-PME (-44,8%), MIDEPECAM (-3,70%).

L'exercice 2019 est caractérisé par une détérioration de la rentabilité financière des entreprises publiques. En effet, le taux de rentabilité financière s'établit à -14,5%, soit 6,5 points de moins qu'en 2018. Depuis l'exercice 2017, cette rentabilité est plombée par la situation structurellement déficitaire de ces entreprises.

Dans le secteur primaire, la rentabilité financière est passée de -28,1% en 2017 à 1,8% en 2018 et à -61,7% en 2019. Toutes les entreprises du secteur dégagent une rentabilité financière négative en 2019. Ces entreprises se caractérisent par une contre-performance structurelle depuis 2017 marquée par une incapacité à dégager des bénéfices suffisants pour assurer leur croissance.

Dans le secteur secondaire, la rentabilité financière est passée de -4,4% en 2017 à -8,90% en 2018 et à -21,5% en 2019. Sur les onze (11) entreprises du secteur secondaire, une seule dégage une rentabilité négative en 2019 à savoir le MATGENIE. Par contre, la rentabilité de la plupart des entreprises publiques dudit secteur sont non significatives du fait de résultats nets associés à des capitaux propres négatifs.

Dans le secteur tertiaire, la rentabilité financière est passée de -2,9% en 2017 à -8,20% en 2018 et 3,5% en 2019. Sur les vingt-une (21) entreprises du secteur tertiaire, quatre (04) entreprises notamment SGHC, MAGZI, BC-PME et le Crédit Foncier dégagent une rentabilité financière négative en 2019.

Ce ratio est la conséquence des performances économiques réalisées par l'entreprise adossée à une bonne politique financière. Il en ressort globalement que l'Etat actionnaire ne dégage pas une rentabilité sur ses investissements en actions, situation due en grande partie aux faibles performances économiques des Entreprises publiques, ainsi qu'à une mauvaise politique financière implémentée par ces dernières.

II.3.4 Solvabilité

Le ratio rapporte la dette financière sur les capitaux propres. La solvabilité d'une entreprise, c'est sa capacité à honorer ses dettes. Elle se mesure généralement à travers plusieurs ratios financiers qui évaluent la capacité de l'entreprise à couvrir ses échéances de court terme et de long terme. Ce ratio permet d'apprécier la dépendance ou l'indépendance financière d'une entité. Tout en sachant que la dépendance financière vis-à-vis des partenaires financiers n'est viable que lorsque la rentabilité économique d'une entreprise est supérieure au coût de la dette des financements mobilisés pour assurer sa croissance.

Tableau 24 : Evolution de la solvabilité entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/entreprises	Endettement		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	229,43%	105,65%	193,62%
CDC	347,01%	62,95%	180,56%
PPPIc	-18,68%	-18,68%	-18,68%
SEMRY	0,00%	0,79%	0,99%
SODECOTON	1020,61%	423,07%	822,25%
ANAFOR	0,02%	0,10%	0,20%
MIDEPECAM	0,00%	0,00%	0,00%
SECONDAIRE	122,81%	168,35%	209,78%
ALUCAM	43,41%	168,51%	-142,10%
CICAM	0,00%	-131,25%	-117,25%
ALUBASSA	0,00%	0,00%	0,00%
SODEPA	0,74%	10,22%	12,70%
SONARA	-97,04%	-807,99%	-128,59%
SNH	0,17%	2,38%	2,26%
LABOGENIE	1,69%	4,69%	19,90%
MATGENIE	1,69%	0,75%	13,25%
CAMWATER	102,90%	247,97%	239,73%
EDC	1000,12%	752,92%	702,31%
SONATREL	0,00%	-28516,60%	2192,63%
TERTIAIRE	137,24%	337,86%	354,28%
AYABA HOTEL	0,00%	0,00%	0,00%
CHC.SA	9,60%	10,20%	10,95%
SGHC	43,36%	36,82%	36,57%
SOHLI	8,94%	5,15%	5,15%
SHNC	111,52%	-1786,85%	-1786,85%

Secteurs d'activités/entreprises	Endettement		
	2017	2018	2019
CAMAIR-Co	-54,73%	-36,80%	-36,80%
CNIC	-417,27%	164,44%	-19,75%
ADC	30,82%	115,06%	115,06%
PAD	22,43%	38,32%	38,29%
PAK	8,40%	2,39%	0,87%
SCDP	19,82%	7,97%	7,09%
CAMPOST	-1,83%	-51,23%	-51,23%
CAMTEL	348,79%	348,21%	353,94%
SOPECAM	0,74%	4,03%	107,16%
BC- PME	7,83%	2,69%	2,69%
CBC	52,76%	55,04%	136,64%
CFC	3596,82%	-2235,31%	-2939,74%
SNI	0,23%	1,78%	0,26%
MAETUR	648,43%	746,93%	962,90%
MAGZI	58,36%	64,58%	69,92%
SIC	4,86%	7,80%	1,25%
GLOBALE	133,76%	220,66%	259,11%

De l'exploitation du tableau ci-dessus, il ressort que certaines entreprises enregistrent un niveau d'endettement acceptable notamment, SEMRY (0,99%), ANAFOR (0,2%), MIDEPECAM (0%), ALUBASSA (0%), SODEPA (12,7%), SNH (2,26%), LABOGENIE (18,9%), MATGENIE (13,25%), AYABA (0%), CHC (10,95%), SGHC (36,55%), SOHLI (5,15%), PAD (38,29%), PAK (0,87%), SCDP (7,09%), BC-PME (2,69%), SNI (0,26%) et SIC (1,25%). Ceci justifie leur capacité à lever les fonds auprès des banques commerciales et des bailleurs pour pouvoir financer leurs grands projets de développement.

Par ailleurs, la majorité des Entreprises publiques camerounaises ne sont pas éligibles aux financements bancaires à cause de leur mauvaise performance.

II.3.5 Les charges du personnel sur la richesse créée

Le ratio rapporte les charges de personnel sur la valeur ajoutée (richesse créée par une entreprise destinée à être répartie aux différentes parties prenantes (salariés, Etat, créanciers, partenaires financiers etc..). Il permet de calculer la part de la marge qui est redistribuée aux salariés mais également de mesurer la participation des salariés à la création de la richesse de l'entreprise. Ce ratio exprime en pourcentage ce que l'entreprise donne aux salariés pour une création de richesse de 100 FCFA réalisé.

Tableau 25 : Evolution du poids des salaires de 2017 à 2019

Secteurs d'activités/entreprises	IMPORTANCE DES CHARGES DU PERSONNEL		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	91,47%	211,60%	89,56%
CDC	114,24%	-163,87%	276,16%
PPPlc	135,01%	135,01%	135,01%
SEMRV	-192,14%	-32,57%	84,68%
SODECOTON	59,74%	40,00%	50,03%
ANAFOR	185,82%	228,21%	83,34%
MIDEPECAM	36,27%	205,24%	81,51%
SECONDAIRE	104,13%	124,01%	87,09%
ALUCAM	38,33%	130,27%	-107,97%
CICAM	54,48%	1740,41%	578,51%
ALUBASSA	65,31%	60,28%	58,24%
SODEPA	117,42%	104,33%	90,86%
SONARA	-94,14%	122,52%	-47,19%
SNH	226,26%	209,79%	-131,81%
LABOGENIE	75,02%	72,55%	40,26%
MATGENIE		98,17%	567,04%
CAMWATER	37,78%	104,54%	95,73%
EDC	25,24%	30,40%	33,86%
SONATREL	-61,49%	-30,58%	8,97%
TERTIAIRE	70,64%	57,57%	57,85%
AYABA HOTEL	73,38%	68,54%	74,77%
CHC.SA	39,51%	45,05%	44,17%
SGHC	64,95%	80,00%	78,27%
SOHLI	37,83%	48,03%	50,46%
SHNC		307,74%	307,74%
CAMAIR-Co	-129,67%	-80,58%	-80,58%
CNIC	81,70%	333,45%	120,07%
ADC	41,29%	49,64%	49,64%
PAD	94,82%	55,85%	80,82%
PAK	1002,56%	39,69%	80,67%
SCDP	-61,05%	36,60%	41,83%
CAMPOST	374,42%	-6294,77%	6294,77%
CAMTEL	39,38%	35,17%	34,89%
SOPECAM	117,42%	69,12%	83,36%
BC- PME	-241,31%	112,88%	112,88%
CBC	56,78%	43,57%	32,68%
CFC	95,48%	117,94%	123,36%
SNI	55,96%	135,11%	39,25%
MAETUR	59,72%	74,31%	33,05%
MAGZI	62,49%	102,43%	78,66%
SIC	73,87%	101,32%	-39,24%
GLOBALE	81,70%	81,73%	68,85%

En 2019, le Poids des salaires sur la Valeur ajoutée est de 68,85% contre 81,73% en 2018 et 81,70% en 2017. Cette valeur ajoutée, déjà insuffisante, est absorbée en grande partie par les charges du personnel (salaires et autres charges liées). Elle ne permet pas objectivement de rémunérer les autres parties prenantes (l'Etat, les banquiers, les prestataires etc).

La faible performance économique des Entreprises publiques due à un poids énorme des charges de structure, notamment les salaires, ne permet pas à ces entités de contribuer à la création de valeur. L'on peut comprendre la non-perception par l'Etat des dividendes sur les capitaux investis, la dégradation de l'appareil de production ainsi que l'accumulation des dettes fiscales.

Dans le secteur primaire, au regard des ratios utilisés 89,56% en 2019, 211,60% en 2018 et 91,47% en 2017, sans l'assistance de l'Etat, ces entreprises ne pourront pas être performantes.

S'agissant du secteur secondaire, le poids des salaires sur la Valeur Ajoutée est de 87,09% en 2019 contre 124,01% en 2018 et 104,13% en 2017.

Pour ce qui est enfin du secteur tertiaire, le poids des salaires sur la Valeur Ajoutée est de 57,85% en 2019 contre 57,57% en 2018 et 70,64% en 2017.

L'on relève dans l'ensemble que les entreprises publiques font des efforts pour réduire progressivement le poids des charges salariales au regard de l'évolution du ratio qui est passé de 81,73% en 2018 à 68,85% en 2019.

Il se dégage globalement que les entreprises publiques ne créent pas suffisamment de richesse, lorsque des efforts sont faits, cette valeur ajoutée est absorbée par le poids du coût du travail. Ce qui implique l'excédent dégagé, lorsqu'il existe, ne permet pas de suffisamment rémunérer les autres parties prenantes. Il est alors important de questionner la qualité du capital humain dans entreprises publiques. A-t-on nécessairement d'autant de personnes ? Ressources humaines ou facteur de destruction de valeur ? Le salarié se présente ainsi comme un coût qui absorbe les efforts de développement et non comme une ressource susceptible de créer de la valeur.

II.3.6 Amortissement de l'outil de production

Le ratio de vétusté, exprimé en pourcentage, mesure le niveau d'usure de l'appareil de production d'une entreprise. Il rapporte les immobilisations corporelles nettes aux immobilisations corporelles brutes.

Tableau 26 : Evolution de la vétusté entre 2017 et 2019

Secteurs d'activités/entreprises	Vétusté		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	32,50%	28,80%	26,50%
CDC	41,40%	36,30%	33,50%
PPPlc	38,20%	1,40%	1,40%
SEMRY	24,00%	24,70%	21,60%
SODECOTON	19,60%	20,10%	17,70%

Secteurs d'activités/entreprises	Vétusté		
	2017	2018	2019
ANAFOR	30,70%	27,90%	31,20%
MIDEPECAM	38,80%	69,70%	63,80%
SECONDAIRE	58,40%	58,30%	61,30%
ALUCAM	19,80%	21,30%	22,80%
CICAM	21,10%	22,80%	22,70%
ALUBASSA	25,50%	26,30%	24,50%
SODEPA	119,30%	71,80%	69,90%
SONARA	65,60%	67,70%	64,00%
SNH	32,30%	29,40%	26,80%
LABOGENIE		17,70%	12,90%
MATGENIE		33,80%	30,10%
CAMWATER	87,30%	86,00%	85,20%
EDC	22,10%	21,00%	17,10%
SONATREL	95%	88%	82,30%
TERTIAIRE	64,20%	44,90%	43,80%
AYABA HOTEL	1,80%	1,70%	1,60%
CHC.SA	27,00%	24,90%	23,60%
SGHC	7,40%	7,60%	7,80%
SOHLI	92,70%	22,10%	21,70%
SHNC	23,70%	20,90%	20,90%
CAMAIR-Co	62,30%	45,40%	45,40%
CNIC		8,40%	7,10%
ADC		88,50%	88,50%
PAD	27,90%	38,60%	42,90%
PAK	100,00%	78,40%	78,40%
SCDP		40,20%	37,90%
CAMPOST	59,40%	72,10%	72,10%
CAMTEL	48,80%	48,60%	45,40%
SOPECAM	43,20%	40,20%	35,80%
BC- PME	57,30%	43,40%	43,40%
CBC	21,70%	29,60%	31,50%
CFC	37,50%	48,70%	46,60%
SNI	43,80%	2,30%	39,60%
MAETUR	36,60%	32,50%	29,70%
MAGZI		36,10%	33,90%
SIC	43,70%	42,10%	40,50%
GLOBALE	57,80%	49,70%	50,40%

Au regard de l'évolution du ratio de vétusté au niveau des différents secteurs, il y a lieu de noter que des efforts de renouvellement sinon de réhabilitation de l'appareil productif sont menés dans le secteur secondaire, principalement dans les sous-secteurs industrie, eau et énergie.

Par contre, SODECOTON (17,7%) ; LABOGENIE (12,9%) ; PAMOL (1,4%) ; EDC (17,1%) ; AYABA HOTEL (1,6%) ; SGHC (7,8%) ; CNIC (7,1%) disposent d'un outil de production quasiment amorti et pour lequel certaines mesures devraient être envisagées en vue de leur remise à niveau à l'instar de la mise en œuvre d'un plan de renouvellement progressif afin d'alléger les charges de maintenance et de booster la productivité.

En 2019, le ratio de vétusté des Entreprises Publiques est de 50,4% contre 49,7% en 2018 et 57,8% en 2017. Ce ratio est resté quasiment stable entre 2018 et 2019 traduisant ainsi un faible taux de renouvellement des actifs.

II.3.7 Classification des entreprises publiques à risque de dissolution

Un certain nombre d'entreprises publiques ont leurs capitaux propres entièrement absorbés du fait de leurs résultats négatifs successifs.

Les capitaux propres étant devenus négatifs ou inférieurs à la moitié du capital social, il y'a risque de dissolution de ces entreprises, ainsi qu'une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de ces dernières par absence de recapitalisation.

L'article 664 de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux Sociétés Commerciales et Groupement d'Intérêt Economique dispose que : “Si, du fait de pertes constatées dans les états financiers de synthèse, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Général, selon le cas, est tenu, dans les quatre (04) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société a lieu”.

L'article 665 de l'Acte précité prévoit que : “ Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital, d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Le tableau ci-dessous présente les entreprises publiques à risque de dissolution :

Secteurs	Ratio de défaillance		
	2017	2018	2019
PRIMAIRE	36,00%	57,30%	32,50%
CDC	41,40%	66,60%	27,40%
PPPlc	-78,60%	-78,60%	-78,60%
SEMR	85,20%	52,10%	62,00%
SODECOTON	9,80%	461,10%	238,20%
ANAFOR	21,90%	3,80%	1,90%
MIDEPECAM	156,40%	198,10%	179,40%
SECONDAIRE	486,00%	393,80%	371,20%
ALUCAM	100,20%	66,70%	-61,70%
CICAM	105,00%	-264,50%	-397,30%
ALUBASSA	424,10%	423,50%	425,30%
SODEPA	1425,30%	1649,50%	1576,90%
SONARA	-593,60%	-79,80%	-789,10%

Secteurs	Ratio de défaillance		
	2017	2018	2019
SNH	2571,90%	2724,70%	2859,90%
LABOGENIE	189,90%	192,20%	216,00%
MATGENIE	53,20%	118,70%	83,80%
CAMWATER	4858,80%	679,00%	722,70%
EDC	84,90%	111,70%	123,30%
SONATREL	37,70%	-0,20%	26,50%
TERTIAIRE	230,40%	96,40%	93,50%
AYABA HOTEL	5,00%	5,50%	5,40%
CHC.SA	111,10%	110,60%	110,60%
SGHC	230,60%	209,50%	202,80%
SOHLI	170,80%	173,80%	191,40%
SHNC	76,80%	-5,20%	-5,20%
CAMAIR-Co	-270,00%	-363,60%	-363,60%
CNIC	-62,40%	17,60%	-24,70%
ADC	10914,40%	3939,30%	3939,30%
PAD	276,60%	363,40%	368,50%
PAK	15036,10%	125,50%	131,30%
SCDP	190,90%	199,10%	207,00%
CAMPOST	-6947,20%	-8780,70%	-8780,70%
CAMTEL	176,40%	183,10%	180,20%
SOPECAM	463,30%	455,20%	403,80%
BC- PME	63,90%	36,10%	36,10%
CBC	109,10%	114,10%	130,30%
CFC	66,00%	-122,60%	-92,00%
SNI	242,90%	224,60%	208,30%
MAETUR	90,60%	69,00%	56,90%
MAGZI	5127,30%	4702,40%	4423,80%
SIC	9056,60%	8475,40%	11823,30%
GLOBALE	246,60%	163,50%	151,20%

Des résultats de l'analyse contenue dans le tableau ci-dessus, les Entreprises publiques sont catégorisées suivant leur viabilité ou leur défaillance.

Entreprises à risque de dissolution	Entreprises pas à risque de dissolution	
- CDC - PPPIc - SEMRY - ANAFOR - ALUCAM - CICAM - SONARA - AYABA HOTEL - SHNC - CAMAIR-Co - CNIC - CAMPOST - BC-PME - CFC	- SODECOTON - ALUBASSA - SODEPA - SNH - LABOGENIE - MATGENIE - CAMWATER - EDC - SONATREL - CHC S.A - SGHC - SOHLI - ADC - PAD	- PAK - SCDP - CAMTEL - SOPECAM - CBC - SNI - MAETUR - MAGZI - SIC - MIDEPECAM

II.4 Les entreprises à participation publique minoritaire

Une entreprise à participation publique minoritaire est une entité ou l'Etat et/ou ses démembrements détiennent moins de 50% du capital-actions.

II.4.1 Liste des Entreprises à participation Publique minoritaire

Tableau 27 : Liste des Entreprises à participation publique minoritaire

N°	SIGLE	DENOMINATION	% du capital				Secteur d'activité
			ETAT	Entités publiques	Privés	TOTAL	
1	ACEP S.A	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun		15	85	100	Service financier
2	BICEC	Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	10		90	100	Service financier
3	CAMRAIL S.A	Cameroon Railways Corporation	13,5		86,47	100	Transport
4	CIMENCAM	Les Cimenteries du Cameroun		43,08	56,92	100	Industrie
5	CLGG SA	Consignations et Logistiques du Golfe du Guinée	8		92	100	Transport
6	DPDC SA	Dibamba Power Development Corporation	44		56	100	Eau et Energie
7	ECAM PLACAGES SA	Compagnie d'Exploitation Industrielle des Bois du Cameroun	0	30	70	100	Industrie
8	EDEATECH	Technopole du Cameroun	5	30	65	100	Industrie
9	ENEO	The Energy of Cameroon	44		56	100	Eau et Energie
10	HEVECAM	Hévéa Cameroun S.A	10		90	100	Agriculture
11	KPDC SA	Kribi Power Development Corporation	44		56	100	Eau et Energie
12	MAISCAM SA	Société Camerounaise de Maïserie		11,48	88,52	100	Agriculture
13	PMUC	Pari Mutuel Urbain Camerounais	15		85	100	Autres tertiaires
14	SABC	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun		10	90	100	Industrie
15	SAFACAM	Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun	20	11	69	100	Industrie
16	SCB CAMEROUN	Société Commerciale de Banque Cameroun	49		51	100	Service financier
17	SEMC	Société des Eaux Minérales du Cameroun		17,48	82,52	100	Industrie
18	SG - CAMEROUN	Société Générale Cameroun		25,6	74,4	100	Service financier
19	SIC CACAOS	Société Industrielle Camerounaise des Cacaos		15,03	84,97	100	Industrie
20	SOCAPALM	Société Camerounaise des Palmeraies	22,4		77,64	100	Agriculture

N°	SIGLE	DENOMINATION	% du capital				Secteur d'activité
			ETAT	Entités publiques	Privés	TOTAL	
21	SOCATRAL	Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium	30,1		69,87	100	Industrie
22	SOCAVER	Société Camerounaise de Verrerie		20,16	79,84	100	Industrie
23	SOSUCAM	Société Sucrière du Cameroun	15,7	8,25	76,02	100	Industrie

Source : MINFI/DGB

Il ressort du tableau ci-dessus que l'analyse porte sur 23 entreprises à participation publique minoritaire.

II.4.2 Liste des Entreprises à participation Publique minoritaire par secteur

Tableau 28 : Liste des Entreprises à participation publique minoritaire par secteur

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE
1	Hévéa Cameroun S.A	HEVECAM	Agriculture
2	Société Camerounaise des Palmeraies	SOCAPALM	Agriculture
3	Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun	SAFACAM	Industrie
4	Compagnie d'Exploitation Industrielle des Bois du Cameroun	ECAM PLACAGES SA	Industrie
5	Les Cimenteries du Cameroun	CIMENCAM	Industrie
6	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	SABC	Industrie
7	Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium	SOCATRAL	Industrie
8	Société Camerounaise de Verrerie	SOCAVER	Industrie
9	Société des Eaux Minérales du Cameroun	SEMC	Industrie
10	Société Industrielle Camerounaise des Cacaos	SIC CACAOS	Industrie
11	Société Sucrière du Cameroun	SOSUCAM	Industrie
12	Dibamba Power Development Corporation	DPDC SA	Eau et Energie
13	Kribi Power Development Corporation	KPDC SA	Eau et Energie
14	The Energy of Cameroon	ENEO	Eau et Energie
15	Cameroon Oil Terminal S.A	COT S.A	Transport
16	Cameroon Oil Transportation Company	COTCO	Transport
17	Cameroon Railway Corporation	CAMRAIL S.A	Transport
18	Consignations et Logistiques du Golfe du Guinée	CLGG SA	Transport
19	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun	ACEP S.A	Service financier
20	Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	BICEC	Service financier
21	Société Commerciale de Banque Cameroun	SCB CAMEROUN	Service financier
22	Société Générale Cameroun	SG - CAMEROUN	Service financier
23	Pari Mutuel Urbain Camerounais	PMUC	Autres tertiaires

Source : MINFI/DGB

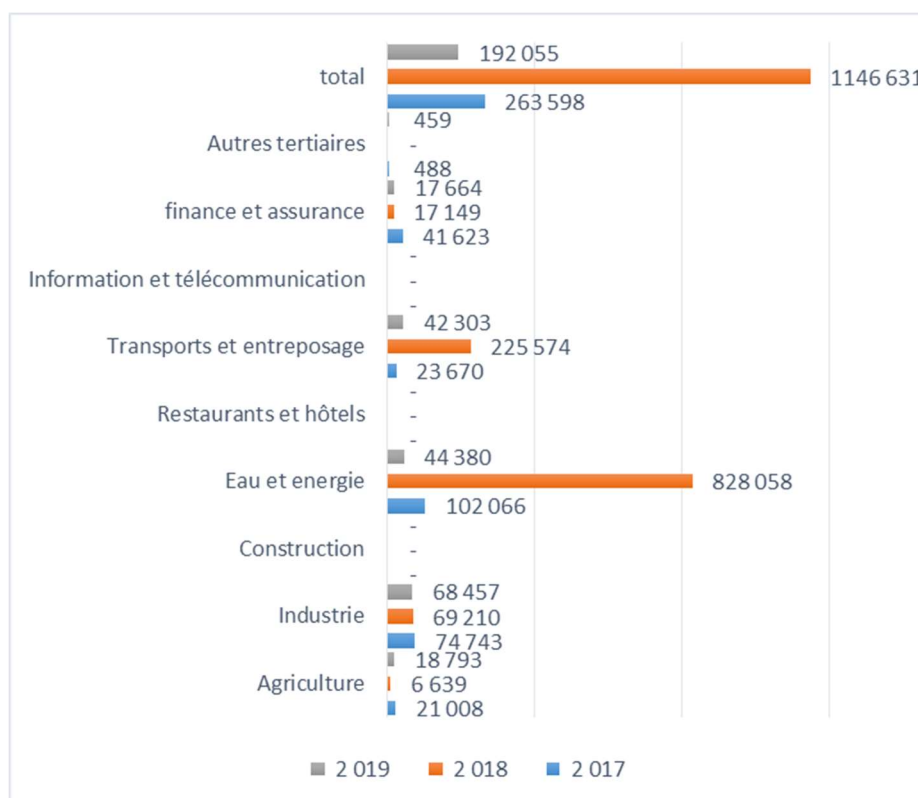
II.4.3 Situation financière

La performance financière des Entreprises à participation publique minoritaire est appréciée à partir de l'analyse des investissements, des emplois générés, du Chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et des résultats nets.

II.4.3.1 Investissements

Tableau 29 : Evolution des investissements des entreprises à participation publique minoritaire

N°	Secteur/ Sous-Secteur d'activités	Investissement en FCFA		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	21 007 541 095	6 639 069 034	18 792 993 997
	Primaire	21 007 541 095	6 639 069 034	18 792 993 997
2	Industrie	74 742 719 895	69 210 066 898	68 456 543 543
3	Construction	-	-	-
4	Eau et énergie	102 065 830 065	828 057 627 756	44 380 152 700
	Secondaire	176 808 549 960	897 267 694 654	112 836 696 243
5	Restaurants et hôtels	-	-	-
6	Transports et entreposage	23 669 756 749	225 574 484 143	42 302 963 670
7	Information et télécommunication	-	-	-
8	Finance et assurance	41 623 443 935	17 149 476 340	17 663 594 102
9	Autres tertiaires	488 235 927	-	458 790 071
	Tertiaire	65 781 436 611	242 723 960 483	60 425 347 843
	TOTAL	263 597 527 666	1 146 630 724 171	192 055 038 083



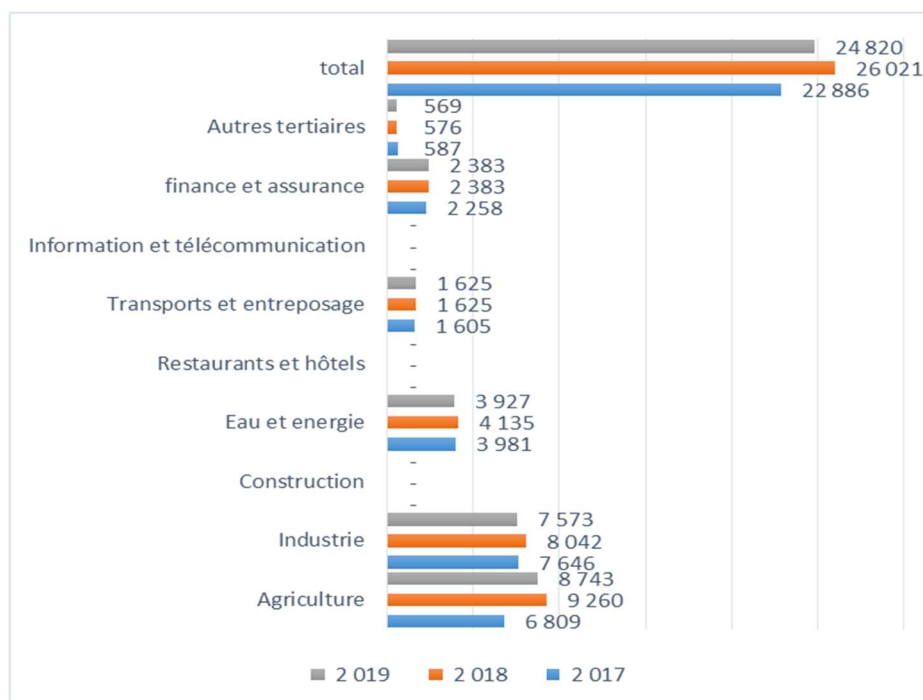
Les investissements au niveau des entreprises à participation publique minoritaire ont considérablement diminué. Ils sont passés de **1 146 630 724 171** de FCFA en 2018 à **192 055 038 083** de FCFA en 2019, soit une diminution de **954 575 686 088** de FCFA en valeur absolue et de 83,25% en valeur relative. Cette forte baisse se justifie par les investissements en brevets, logiciels et licences effectués par ENEO en 2018 pour un montant évalué à environ 825 milliards.

Comparés aux investissements des entreprises publiques chiffrés à 130 276 788 048 de FCFA en 2019, l'on relève une mobilisation moins importante des investissements au niveau des Entreprises publiques.

I.4.3.2 Emplois générés

Tableau 30 : Evolution des emplois générés par les entreprises à participation publique minoritaire

N°	Secteur/ Sous-Secteur	EMPLOIS		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	6 809	9 260	8 743
	Primaire	6 809	9 260	8 743
2	Industrie	7 646	8 042	7 573
3	Construction	-	-	-
4	Eau et énergie	3 981	4 135	3 927
	Secondaire	11 627	12 177	11 500
5	Restaurants et hôtels	-	-	-
6	Transports et entreposage	1 605	1 625	1 625
7	Information et télécommunication	-	-	-
N°	Secteur/ Sous-Secteur	EMPLOIS		
		2 017	2 018	2 019
8	Finance et assurance	2 258	2 383	2 383
9	Autres tertiaires	587	576	569
	Tertiaire	4 450	4 584	4 577
	TOTAL	22 886	26 021	24 820



La moyenne des effectifs par entreprise publique de 1019 est inférieure à celle des entreprises à participation publique minoritaire qui est de 1243. Par conséquent, les entreprises à participation publique minoritaire recrutent plus que les entreprises publiques. Toutefois, contrairement aux entreprises publiques où le secteur primaire représente plus de 56% des effectifs employés, les effectifs sont majoritairement enregistrés au niveau du secteur secondaire en ce qui concerne les entreprises à participation minoritaire.

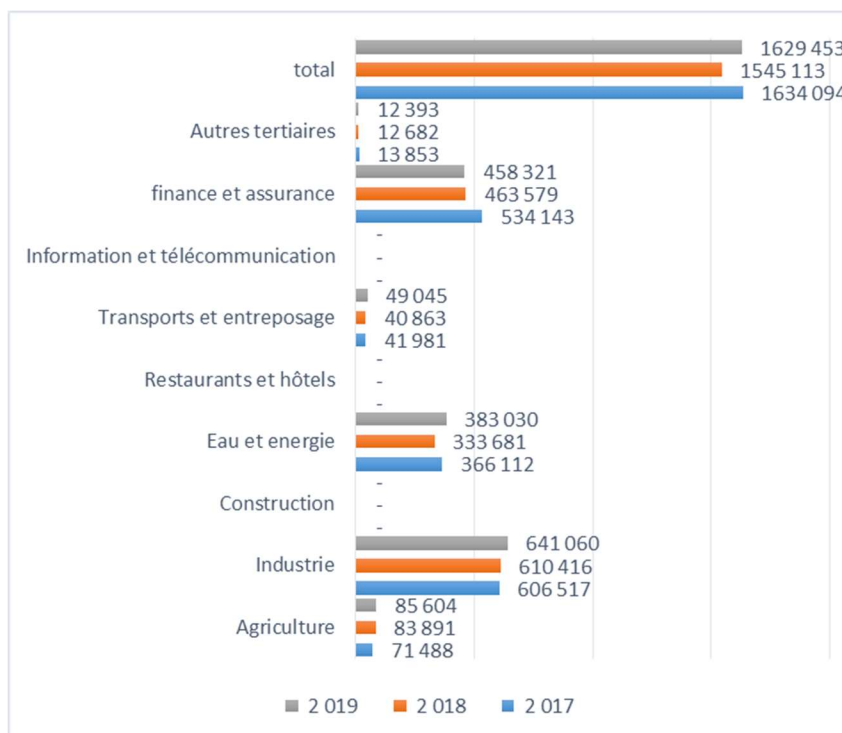
II.4.3.3 Chiffre d'affaires

Tableau 31 : Evolution du chiffre d'affaires des entreprises à participation publique minoritaire

N°	Secteur/Sous-secteur d'activités	Chiffre d'affaires en FCFA		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	71 488 457 092	83 890 830 520	85 603 690 635
	Primaire	71 488 457 092	83 890 830 520	85 603 690 635
2	Industrie	606 516 753 708	610 416 398 846	641 059 503 392
3	Construction	-	-	-
4	Eau et énergie	366 112 176 233	333 681 338 096	383 030 323 221
	Secondaire	972 628 929 941	944 097 736 942	1 024 089 826 613
5	Restaurants et hôtels	-	-	-
6	Transports et entreposage	41 980 878 346	40 862 997 070	49 044 891 560
7	Information et télécommunication	-	-	-
8	Finance et assurance	534 143 078 821	463 579 077 280	458 320 859 314
9	Autres tertiaires	13 853 147 025	12 682 072 500	12 393 400 113
	Tertiaire	589 977 104 192	517 124 146 850	519 759 150 987
	TOTAL	1 634 094 491 225	1 545 112 714 312	1 629 452 668 235

En 2019, le chiffre d'affaires généré par les entreprises à participation publique minoritaire est de 1629 milliards de FCFA. De 2017 à 2019, le chiffre d'affaires consolidé des entreprises à participation publique minoritaire évolue en dents de scie. Il est passé de 1634 milliards de FCFA en 2017 à 1545 milliards de FCFA en 2018 et à 1629 milliards de FCFA en 2019.

Il est à noter que le secteur secondaire enregistre une augmentation, passant de 944 milliards en 2018 à 1024 milliards en 2019, soit une hausse de 80 milliards en valeur absolue et 7,8% en valeur relative.



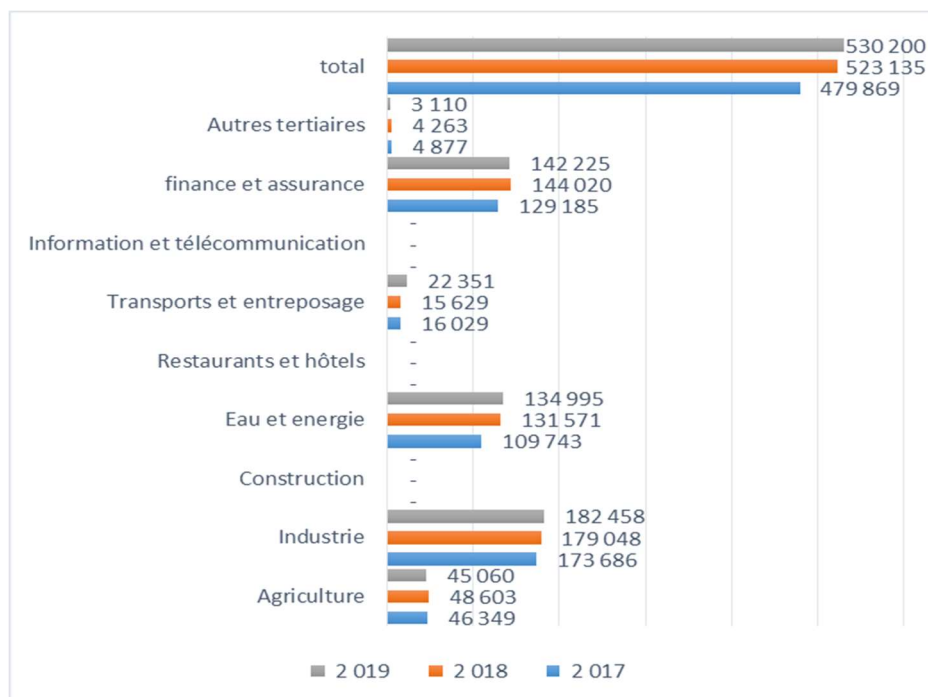
Le chiffre d'affaires moyen enregistré par les entreprises à participation publique minoritaire est de 37,4 milliards de FCFA. Comparé à celui des entreprises publiques dont le montant est de 33,08 milliards de FCFA, il serait opportun de questionner la compétitivité des Entreprises publiques.

II.4.3.4 Valeur Ajoutée

Tableau 32 : Evolution de la Valeur ajoutée créée par les entreprises à participation publique minoritaire

N	Secteur/Sous-secteur d'activités	Valeur ajoutée		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	46 349 402 832	48 603 053 086	45 059 694 976
	Primaire	46 349 402 832	48 603 053 086	45 059 694 976
2	Industrie	173 686 045 226	179 048 256 652	182 458 470 289
3	Construction	-	-	-
4	Eau et énergie	109 743 189 615	131 570 691 084	134 995 420 176
	Secondaire	283 429 234 841	310 618 947 736	317 453 890 465
5	Restaurants et hôtels	-	-	-
6	Transports et entreposage	16 029 382 777	15 629 465 309	22 351 152 814
7	Information et télécommunication	-	-	-

8	Finance et assurance	129 184 505 373	144 020 343 632	142 225 065 485
9	Autres tertiaires	4 876 581 148	4 263 004 977	3 110 368 020
	Tertiaire	150 090 469 298	163 912 813 918	167 686 586 319
	TOTAL	479 869 106 971	523 134 814 740	530 200 171 760



De 2017 à 2019, la valeur ajoutée des entreprises à participation publique minoritaire augmente de manière progressive. Elle est passée de 479 milliards de FCFA en 2017 à 523 milliards de FCFA en 2018 et à 530 milliards de FCFA en 2019. La richesse créée par les entreprises à participation publique minoritaire est principalement portée par le secteur secondaire qui représente près de 59,8% de la valeur ajoutée globale.

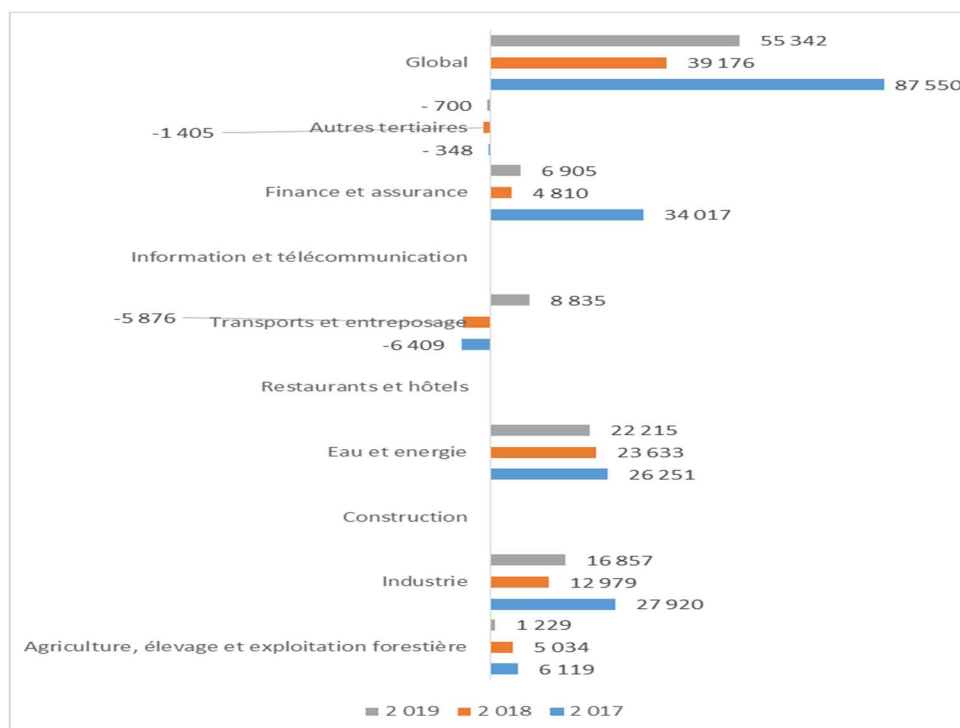
La Valeur Ajoutée moyenne des entreprises à participation publique minoritaire se chiffre à 23,04 milliards de FCFA en 2019. Comparée aux entreprises publiques dont la valeur ajoutée moyenne en 2019 est de 7,33 milliards de FCFA, les entreprises à participation publique minoritaire créent plus de richesses.

II.4.3.5 Résultats nets

Tableau 32 : Evolution du résultat net généré par les entreprises à participation publique minoritaire

N°	Secteur/Sous-secteur	Résultat net en FCFA		
		2 017	2 018	2 019
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	6 119 480 234	5 034 004 098	1 229 401 157
	Primaire	6 119 480 234	5 034 004 098	1 229 401 157
2	Industrie	27 919 601 132	12 979 415 728	16 856 868 686
3	Construction	-	-	-
4	Eau et énergie	26 250 508 566	23 633 300 629	22 215 326 502
	Secondaire	54 170 109 698	36 612 716 357	39 072 195 188
5	Restaurants et hôtels	-	-	-
6	Transports et entreposage	- 6 408 648 103	- 5 876 255 437	8 834 811 368

7	Information et télécommunication	-	-	-
8	Finance et assurance	34 017 424 285	4 809 898 090	6 905 077 143
9	Autres tertiaires	- 348 286 654	- 1 404 834 529	- 699 822 577
	Tertiaire	27 260 489 528	- 2 471 191 876	15 040 065 934
	TOTAL	87 550 079 460	39 175 528 579	55 341 662 279



En 2019, les entreprises à participation publique minoritaire ont enregistré un résultat net consolidé de 55 milliards. Par rapport à 2018 dont le résultat net était de 39 milliards, il est en augmentation de 16 milliards de FCFA en valeur absolue, soit 41,03% en valeur relative.

Le résultat net moyen des entreprises à participation publique minoritaire est de 2 406 159 230 FCFA. Comparé à celui des Entreprises publiques dont le montant est de - 2 607 865 633 FCFA, l'on relève que les entreprises publiques sont très déficitaires.

TROISIEME PARTIE :

**DONNEES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**

La présentation des données budgétaires portera sur les concours financiers de l'Etat, les performances des établissements publics et les risques budgétaires liés aux Partenariats Publics Privés (PPP)

III.1 Concours financiers et performances des Etablissements publics

III.1.1 Concours financiers de l'Etat aux Établissements Publics

Le Cameroun compte quatre-vingt-un (81) Établissements Publics et cent quarante-six (146) autres Organismes Subventionnés, soit 227 structures. Lesdites structures bénéficient des interventions de l'Etat sous forme de subventions de fonctionnement, d'investissement et de réhabilitation. Par ailleurs, certains Établissements publics bénéficient de la parafiscalité (cf tableau N°6).

III.1.1.1 Subvention de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement accordées aux Etablissements Publics et aux Autres Organismes Subventionnés pour la période 2017, 2018 et 2019 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°33 : Etat des subventions de fonctionnement accordées aux établissements publics et autres organismes pour la période allant de 2017 à 2019 en FCFA.

Ministère de santé publique : MINSANTE					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	<i>CENAME</i>	0	0	0
2	Centre Hospitalier de Recherche en Chirurgie	<i>CHRACERH</i>	530 000 000	530 000 000	530 000 000
3	Centre Hospitalier Universitaire	<i>CHU</i>	1 300 000 000	1 300 000 000	1 500 000 000
4	Centre International de Référence Chantal BIYA	<i>CIRCB</i>	1 960 000 000	1 960 000 000	1 960 000 000
5	Centre pasteur	<i>CPC</i>	450 000 000	500 000 000	600 000 000
6	Hôpital Général de Douala	<i>HGD</i>	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
7	Hôpital Général de Yaoundé	<i>HGY</i>	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
8	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	<i>HGOPD</i>	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
9	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	<i>HGOPY</i>	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
10	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise	<i>LANACOME</i>			
	TOTAL I		8 740 000 000	9 290 000 000	9 590 000 000

AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Centre de Production des Tests de SIDA	CAMDIAGNOSTIX	200 000 000	200 000 000	200 000 000
2	Centre d'Hémodialyse du CHU		400 000 000	400 000 000	400 000 000
3	Centre National des Urgences de Yaoundé	CURY	200 000 000	200 000 000	200 000 000
4	Centre Régional d'Hémodialyse de Bafoussam		200 000 000	200 000 000	200 000 000
5	Centre Régional d'Hémodialyse de Bamenda		400 000 000	400 000 000	400 000 000
6	Centre Régional d'Hémodialyse de Bertoua		200 000 000	200 000 000	200 000 000
7	Centre Régional d'Hémodialyse de Buea		300 000 000	300 000 000	300 000 000
8	Centre Régional d'Hémodialyse de Garoua		250 000 000	250 000 000	250 000 000
9	Centre Régional d'Hémodialyse de Maroua		250 000 000	250 000 000	250 000 000
10	Centre Régional d'Hémodialyse de Ngaoundéré		200 000 000	200 000 000	200 000 000
11	Centre Régional d'Hémodialyse d'Ebolowa		200 000 000	200 000 000	200 000 000
12	Chimiothérapie Hôpital Général de Douala		500 000 000	500 000 000	500 000 000
13	Chimiothérapie Hôpital Général de Yaoundé		500 000 000	500 000 000	500 000 000
14	Croix Rouge Camerounaise	CRC	150 000 000	170 000 000	170 000 000
15	Hôpital de Référence de Sangmelima	HRS	500 000 000	500 000 000	500 000 000
16	Service Hémodialyse Douala		900 000 000	900 000 000	900 000 000
17	Service Hémodialyse Yaoundé		800 000 000	800 000 000	800 000 000
	TOTAL2		6 150 000 000	6 170 000 000	6 170 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		14 890 000 000	15 460 000 000	15 760 000 000
Ministère de l'économiques, de la planification et de l'aménagement du territoire : MINEPAT					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence de Promotion des Zones Economiques	APZE	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2	Bureau Central des recensements de la Population	BUCREP	400 000 000	400 000 000	400 000 000
3	Comité Régional de Lutte contre la Sécheresse	CRLS	500 000 000	80 000 000	80 000 000

4	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat	CARPA	300 000 000	300 000 000	300 000 000
5	Institut National de la Statistique	INS	1 800 000 000	1 800 000 000	2 346 452 000
6	Mission de développement du Nord Ouest	MIDENO	400 000 000	400 000 000	400 000 000
7	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara	MIDIMA	200 000 000	200 000 000	200 000 000
8	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	250 000 000	250 000 000	250 000 000
9	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord	MEADEN	250 000 000	250 000 000	250 000 000
5	South West Development Authority	SOWEDA	700 000 000	700 000 000	700 000 000
	TOTAL1		4 850 000 000	4 430 000 000	4 976 452 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Bourse de Sous-traitance et de Partenariat du Cameroun		-	-	200 000 000
2	Bureau de Mise à Niveau des Entreprises	BMN	-	300 000 000	300 000 000
3	Comité de Compétitivité	CC	250 000 000	250 000 000	250 000 000
5	Comité Technique de Suivi de la mise en Œuvre du DSCE		300 000 000	300 000 000	300 000 000
6	Commission Technique de Privatisation et des Liquidations	CTPL	700 000 000	700 000 000	700 000 000
	TOTAL2		1 250 000 000	1 550 000 000	1 750 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		6 100 000 000	5 980 000 000	6 726 452 000
Ministère de l'enseignement supérieur : MINESUP					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Université de Bamenda	UBa	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
	Ecole Normale Supérieure de Bambili		150 000 000	150 000 000	150 000 000
	Faculté de Sciences Juridiques et Politiques de Bamenda		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Faculté des Sciences Appliquées de Bamenda		-	-	100 000 000
	Faculté des Sciences de la Santé de Bamenda		150 000 000	150 000 000	150 000 000
	Faculties of Economics and management Sciences Bamenda		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	Faculty of Art of Bamenda		-	-	100 000 000

	Faculty of Law and Political Science of Bamenda		-	300 000 000	300 000 000
	higher Institute of Transport and Logistic of Bamenda (HITL)		-	100 000 000	100 000 000
	Higher Polytechnic Institute of Bamenda		-	300 000 000	200 000 000
	Higher Technical Teacher Training College Bambili		-	-	100 000 000
	Institut Universitaire de Commerce et de Gestion Bamenda		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL RATTACHE UBA		700 000 000	1 400 000 000	1 600 000 000
	TOTAL GENERAL UBA		2 200 000 000	2 900 000 000	3 100 000 000
2	Université de Buéa	UB	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
	Ecole des Traducteurs et Interprètes de Buea (ASTI)		220 000 000	220 000 000	220 000 000
	Faculté d'Agriculture et de Médecine Vétérinaire de Buea		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Faculté des Sciences Biomédicales de Buea		250 000 000	250 000 000	250 000 000
	Faculté des Sciences de Buea		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Faculté des Sciences de l'Education (Buea)		150 000 000	150 000 000	150 000 000
	Faculté d'Ingénierie et de Technologie de Buea		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	Faculty of Art of Buéa		-	-	100 000 000
	Faculty of Social and Management Sciences Buéa		-	-	100 000 000
	Higher Technical Teacher Training College Kumba(ENSET)		-	-	200 000 000
	Institut Universitaire de Technologie de Buéa		180 000 000	180 000 000	180 000 000
	TOTAL RATTACHE UBUEA		1 400 000 000	1 400 000 000	1 800 000 000
	TOTAL GENERAL UBUEA		3 400 000 000	3 400 000 000	3 800 000 000
3	Université de Douala	Udla	2 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000
	Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET)		200 000 000	400 000 000	300 000 000
	Ecole Supérieure des Sciences Economique du Cameroun (ESSEC)		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Faculté Médecine et Sciences Pharmaceutiques Université/Dla		300 000 000	300 000 000	350 000 000

	Institut des Beaux-Arts de Nkongsamba Université/Dla		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Institut des Sciences Halieutiques de Yabassi		450 000 000	450 000 000	450 000 000
	Institut Universitaire de Technologie de Douala		250 000 000	250 000 000	250 000 000
	Faculté de Génie-Industrielle Université de Douala		250 000 000	400 000 000	400 000 000
	TOTAL RATTACHE UDLA		1 850 000 000	2 200 000 000	2 150 000 000
	TOTAL GENERAL UDLA		4 700 000 000	5 050 000 000	5 000 000 000
4	Université de Dschang	UDS	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
	Faculté Médecine et Sciences Pharmaceutiques Uni/Dschang		-	300 000 000	200 000 000
	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (Dschang)		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Dschang		-	100 000 000	100 000 000
	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (Ebolowa)		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Institut Universitaire de Technologie (Bandjoun)		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Ecole des Beaux-Arts de Fouban		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL RATTACHE UDSCHANG		800 000 000	1 200 000 000	1 100 000 000
	TOTAL GENERAL UDSCHANG		2 850 000 000	3 250 000 000	3 150 000 000
5	Université de Maroua	UMa	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000
	Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua (ENSP)		-	150 000 000	500 000 000
	Ecole Normale Supérieure de Maroua(ENS)		220 000 000	220 000 000	220 000 000
	Faculté de science de Maroua		-	-	100 000 000
	Faculté des lettres et Sciences Humaine de Maroua		-	-	100 000 000
	Ecole Normale Supérieure Polytechnique de l'Université de Maroua		-	200 000 000	200 000 000
	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Maroua		-	200 000 000	200 000 000
	institut des Mines et des Industries Pétrolières de Kaélé (IMIP)		100 000 000	100 000 000	100 000 000

	Facultés des Sciences Juridiques et Politiques de Maroua		-	100 000 000	100 000 000
	TOTAL RATTACHE UMRA		320 000 000	970 000 000	1 520 000 000
	TOTAL GENERAL UMRA		2 220 000 000	2 870 000 000	3 420 000 000
6	Université de Ngaoundéré	<i>Undéré</i>	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
	Ecole de Génie Chimique et des Industries Minérales de l'Université de Ngaoundéré		-	250 000 000	250 000 000
	Ecole de Géologie et d'Exploitation Minière de Meïganga	<i>EGEM</i>	150 000 000	150 000 000	150 000 000
	Ecole de Médecine Vétérinaire de Ngaoundéré	<i>EMVN</i>	100 000 000	100 000 000	100 000 000
	Ecole Normale Supérieure de Bertoua		-	300 000 000	200 000 000
	Ecole Supérieure des Sciences Agro-Industrielles (ENSAI)		600 000 000	600 000 000	600 000 000
	Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales de Garoua		-	300 000 000	200 000 000
	Faculté des Sciences Biomédicales de Ngaoundéré		-	100 000 000	100 000 000
	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré		-	100 000 000	100 000 000
	Institut Universitaire de Technologie de Ngaoundéré		220 000 000	220 000 000	220 000 000
	TOTAL RATTACHE UNGDERE		1 070 000 000	2 120 000 000	1 920 000 000
	TOTAL GENERAL UNGDERE		3 120 000 000	4 170 000 000	3 970 000 000
7	Université de Yaoundé I	<i>UYI</i>	3 800 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
	Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP)		600 000 000	750 000 000	800 000 000
	Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique Université de Yaoundé I		-	300 000 000	300 000 000
	Ecole Normale Supérieure de Yaoundé (ENS)		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales		550 000 000	650 000 000	650 000 000
	Faculté de science de l'Université de Ydé I		-	100 000 000	100 000 000
	Faculté des Sciences de l'Education Université de Ydé I		150 000 000	150 000 000	150 000 000

	Institut Universitaire de Technologie de Mbalmayo		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL RATTACHE UYDE I		1 700 000 000	2 350 000 000	2 400 000 000
	TOTAL GENERAL UYDE I		5 500 000 000	6 150 000 000	6 200 000 000
8	Université de Yaoundé II	UYII	2 450 000 000	2 450 000 000	2 450 000 000
	Facultés des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé 2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Ecole des Sciences technique de l'Information et Communication (ESTIC)		200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC)		750 000 000	750 000 000	750 000 000
	TOTAL RATTACHE UYDE II		1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000
	TOTAL GENERAL UYDE II		3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
	TOTAL I		4 950 000 000	4 950 000 000	4 950 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES RATTACHE MINSUP					
	Compte d'Affectation Spéciale	<i>CAS MINESUP</i>	10 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
	Institut Africain d'Informatique Cameroun (IAI)		400 000 000	400 000 000	400 000 000
	TOTAL		10 900 000 000	10 900 000 000	10 900 000 000
	TOTAL 2		19 990 000 000	23 790 000 000	24 640 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		38 590 000 000	42 390 000 000	43 240 000 000
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural: MINADER					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	CENEEMA	500 000 000	500 000 000	550 000 000
2	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	250 000 000	300 000 000	300 000 000
3	Office Céréaliier	OC	300 000 000	300 000 000	300 000 000
4	Société de Développement du Cacao	SODECAO	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
	TOTAL I		2 400 000 000	2 450 000 000	2 400 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Chambre d'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF)		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

3	Fonds Semencier		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
4	Programme National d'Amélioration et de Développement des Activités Halieutiques (PNADAH)		50 000 000	50 000 000	50 000 000
5	Projet Semencier Cacao/Café		200 000 000	200 000 000	200 000 000
6	Société d'Expansion et de Modernisation du Riziculture de Yagoua (SEMRY)		600 000 000	600 000 000	600 000 000
7	Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB)		600 000 000	600 000 000	600 000 000
8	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité	PAPMAV-Q	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	TOTAL2		4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		6 550 000 000	6 600 000 000	6 550 000 000
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation: MINRESI					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence Nationale de Radioprotection	ANRP	350 000 000	350 000 000	350 000 000
2	Institut de Recherche Géologique et Minière	IRGM	500 000 000	500 000 000	500 000 000
3	Institut de Recherche Médicale et des Plantes Médicinales	IMPM	400 000 000	400 000 000	400 000 000
4	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement	IRAD	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
5	Institut National de Cartographie	INC	300 000 000	300 000 000	300 000 000
6	Centre National de l'Education	CNE	100 000 000	100 000 000	100 000 000
7	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	MIPROMAL O	500 000 000	550 000 000	700 000 000
	TOTAL1		4 450 000 000	4 500 000 000	4 650 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Fonds d'appui aux Paysans		250 000 000	250 000 000	250 000 000
	TOTAL2		250 000 000	250 000 000	250 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		4 350 000 000	4 350 000 000	4 350 000 000
Ministère du Commerce : MINCOMMERCE					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019

1	Caisse de Stabilisation des prix des Prix des Hydrocarbures	CSPH			
2	Fonds de Développement des Filières Cacao et Cacao	FODECC			
3	Mission de Régulation des Produits de grande consommation	MIRAP	800 000 000	800 000 000	800 000 000
4	Office National du Cacao et du Café	ONCC			
	TOTAL1		800 000 000	800 000 000	800 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Chambre de Commerce, de l'Industrie et des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)		1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
2	Commission Nationale de la Concurrence (CNC)		50 000 000	50 000 000	50 000 000
	TOTAL2		1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		2 150 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000
Ministère de la Décentralisation et du Développement Local : MINDDEVEL					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Bureau National de l'Etat Civil	BUNEC	300 000 000	600 000 000	600 000 000
2	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux	CEFAM	250 000 000	250 000 000	250 000 000
3	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communale	FEICOM	0	0	0
	TOTAL1		550 000 000	850 000 000	850 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Communauté Urbaine de Bamenda et Buea (Hygiène et salubrité publiques)		777 000 000	1 043 805 344	1 043 805 344
2	Communauté Urbaine de Bertoua (Hygiène et salubrité publiques)		724 000 000	724 000 000	724 000 000
3	Communauté Urbaine de Douala (Hygiène et salubrité publiques)		6 624 122 706	6 624 122 706	6 624 122 706
4	Communauté Urbaine de Kumba (Hygiène et salubrité publiques)		0	821 323 863	821 323 863

5	Communauté Urbaine de Yaoundé (Hygiène et salubrité publiques)		7 170 793 000	7 170 793 000	7 170 793 000
6	Communauté Urbaine d'Ebolowa (Hygiène et salubrité publiques)		473 803 000	561 533 000	561 533 000
7	Communauté Urbaine d'Edéa (Hygiène et salubrité publiques)		350 000 000	350 000 000	350 000 000
8	Communautés Urbaines de Garoua, Maroua et Ngaoundéré (Hygiène et salubrité publiques)		2 463 000 000	2 463 000 000	2 463 000 000
9	Communautés Urbaines de Limbé, Bafoussam, Kribi (Hygiène et salubrité publiques)		1 952 000 000	1 952 000 000	1 952 000 000
10	Communes Urbaines de Sangmélima/Meyomessala (Hygiène et salubrité publiques)		298 256 000	371 539 012	371 539 012
	TOTAL2		20 832 974 706	22 082 116 925	22 082 116 925
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		21 382 974 706	22 932 116 925	22 932 116 925
Ministère de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales : MINEPIA					
<i>ETABLISSEMENT PUBLIC</i>					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Caisse de Développement de la Pêche Maritime	CDPM	-	-	-
2	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	CDEN	250 000 000	300 000 000	300 000 000
3	Caisse Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	CDENO	350 000 000	350 000 000	350 000 000
4	Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute	LINAFI	-	150 000 000	400 000 000
	TOTAL1		600 000 000	800 000 000	1 050 000 000
<i>AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES</i>					
1	Société de Développement des Productions Animales	SODEPA	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		900 000 000	1 100 000 000	1 350 000 000
Ministère des Finances : MINFI					
<i>ETABLISSEMENT PUBLIC</i>					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019

1	Caisse Autonome d'Amortissement	CAA	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2	Caisse des Dépôts et consignation	CADEC			
	TOTAL1		500 000 000	500 000 000	500 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF)		750 000 000	750 000 000	750 000 000
2	Commission des Marchés Financiers (CMF)		600 000 000	600 000 000	600 000 000
3	Commission Technique de Réhabilitation (CTR)		700 000 000	700 000 000	1 800 000 000
4	Commission Technique de Suivi des Programmes Economiques (CTS)		600 000 000	600 000 000	600 000 000
5	Plateforme de Suivi des Performances des Etablissements et Entreprises Publics		0	150 000 000	150 000 000
6	Programme de Sécurisation des Recettes Forestières		300 000 000	300 000 000	300 000 000
7	Programme de Sécurisation des Recettes Routières		300 000 000	300 000 000	300 000 000
8	Secrétariat Technique à la Plateforme des Finances Publiques		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL2		3 350 000 000	3 500 000 000	4 600 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		3 850 000 000	4 000 000 000	5 100 000 000
Ministère des Postes et Télécommunications : MINPOSTEL					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence de Régulation des Télécommunications	ART	-	-	-
2	Agence Nationale des technologies de l'Information et de la Communication	ANTIC	500 000 000	500 000 000	500 000 000
3	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications	SUP, PTIC	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	TOTAL1		900 000 000	900 000 000	900 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Fonds de Développement du Secteur Postal		200 000 000	200 000 000	200 000 000

2	Ecole des Postes et Télécommunications de Buea		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

MINISTERE des Sports et de l'Education Physique : MINSEP					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Académie Nationale de Football	ANAFOOT		500 000 000	800 000 000
2	Institut National de la Jeunesse et des Sport	INJS	650 000 000	650 000 000	650 000 000
	TOTAL1		650 000 000	1 150 000 000	1 450 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		650 000 000	1 150 000 000	1 450 000 000
Ministère des Transports : MINT					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Autorité portuaire nationale	APN			
2	Cameroon Civil Aviation Authority	CCAA			
3	Conseil National des chargeurs du Cameroun	CNCC			
	TOTAL1		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL		-	-	-
	TOTAL MINISTERE		-	-	-
Ministère des Affaires Sociales : MINAS					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019

1	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés	<i>CNRPH</i>	600 000 000	600 000 000	600 000 000
2	Institut National de Travail Social	<i>INTS</i>			
	<i>TOTAL1</i>		600 000 000	600 000 000	600 000 000
<i>AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES</i>					
1	Centre d'accueil de l'Espoir		0	0	0
2	Conseil National des Femmes Camerounaises		40 000 000	40 000 000	40 000 000
	TOTAL2		40 000 000	40 000 000	40 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		640 000 000	640 000 000	640 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Energie : MINEE					
<i>ETABLISSEMENT PUBLIC</i>					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	<i>ARSEL</i>	300 000 000	300 000 000	300 000 000
2	Agence d'Electrification Rurale	<i>AER</i>	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	<i>TOTAL1</i>		800 000 000	800 000 000	800 000 000
<i>AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES</i>					
	Subventions aux ménages ENEO		2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
	Comité de Suivi du Projet Hydroélectrique de Memve'élé		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL2		2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative : MINFOPRA					
<i>ETABLISSEMENT PUBLIC</i>					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	<i>ENAM</i>	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2	Institut Supérieur Management Public	<i>ISMP</i>	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	<i>TOTAL1</i>		2 900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
<i>AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES</i>					

	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		2 900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
Ministère des Travaux Publics : MINTP					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	ENSTP	330 000 000	330 000 000	330 000 000
2	Fonds Routier	FR			
	TOTAL1		830 000 000	880 000 000	1 030 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL 2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		<	880 000 000	1 030 000 000
SECRETAIRE GENERAL PRESIDENCE : SG/PR					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence de Promotion des Investissements	API	900 000 000	900 000 000	900 000 000
2	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
	TOTAL1		2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Comité National Anticorruption	CONAC	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
	TOTAL2		2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		4 700 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
MINDEF/DGSN					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Ecole Internationales des Forces de Sécurité	EIFORCES	1 700 000 000	1 700 000 000	1 750 000 000
2	Office National des Anciens Combattants		300 000 000	300 000 000	300 000 000

	TOTAL1		2 000 000 000	2 000 000 000	2 050 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		2 000 000 000	2 000 000 000	2 050 000 000
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : MINEFOP					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Fonds National de l'Emploi	FNE			
2	Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel	PIAASI	100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL1		100 000 000	100 000 000	100 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Opportunity Industrialisation Centre Buea (OIC)			150 000 000	150 000 000
Ministère des Forêts et de la Faune : MINFOF					
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Fonds Spécial du Développement Forestier		2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2	Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)		300 000 000	300 000 000	300 000 000
3	Ecole des Faunes		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL2		2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique : MINMIDT					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence des Normes et de la Qualité	ANOR			
	TOTAL		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL		-	-	-

	TOTAL MINISTERE		-	-	-
Ministère de La Jeunesse : MINJEUN					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence du Service Civique National de Participation au Développement	ASCNPD	900 000 000	900 000 000	900 000 000
	TOTAL1		900 000 000	900 000 000	900 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		900 000 000	900 000 000	900 000 000
Ministère de la Justice : MINJUSTICE					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Centre de Documentation Juridique, Judiciaire Multimédia	CDJJM	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	TOTAL1		200 000 000	200 000 000	200 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		200 000 000	200 000 000	200 000 000
Ministère des Arts et la Culture : MINAC					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Palais des Congrès	PC	350 000 000	500 000 000	500 000 000
	TOTAL1		350 000 000	500 000 000	500 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Centre Régional de Promotion du Livre (CREPLA)		50 000 000	50 000 000	50 000 000
2	Compte d'Affectation Spéciale de la Politique Culturelle /CAS MINAC		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3	Festival Ecrans Noirs		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL2		1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		1 500 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000

Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat: MINPMEESA					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises	A-PME	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL1		300 000 000	300 000 000	300 000 000
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
	TOTAL2		-	-	-
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale : MINTSS					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	CNPS	MINTSS		
	TOTAL1		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Observatoire National du Travail		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL2		100 000 000	100 000 000	100 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		100 000 000	100 000 000	100 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale : MINAT					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
	TOTAL1		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile du Cameroun		-	150 000 000	150 000 000
	TOTAL2		-	150 000 000	150 000 000
	TOTAL MINISTERE		-	150 000 000	150 000 000

Ministère de la Communication : MINCOM					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
	TOTAL1		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Société de Presse et d'Editions du Cameroun	SOPECAM	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		300 000 000	300 000 000	300 000 000
Ministère du Tourisme et des Loisirs : MINTOURL					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
	TOTAL1		-	-	-
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
1	Compte d'Affectation Spéciale CAS/MINTOURL		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
	TOTAL2		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
	TOTAL MINISTERE= TOTAL1+ TOTAL2		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Ministère des affaires sociales : MINTOURL					
Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature : MINEP					
ETABLISSEMENT PUBLIC					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Observatoire National sur les Changements Climatiques	ONACC	-	200 000 000	200 000 000
	TOTAL		-	200 000 000	200 000 000
	TOTAL MINISTERE		-	200 000 000	200 000 000
Assemblée Nationale					
AUTRES ORGANISMES SUBVENTIONNES					
			Subventions 2017	Subventions 2018	Subventions 2019

1	Réseau des Parlementaires pour la Promotion des Politiques et Actions en direction de la Jeunesse et de l'Enfance	REPAEJE	50 000 000	80 000 000	120 500 000
	TOTAL		50 000 000	80 000 000	120 500 000
	TOTAL EP		58 870 000 000	60 450 000 000	62 046 452 000
	TOTAL AOS		62 762 974 706	68 462 116 925	70 652 616 925
	TOTAL GENERAL		121 632 974 706	128 912 116 925	132 699 068 925

Source : MINFI/DGB

En 2019, l'Etat a alloué aux Etablissements publics et autres organismes subventionnés des subventions de fonctionnement à hauteur 132 699 068 925 FCFA. Elles ont connu une augmentation de 3 786 952 000 FCFA en valeur absolue, soit 2,7% en valeur relative par rapport à 2018 où elles étaient de 128 912 116 925 FCFA.

Les autres Organismes Subventionnés bénéficient d'une part importante des subventions allouées, soit respectivement 52.70% en 2017, 54.35% en 2018 et 54.46% en 2019.

Les subventions allouées aux Etablissements publics du secteur de la santé ont connu une augmentation de 570 000 000 FCFA en 2018 en valeur absolue, soit 3,82% en valeur relative et de 300 000 000 FCFA en 2019 en valeur absolue, soit 1,14% en valeur relative. Cette augmentation se justifie par la volonté des pouvoirs publics d'apurer progressivement la dette sociale des hôpitaux de première catégorie induite par la mise en application de la Convention collective du secteur.

Les subventions allouées aux universités ont connu une évolution sans cesse croissante passant de 38 590 000 000 FCFA en 2017 à 43 240 000 000 FCFA en 2019. Cette évolution s'explique par l'octroi des subventions aux grandes écoles et facultés nouvellement créées, ainsi qu'à la prise en charge progressive de la dette sociale des universités.

Les subventions allouées au secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales ont connu une évolution qui oscille entre 200 000 000 FCFA et 250 000 000 FCFA en raison de la volonté politique de promouvoir la production nationale et réduire les importations.

III.1.1.2 Subventions de réhabilitation aux Établissements Publics

Les subventions de réhabilitation accordées aux Etablissements Publics et aux Autres Organismes Subventionnés pour la période allant de 2017, 2018 et 2019 sont présentées dans le tableau n°34 ci-dessous.

Tableau n°34 : Etat des subventions de réhabilitation accordées aux Établissements Publics et autres organismes pour la période allant de 2017 à 2019 en (FCFA).

N°	Structures	Sigle	Subventions 2018	Subventions 2019
1	Agence Nationale de Radioprotection	ANRP	99 717 028	
2	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	CENEEMA	1 507 226 473	
3	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés	CNRPH	1 010 000 000	1 286 810 066

4	Institut de Recherche Médicale et des Plantes Médicinales	IMPM	248 895 291	
5	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement	IRAD	1 996 851 477	
6	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'expertise	LANACOME	498 968 932	
7	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	MIPROMALO	871 993 127	
8	Office Céréaliier	OC	642 041 800	
9	Palais des Congrès	PC	281 248 995	1 071 504 005
	TOTAL		7 156 943 123	2 358 314 071

Source : MINFI/DGB

Le tableau ci-dessus retrace les subventions de réhabilitation allouées à certains établissements publics au titre des exercices 2018 et 2019. Elles s'élèvent à 9 515 257 194 FCFA soit respectivement **7 156 943 123 FCFA** et **2 358 314 071 FCFA**.

III.1.1.3 Les Établissements Publics bénéficiant de la parafiscalité

Les structures présentées dans le tableau ci-dessous bénéficient des subventions indirectes dont les plafonds sont fixés par la loi des finances.

Tableau 35 : Liste des Etablissements Publics bénéficiant de la parafiscalité

N	STRUCTURES	SIGLE
1	Agence de Promotion des Investissements	API
2	Agence de Régulation des Télécommunications	ART
3	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP
4	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	ARSEL
5	Agence d'Electrification Rurale	AER
6	Agence des Normes et de la Qualité	ANOR
7	Autorité Portuaire Nationale	APN
8	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	CSPH
9	Caisse de Développement de la Pêche Maritime	CDPM
10	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	CNPS
11	Cameroon Civil Aviation Authority	CCAA
12	Conseil National des Chargeurs du Cameroun	CNCC
13	Crédit Foncier du Cameroun	CFC
14	Fonds National de l'Emploi	FNE
15	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC
16	Fonds Routier	FR
17	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communale	FEICOM
18	Laboratoire National de Contrôle de qualité des Médicaments et d'Expertise.	LANACOME
19	Office National du Cacao et du Café	ONCC

III.2. Consolidation des performances des Établissements Publics

III.2.1 Des budgets des Etablissements publics

L'analyse va s'appesantir sur les structures ayant transmis les comptes administratifs et de gestions à l'exception des Etablissements Publics pratiquant une comptabilité privée.

Tableau 36 : Niveau d'exécution des budgets des Etablissements Publics

N	Sigle	BUDGET 2017			BUDGET 2018			BUDGET 2019		
		PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
1	ANAFOOT	-						905337	809329	89,40%
2	API	1 516 982	1 281 547	84,50%	1 848 777	1 488 990	80,50%	4 960 400	1 625 415	32,80%
3	A-PME	2 370 413	1 492 170	62,90%				4 791 860	1 195 272	24,90%
4	APZE	-				405 585		490 803	434 492	88,50%
5	ART	-						-	-	
6	ARMP	-						-	-	
7	ARSEL	4 825 386	2 425 944	50,30%	4 302 109	2 459 439	57,20%	5 517 788	3 632 432	65,80%
8	ASCNPD	2 731 690	2 438 806	89,30%	2 766 984	2 269 786	82,00%	2 812 477	2 754 977	98,00%
9	AER	1 563 800	1 534 782	98,10%	2 966 483	2 672 012	90,10%	12 545 310	2 942 245	23,50%
10	ANOR	4 623 756	4 320 851	93,40%	8 890 422	4 269 502	48,00%	6 095 800	5 082 637	83,40%
11	ANRP	1 953 135	1 076 579	55,10%	1 447 607	581 970	40,20%	1 417 856	1 395 820	98,40%
12	ANTIC	8 414 393	4 209 865	50,00%	10 200 999	4 474 791	43,90%	10 350 185	750 731	7,30%
13	APN	2 833 790	2 398 170	84,60%	3 243 825	2 603 143	80,20%	3361945	3279314	97,50%
14	BUCREP	572 300	572 506	100,00%	489 996	489 996	100,00%	-	-	
15	BUNEC	2 156 857	2 330 733	108,10%	4 432 055	3 399 505	76,70%	5 277 966	3 551 321	67,30%
16	CAA								-	
17	CDPM	598 570	598 570	100,00%	894 571	894 571	100,00%	999 950	988 149	98,80%
18	CDEN				858 718	858 718	100,00%	1 029 000	595 589	57,90%
19	CDENO	441 432	441 398	100,00%	410 562	383 227	93,30%	737 773	561 891	76,20%
20	CCAA	22 793 966	15 200 025	66,70%	24 811 986	17 863 185	72,00%	24 160 000	22 645 673	93,70%
21	CENAME	2 161 924	1 704 361	78,80%	21 330 854	13 065 912	61,30%	16 022 000	7 144 676	44,60%
22	CILSN							111173	102987	92,60%
23	NASLA	940 633	810 897	86,20%				1 867 950	1 202 024	64,30%
24	CHRA CER H	2 293 317	1 022 185	44,60%	2 170 720	1 304 604	60,10%	1 312 416	1 307 820	99,60%
25	CHUY							4 306 500	2 524 510	58,60%
26	CIRCB	7 909 433	6 414 023	81,10%	5 078 905	3 408 902	67,10%	-	-	
27	CENEEMA	661 580	661 580	100,00%	1 764 623	1 615 460	91,50%	-	-	

		BUDGET 2017			BUDGET 2018			BUDGET 2019		
N	Sigle	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
28	CNRPH	2 454 609	285 666	11,60%	2 927 021	1 316 823	45,00%	3 903 021	2 836 090	72,70%
29	CPC	7 314 458	6 577 839	89,90%	6 808 953	5 909 339	86,80%	6 580 751	6 243 969	94,90%
30	FAO/PAM	705 488	500 861	71,00%	914 674	514 363	56,20%	-	-	
31	CNCC	8 572 000	6 223 985	72,60%	5 602 000	4 889 234	87,30%	6 100 000	5 541 267	90,80%
32	ENAM	3 580 529	3 230 583	90,20%	3 580 454	3 512 131	98,10%	4492350	4261119	94,90%
33	SUP, PTIC	1 487 832	1 215 173	81,70%				-	-	
34	ENSTP							-	-	
35	EIFORCES	2 733 507	3 386 777	123,90%	4 754 337	5 097 992	107,20%	4 219 411	3 567 014	84,50%
36	FNE	9 499 999	8 137 699	85,70%	10 000 000	7 794 471	77,90%	10 000 000	9 907 959	99,10%
37	FEICOM	20 034 099	13 413 038	67,00%	54 321 114	37 354 949	68,80%	-	-	
38	GCE Board							-	-	
39	HGD	11 054 459	10 158 894	91,90%	12 439 469	9 879 456	79,40%	12 578 530	8 541 854	67,90%
40	HGY	10 187 558	5 467 656	53,70%	7 774 929	4 151 440	53,40%	11 509 679	9 838 547	85,50%
41	HGOPD	7 103 454	5 671 212	79,80%	3 683 357	2 522 517	68,50%	5 458 852	2 737 984	50,20%
42	HGOPY	6 023 967	3 818 286	63,40%	4 616 980	3 660 961	79,30%	5 613 344	4 242 312	75,60%
43	IRGM	1 224 699	873 814	71,30%	1 581 693	814 502	51,50%	1 323 940	882 634	66,70%
44	IMPM	2 914 076	2 330 235	80,00%	1 636 218	929 011	56,80%	2 018 223	1 344 579	66,60%
45	IRAD	7 915 124	7 282 150	92,00%	5 226 054	4 514 415	86,40%	5 688 977	4 562 696	80,20%
46	INC	377 257	157 613	41,80%	417 191	472 845	113,30%	1 710 914	1 228 553	71,80%
47	INJS	1 445 824	1 445 824	100,00%	1 096 310	1 074 740	98,00%	828 880	815 882	98,40%
48	INS	7 820 233	5 796 614	74,10%	4 228 085	4 131 931	97,70%	4 998 174	4 789 360	95,80%
49	ISMP	1 054 424	998 589	94,70%	1 132 115	767 236	67,80%	1 858 541	908 267	48,90%
50	LANACOM E	786 930	67 968	8,60%	-	-		-	-	
51	LINAFI	723 430	242 663	33,50%	540 519	607 210	112,30%	948 958	864 944	91,10%
52	MIPROMA LO	2 674 713	1 429 348	53,40%	2 432 725	925 532	38,00%	2 445 799	1 601 783	65,50%
53	MIDNO	1 490 500	117 514	7,90%	1 363 738	537 034	39,40%	-	-	
54	MIDIMA	1 298 004	800 457	61,70%	422 877	246 536	58,30%	435 953	385 953	88,50%
55	MIRAP							-	-	
56	MEAO	255 003	252 131	98,90%	252 922	265 101	104,80%	319 737	318 675	99,70%
57	MEADEN	2 067 717	1 887 685	91,30%	292 887	292 887	100,00%	787 204	537 296	68,30%
58	OC	2 926 717	2 626 168	89,70%	5 665 008	1 618 592	28,60%	2 391 949	1 528 069	63,90%
59	OBC	8 929 019	7 406 646	83,00%				8 391 973	7 591 034	90,50%
60	ONACC	4 066 828	3 216 968	79,10%				588650	680125	115,50%

		BUDGET 2017			BUDGET 2018			BUDGET 2019		
N	Sigle	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
61	ONCC				3 988 542	3 615 571	90,60%	4 209 827	4 305 146	102,30%
62	PC	2 372 150	1 566 001	66,00%	1 499 906	1 196 331	79,80%	2 452 600	349 153	14,20%
63	SODECAO	13 151 085	3 560 059	27,10%	4 115 552	3 570 184	86,70%	7 396 286	4 155 264	56,20%
64	SOWEDA	2 196 254	1 963 885	89,40%	1 489 050	1 381 896	92,80%	-	-	
65	UBA	13 245 321	7 532 937	56,90%				5 589 293	4 534 148	81,10%
66	UBUEA							-	-	
67	Udla							15 184 787	11 170 575	73,60%
68	UDS	10 472 016	7 758 770	74,10%	10 556 232	7 840 608	74,30%	11 340 429	6 841 903	60,30%
69	UMra	9 307 058	6 414 449	68,90%	10 323 186	7 446 397	72,10%	11143904	9730242	87,30%
70	Undéré	5 820 894	4 363 351	75,00%	11 050 017	7 296 818	66,00%	10 479 657	8 519 454	81,30%
71	UYI	11 251 076	9 919 658	88,20%	11 389 383	9 520 628	83,60%	14 288 613	13 517 700	94,60%
72	UYII	12 349 363	7 630 297	61,80%						
73	UNDVA							1941613	1288710	66,40%
74	UTAVA							0	0	

Source : MINFI /DGB

Sur 74 structures recensées, seules 56 ont produit les budgets, soit un taux de 75,76%.

L'examen des budgets par structure laisse apparaître que la CCAA a le budget le plus élevé, soit 22 645 673 000 FCFA. Par contre le CIRLS a le budget le plus petit, soit 102 987 000 FCFA.

Au niveau de l'exécution, 23 structures ont des réalisations budgétaires supérieures à 80% tandis que 18 structures ont des réalisations budgétaires comprises entre 50 et 80%. Par ailleurs, il importe également de souligner que l'API, qui bénéficie de la parafiscalité ne parvient pas à mobiliser ses recettes budgétaires, ce qui explique le faible taux d'exécution de son budget.

III.2.1.1 Des budgets de fonctionnement

Tableau 37 : Niveau d'exécution du budget de fonctionnement des Etablissements Publics

		FONCTIONEMENT 2017			FONCTIONEMENT 2018			FONCTIONEMENT 2019		
N°	Sigle	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
1	ANAFoot	-	-		-	-		820 000	783774	95,60%
2	API	1 516 882	1 281 447	84,00%	1 666 600	1 333 756	80,00%	3 807 900	1 152 500	30,30%
3	A-PME	1 110 000	663 306	60,00%	-	-		2 072 796	1 698 715	82,00%
4	APZE	-	-					490 803	434 492	88,50%
5	ART	-	-		-	-		-		
6	ARMP	-	-		-	-		-		
7	ARSEL	4 123 105	2 153 288	52,00%	3 418 420	2 116 080	62,00%	3 385 614	2 354 749	69,60%
8	ASCNPD	1 510 280	1 383 855	92,00%	1 330 518	1 295 789	97,00%	935 969	935 969	100,00%

N°	Sigle	FONCTIONEMENT 2017			FONCTIONEMENT 2018			FONCTIONEMENT 2019		
		PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
9	AER	1 563 800	1 534 782	98,00%	1 593 920	1 554 805	98,00%	1 790 000	1 712 225	95,70%
10	ANOR	3 503 254	3 569 185	102,00%	5 777 556	3 681 171	64,00%	4 721 160	3 926 782	83,20%
11	ANRP	808 073	538 938	67,00%	660 186	511 759	78,00%	490 900	460 026	93,70%
12	ANTIC	5 148 879	3 322 991	65,00%	6 351 112	4 061 709	64,00%	7 291 430	6759871	92,70%
13	APN	1 648 040	1 469 033	89,00%	1 874 804	1 681 975	90,00%	2023045	1971053	97,40%
14	BUCREP	505	501 224	99,00%	4 025	393 911	98,00%	-		
15	BUNEC	2 155 898	1 445 184	67,00%	2 597 470	2 302 916	89,00%	3 000 051	2 604 290	86,80%
16	CAA	-	-		-	-		-		
17	CDPM	63 645	571 466	90,00%	64 295	857 336	133,00 %	671 950	554 373	82,50%
18	CDEN	-	-		5 379	483 466	90,00%	531 000	462 812	87,20%
19	CDENO	441 282	441 248	100,00%	410 412	383 077	93,00%	336 748	336 748	100,00%
20	CCAA	17 702 509	12 312 466	70,00%	19 922 239	14 922 344	75,00%	19 570 381	16 914 445	86,40%
21	CENAME	2 112 300	1 560 609	74,00%	20 123 554	12 793 211	64,00%	14 814 700	6 940 077	46,80%
22	CILSN							81995	76426	93,20%
23	NASLA	939 298	746 049	79,00%	-	-		1 591 125	846 826	53,20%
24	CHRACERH	1 407 000	925 509	66,00%	1 322 332	1 104 202	84,00%	1 109 671	992 919	89,50%
25	CHUY	-	-		-	-		3 031 500	2 373 356	78,30%
26	CIRCB	5 238 867	4 550 153	87,00%	3 387 064	2 723 615	80,00%	-		
27	CENEEMA	385	517 667	134,00%	62 589	503 058	80,00%	-		
28	CNRPH	679 391	67 588	99,00%	1 139 771	1 009 719	89,00%	1 639 250	1 204 115	73,50%
29	CPC	5 570 084	5 276 910	95,00%	5 718 246	5 377 726	94,00%	5 777 242	5 457 640	94,50%
30	FAO/PAM	510 774	451 597	88,00%	574 362	364 026	63,00%	-		
31	CNCC	6 700 000	4 650 171	69,00%	5 602 000	4 889 234	87,00%	5 078 610	4 901 166	96,50%
32	ENAM	3 580 154	2 848 724	80,00%	3 580 154	3 496 925	98,00%	4142350	4211119	101,70%
33	SUP, PTIC	1 487 832	1 215 173	82,00%	-	-		-		
34	ENSTP	-	-		-	-		-		
35	EIFORCES	2 732 948	2 545 899	93,00%	3 575 141	3 979 272	111,00 %	3 866 161	3 288 764	85,10%
36	FNE	2 817 296	2 460 361	87,00%	2 771 400	2 490 326	90,00%	2 861 490	2 450 881	85,70%
37	FEICOM	10 878 361	8 654 844	80,00%	10 846 944	8 660 322	80,00%	-		
38	GCE Board	-	-		-	-		-		
39	HGD	9 385 532	8 878 021	95,00%	9 182 408	7 362 325	80,00%	10 024 181	7 158 077	71,40%
40	HGY	5 477 920	4 484 034	82,00%	5 186 271	3 961 843	76,00%	6 767 760	5 639 304	83,30%
41	HGPD	3 421 378	2 746 920	80,00%	3 041 846	2 759 163	76,00%	4 185 301	3 349 843	80,00%
42	HGOPY	4 300 190	3 385 671	79,00%	3 975 469	3 640 235	92,00%	3 924 232	3 398 762	86,60%
43	IRGM	885 304	635 715	72,00%	688 714	451 168	66,00%	503 695	503 695	100,00%
44	IMPM	575	419 296	73,00%	465	451 284	97,00%	484 951	377 830	77,90%
45	IRAD	2 846 104	2 846 059	100,00%	2 923 740	2 923 575	100,00 %	4 300 000	3 630 020	84,40%
46	INC	377 137	37 775	100,00%	306 475	362 576	118,00 %	551 410	392 707	71,20%
47	INJS	74 301	710 912	96,00%	1 096 310	1 074 740	98,00%	828 880	815 882	98,40%
48	INS	4 999 138	3 082 505	62,00%	2 110 788	2 099 881	99,00%	2 346 452	2 342 721	99,80%
49	ISMP	896 938	892 471	100,00%	1 131 615	767 236	68,00%	1 470 157	570 291	38,80%
50	LANACOME	726 535	7 573	104,00%				-		

N°	Sigle	FONCTIONEMENT 2017			FONCTIONEMENT 2018			FONCTIONEMENT 2019		
		PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
51	LINAFI	723 205	47 994	66,00%	538 216	422 655	79,00%	714 136	577 428	80,90%
52	MIPROMAL O	1 282 000	829 687	65,00%	1 037 990	801 391	77,00%	1 507 115	731 589	48,50%
53	MIDNO	400	400	100,00%	485	440 659	91,00%	-		
54	MIDIMA	308 033	255 011	83,00%	237 079	179 819	76,00%	209 988	209 988	100,00%
55	MIRAP	-	-		-	-		-		
56	MEAO	255 003	252 131	99,00%	252 872	252 157	100,00%	259 095	258 331	99,70%
57	MEADEN	350	321 046	92,00%	360	292 837	81,00%	326 100	272 876	83,70%
58	OC	2 926 717	2 626 168	90,00%	793 845	571 326	72,00%	626 750	546 927	87,30%
59	OBC	8 928 907	7 366 348	83,00%	-	-		7 653 973	7 315 724	95,60%
60	ONACC	3 057 900	2 426 543	79,00%	-	-		480803	580813	120,80%
61	ONCC	-	-		2 997 000	2 762 114	92,00%	3 960 000	3 939 079	99,50%
62	PC	1 180 000	1 107 044	94,00%	1 453 600	1 073 436	74,00%	1 482 600	943 632	63,60%
63	SODECAO	2 816 904	2 558 368	91,00%	3 046 837	2 529 569	83,00%	2 675 230	2 571 326	96,10%
64	SOWEDA	830 425	697 849	84,00%	739 084	712 602	96,00%	-		
65	UBA	7 694 351	5 988 242	78,00%	-	-		4 327 041	3 996 218	92,40%
66	UBUEA	-	-		-	-		-		
67	Udla	-	-		-	-		-		
68	UDS	8 642 651	7 219 314	84,00%	8 749 324	7 483 981	86,00%	8 921 148	7 324 843	82,10%
69	UMra	7 607 058	4 305 460	57,00%	5 192 077	4 920 029	95,00%	7563669	7886176	104,30%
70	Undéré	4 036 563	3 769 356	93,00%	8 769 282	6 505 159	74,00%	8 648 440	6 970 591	80,60%
71	UY1	10 848 561	9 517 143	88,00%	11 385 168	9 479 622	83,00%	12 178 631	12 179 000	100,0%
72	UYII	9 314 750	5 179 665	56,00%	-	-				
73	UNDVA							1 214 792	739460	60,90%
74	UTAVA							-		

Source : MINFI/DGB

Sur la période de référence, le niveau moyen de réalisation de l'ensemble des budgets prévisionnels de fonctionnement se situe à 90% à l'exception de l'API et de l'ISMP qui sont en deçà de la moyenne. Par rapport à l'exercice 2018, ce taux est resté stable. Ceci témoigne du réalisme budgétaire des établissements publics.

III.2.3 Des budgets d'investissement

Tableau 37 : Niveau d'exécution du budget d'investissement des Etablissements Publics

N°	Sigle	INVESTISSEMENT 2017			INVESTISSEMENT 2018			INVESTISSEMENT 2019		
		PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
1	ANAFoot	0	0					85337	25555	29,90%
2	API	100	100	100,00%	182 177	155 234	85,00%	1 152 500	125 055	10,90%
3	A-PME	1 260 413	828 864	66,00%				2 719 064	1 193 199	43,90%
4	APZE	0								
5	ART	0								

		INVESTISSEMENT 2017			INVESTISSEMENT 2018			INVESTISSEMENT 2019		
N°	Sigle	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
6	ARMP	0								
7	ARSEL	702 281	272 656	39,00%	883 689	343 359	39,00%	2 132 173	161 048	7,60%
8	ASCNPD	1 221 410	1 054 951	86,00%	1 436 466	973 997	68,00%	1 876 509	1 778 846	94,80%
9	AER				1 372 563	1 117 207	81,00%	10 755 310	1 230 020	11,40%
10	ANOR	1 120 502	751 666	67,00%	3 112 866	588 331	19,00%	1 374 640	345 710	25,10%
11	ANRP	1 145 062	537 641	47,00%	787 421	70 211	89,00%	926 956	921 956	99,50%
12	ANTIC	3 265 514	886 874	27,00%	3 849 887	413 082	11,00%	3 058 756	743 439	24,30%
13	APN	1 185 750	929 137	78,00%	1 369 021	921 168	67,00%	1338900	1153628	86,20%
14	BUCREP	100	71 282	71,00%	100	96 085	96,00%			
15	BUNEC	959	885 549	92,00%	1 834 585	1 096 589	60,00%	2 277 895	947 030	41,60%
16	CAA									
17	CDPM	3 635	27 104	75,00%	357	37 235	104,00%	328 000	317 019	96,70%
18	CDEN				4 396	375 252	85,00%	415 000	392 403	94,60%
19	CDENO	150	150	100,00%	150	150	100,00%	401 025	260 915	65,10%
20	CCAA	5 091 457	2 887 559	57,00%	4 889 747	2 940 841	60,00%	4 589 618	2 173 968	47,40%
21	CENAME	49 624	143 752	29,00%	1 207 300	272 701	23,00%	1 207 300	204 599	16,90%
22	CILRS							29178	26560	91,00%
23	NASLA	1 335	64 848	49,00%				276 825	68 658	24,80%
24	CHRACERH	886 317	96 676	11,00%	848 388	200 402	24,00%	202 790	167 525	82,60%
25	CHUY							1 275 000	918 359	72,00%
26	CIRCB	2 670 566	1 863 870	70,00%	1 691 841	685 287	41,00%			
27	CENEEMA	350	143 913	41,00%	1 702 034	1 112 402	65,00%			
28	CNRPH	1 775 218	218 078	12,00%	1 787 250	307 104	17,00%	2 263 771	572 911	25,30%
29	CPC	1 744 374	1 300 929	75,00%	1 090 707	531 613	49,00%	803 509	786 328	97,90%
30	FAO/PAM	194 714	49 264	25,00%	340 312	150 337	44,00%			
31	CNCC	1 872 000	1 573 814	84,00%				1 021 390	640 100	62,70%
32	ENAM	375	381 859	102,00%	300	15 206	51,00%	350000	50000	14,30%
33	SUP, PTIC									
34	ENSTP									
35	EIFORCES	559	840 878	150,00%	1 179 196	1 118 720	95,00%	353 250	278 250	78,80%
36	FNE	6 682 703	5 677 338	85,00%	7 228 600	5 304 145	73,00%	7 138 510	4 449 928	62,30%
37	FEICOM	9 155 738	4 758 194	52,00%	43 474 170	28 694 627	66,00%			
38	GCE Board									
39	HGD	1 668 927	1 280 873	77,00%	3 257 061	2 517 131	77,00%	2 554 349	1383777	54,20%

		INVESTISSEMENT 2017			INVESTISSEMENT 2018			INVESTISSEMENT 2019		
N°	Sigle	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX	PREVISION	REALISATION	TAUX
40	HGY	4 709 638	983 622	21,00%	2 588 658	189 597	7,00%	4 741 916	4 199 242	88,60%
41	HGOPD	3 682 076	2 924 292	79,00%	641 511	118 868	7,00%	1 689 113	72 440	4,30%
42	HGOPY	1 723 777	432 615	25,00%	641 511	20 726	52,00%	1 689 112	773 712	45,80%
43	IRGM	339 395	238 099	70,00%	892 979	363 334	41,00%	820 244	378 938	46,20%
44	IMPM	2 913 501	1 910 939	66,00%	1 635 753	477 727	29,00%	1 533 272	217 140	14,20%
45	IRAD	5 069 020	4 436 091	88,00%	2 302 314	1 590 840	69,00%	1 388 977	533 822	38,40%
46	INC	120	119 838	100,00%	110 716	110 269	100,00%	1 159 504	835 846	72,10%
47	INJS	76 501	734 912	96,00%				2 651 722	2 446 638	92,30%
48	INS	2 821 095	2 714 109	96,00%	2 117 297	2 032 050	96,00%	4 654 038	1 686 415	36,20%
49	ISMP	157 486	106 118	67,00%	500		0,00%	338 383	337 976	99,90%
50	LANACOME	60 395	60 395	100,00%						
51	LINAFI	225	194 669	87,00%	2 303	184 555	80,00%	234 822	161 573	68,80%
52	MIPROMALO	1 392 713	599 661	43,00%	1 394 735	124 141	9,00%	938 683	870 193	92,70%
53	MIDNO	1 490 100	117 114	8,00%	1 363 253	96 375	7,00%			
54	MIDIMA	989 971	545 446	55,00%	185 798	66 717	36,00%	225 964	175 964	77,90%
55	MIRAP									
56	MEAO				50	12 944	26,00%	60 641	60 641	100,00%
57	MEADEN	2 067 367	1 566 639	76,00%	7 328	50	7,00%	461 104	96 149	20,90%
58	OC				4 871 163	1 047 266	21,00%	1 763 099	981 142	55,60%
59	OBC	112	40 298	36,00%				738 000	275 309	37,30%
60	ONACC	1 008 928	790 425	78,00%				1 079 711	1 079 711	100,00%
61	ONCC				991 542	853 457	86,00%	249 827	366 066	146,50%
62	PC	1 192 150	458 957	38,00%	46 306	122 895	27,00%	1 267 504	253 200	20,00%
63	SODECAO	10 334 181	1 001 691	10,00%	1 068 715	1 040 615	97,00%	4 721 756	1 583 938	33,50%
64	SOWEDA	1 365 829	1 266 036	93,00%	749 966	669 294	89,00%			
65	UBA	5 550 970	1 544 695	28,00%				1 262 204	0	0,00%
66	UBUEA									
67	Udla							1 381 913	167 537	12,10%
68	UDS	1 829 365	539 456	29,00%	1 806 908	356 627	20,00%	2 419 280	0	0,00%
69	UMra	1 700 000	2 108 989	124,00%	5 131 109	2 526 368	49,00%	3 805 235	3 555 235	93,40%
70	Undéré	1 784 331	593 995	33,00%	2 280 735	791 659	35,00%	1 931 216	352 246	18,20%
71	UY1	402 515	402 515	100,00%	4 215	41 006	10,00%	2 109 982	122 998	5,80%
72	UYII	3 034 613	2 450 632	81,00%						
73	UNDVA							200 000	200 000	100,00%
74	UTAVA									

Sur un effectif de 56 Etablissements publics, 16 ont un taux de réalisation supérieure ou égale à 70%, 07 un taux des réalisations supérieures ou égales à 60% et 33 sont à moins de 50%.

De 2017 à 2019, le taux des réalisations des budgets d'investissement des établissements publics connaît une tendance baissière.

Ce faible taux peut s'expliquer par :

- la non maturité de certains projets ;
- la mise à disposition tardive des ressources d'investissements ;
- les lenteurs administratives.

III.3 Des charges du personnel

Tableau 38 : Situation des charges du personnel

N°	Sigle	PRE CHAR PER 2018 en millier	REA CHAR PER 2018 en millier	%	REALISATION FONCTIONNEMENT 2018	POIDS CHARGE DU PERS SUR LE REALISATION DU FONCTIONNEMENT	PRE CHAR PER 2019 en millier	REA CHAR PER 2019 en millier	%	REALISATION FONCTIONNEMENT 2019	POIDS CHARGE DU PERS SUR LE REALISATION DU FONCTIONNEMENT
1	ANAFOT				-		447 300	447 177	100,0%	783774	57,1%
2	API	345 500	298 659	86,40%	1 333 756	22,40%	764 900	467 560	61,10%	1 152 500	40,6%
3	APME				-		242 392	136 532	56,30%	1 698 715	8,0%
4	APZE						139500	136833	98,1%	434 492	31,5%
5	ART				-						
6	ARMP				-						
7	ARSEL	1 205 500	869 714	72,10%	2 116 080	41,10%	1 205 500	869 714	72,1%	2 354 749	36,9%
8	ASCNPD	758 296	729 225	96,20%	1 295 789	56,30%	597 358	568 000	95,10%	935 969	60,7%
9	AER	886 326	864 637	97,60%	1 554 805	55,60%	630 000	620 000	98,40%	1 712 225	36,2%
10	ANOR				3 681 171	0,00%				3 926 782	0,0%
11	ANRP	296 065	280 186	94,60%	511 759	54,70%	29 962	26 399	88,10%	460 026	5,7%
12	ANTIC	2 398 475	2 097 855	87,50%	4 061 709	51,60%					
13	APN	788 144	780 577	99,00%	1 681 975	46,40%					
14	BUCREP	320 163	320 163	100,00%	393 911	81,30%					
15	BUNEC	1 579 790	1 364 215	86,40%	2 302 916	59,20%				2 604 290	0,0%
16	CAA				-						
17	CDPM	206 250	195 774	94,90%	857 336	22,80%	200 500	159 550	79,60%	554 373	28,8%
18	CDEN	166 300	136 712	82,20%	483 466	28,30%	166 200	166 200	100,00%	462 812	35,9%
19	CENO	167 136	160 636	96,10%	383 077	41,90%	117 120	114 516	97,80%	336 748	34,0%
20	CCAA	3 035 136	2 970 075	97,90%	14 922 344	19,90%	6 807 741	6 807 741	100,00%	16 914 445	40,2%
21	CENAME	1 227 700	816 226	66,50%	12 793 211	6,40%	720 000	580 089	80,60%	6 940 077	8,4%
22	CILSN										
23	NASLA				-					846 826	0,0%
24	CHRA CERH	289 480	280 622	96,90%	1 104 202	25,40%				992 919	0,0%
25	CHU				-		1 450 000	1 409 146	97,20%	2 373 356	59,4%
26	CIRCB	757 550	572 963	75,60%	2 723 615	21,00%					
27	CENEEMA	222 497	186 851	84,00%	503 058	37,10%					
28	CNRPH	725 252	721 831	99,50%	1 009 719	71,50%	1 208 992	889 892	73,61%	1 204 115	73,9%
29	CPC	1 391 606	1 287 294	92,50%	5 377 726	23,90%	1 533 761	1 361 248	88,80%	5 457 640	24,9%
30	FAO/PAM	32 306	26 630	82,40%	364 026	7,30%					
31	CNCC	1 908 500	1 835 958	96,20%	4 889 234	37,60%	1 922 250	1 864 523	97,00%	4 901 166	38,0%
32	ENAM	1 224 852	1 207 091	98,50%	3 496 925	34,50%	948008	948008	100,0%	4211119	22,5%
33	SUP, PTIC				-						
34	ENSTP				-						
35	EIFORCES	567 000	557 500	98,30%	3 979 272	14,00%	675 000	652 386	96,60%	3 288 764	19,8%
36	FNE	1 199 806	1 079 023	89,90%	2 490 326	43,30%	1 272 589	1 183 260	93,00%	2 450 881	48,3%
37	FEICOM				8 660 322	0,00%					
38	GCE Board				-						
39	HGD	3 102 635	2 919 352	94,10%	7 362 325	39,70%	2 927 740	2 866 455	97,90%	7 158 077	40,0%
40	HGY	1 873 709	1 669 309	89,10%	3 961 843	42,10%	2 656 000	1 998 108	75,20%	5 639 304	35,4%
41	HGOPED				2 759 163	0,00%	1 580 500	1 531 102	96,90%	3 349 843	45,7%
42	HGOPY	2 284 456	2 024 393	88,60%	3 640 235	55,60%	2 126 158	2 047 168	96,30%	3 398 762	60,2%
43	IRGM	717 565	309 232	43,10%	451 168	68,50%	143 500	97 334	67,80%	503 695	19,3%
44	IMPM	136 700	140 873	103,10%	451 284	31,20%	220 300	190 517	86,50%	377 830	50,4%

N°	Sigle	PRE CHAR PER 2018 en millier	REA CHAR PER 2018 en millier	%	REALISATION FONCTIONNEMENT 2018	POIDS CHARGE DU PERS SUR LE REALISATION DU FONCTIONNEMENT	PRE CHAR PER 2019 en millier	REA CHAR PER 2019 en millier	%	REALISATION FONCTIONNEMENT 2019	POIDS CHARGE DU PERS SUR LE REALISATION DU FONCTIONNEMENT
45	IRAD	1 368 545	1 368 545	100,00 %	2 923 575	46,80%	1468012	1480654	100,9%	3 630 020	40,8%
46	INC	169 500	140 041	82,60%	362 576	38,60%				392 707	0,0%
47	INIS	313 800	302 502	96,40%	1 074 740	28,10%	306530	301584	98,4%	815 882	37,0%
48	INS	1 538 254	1 531 617	99,60%	2 099 881	72,90%	1 540 928	1 540 928	100,00%	2 342 721	65,8%
49	ISMP	498 886	368 918	73,90%	767 236	48,10%	214 228	172 063	80,30%	570 291	30,2%
50	LANACOME										
51	LINAFI	154 715	106 563	68,90%	422 655	25,20%	179000	168263	94,0%	577 428	29,1%
52	MIPROMALO	386 455	361 127	93,40%	801 391	45,10%	422 340	388 568	92,00%	731 589	53,1%
53	MIDENO	130 319	130 319	100,00 %	440 659	29,60%					
54	MIDIMA	100 992	100 585	99,60%	179 819	55,90%	71 793	66 152	92,10%	209 988	31,5%
55	MIRAP				-						
56	MEAO	176 552	175 933	99,60%	252 157	69,80%	186 249	185 625	99,70%	258 331	71,9%
57	MEADEN	196 070	173 309	88,40%	292 837	59,20%	183 290	157 553	86,00%	272 876	57,7%
58	OC	366 000	308 451	84,30%	571 326	54,00%				546 927	0,0%
59	OBC				-		250 500		0,00%	7 315 724	0,0%
60	ONACC				-						
61	ONCC	1 398 000	1 310 819	93,80%	2 762 114	47,50%	1 490 000	1 482 089	99,50%	3 939 079	37,6%
62	PC	607 848	504 925	83,10%	1 073 436	47,00%	526 382	480 297	91,20%	943 632	50,9%
63	SODECAO	1 797 000	1 745 593	97,10%	2 529 569	69,00%	1 896 700	1 891 432	99,70%	2 571 326	73,6%
64	SOWEDA	221 687	178 736	80,60%	712 602	25,10%					
65	UBA				-					3 996 218	0,0%
66	UBUEA				-						
67	Udla				-		1 563 989	1 562 989	99,90%		
68	UDS	1 463 000	1 375 676	94,00%	7 483 981	18,40%	1 619 500	1 524 261	94,12%	7 324 843	20809,5%
69	UMra	982 865	929 126	94,50%	4 920 029	18,90%	3805235	3555235	93%		
70	Undéré	1 344 500	868 109	64,60%	6 505 159	13,30%	2 799 503	2 586 408	92,40%	6 970 591	37,1%
71	UY1	5 287 676	3 937 277	74,50%	9 479 622	41,50%	13 612 001	12 605 955	92,60%	12 179 000	103,5%
72	UYII				-						
73	UNDVA						175 980	162 744	92,50%	338000	48,1%

Source : MINFI/DGB

Du tableau ci-dessus il ressort que dans la majorité des Établissements publics, les charges absorbent plus de 60% de la subvention de fonctionnement.

S'agissant du poids des charges du personnel sur le budget de fonctionnement, certaines structures affichent un ratio très élevé notamment : SODECAO (73,60%), MEAO (71,9%), CNRPH (73,99%), ASCNPD (71,9%), HGOPY (60%), CHU (59,4%).

III.4 Situation d'endettement et risques budgétaires liés aux PPP

III.4.1 Situation d'endettement

Tableau 39 : Situation d'endettement (en millier de FCFA)

N°	Sigle	AUTRES DETTES SOCIALES 2020	TOTAL DETTE SOCIALE 2019	TOTAL DETTE FISCALE 2019	FOURNISSEURS 2019	TOTAL DETTE COMMERCIALE 2019	TOTAL DETTE 2019
1	ANAFOT	-					#REF!
2	API	5 168	5 168	183 833		485 166	674 166
3	APME	-					-
4	APZE	-					-

N°	Sigle	AUTRES DETTES SOCIALES 2020	TOTAL DETTE SOCIALE 2019	TOTAL DETTE FISCALE 2019	FOURNISSEURS 2019	TOTAL DETTE COMMERCIALE 2019	TOTAL DETTE 2019
5	ART	-					-
6	ARMP	-					-
7	ARSEL	-		76 730			76 730
8	ASCNPD	-					-
9	AER	15 350		103 979		131 118	250 447
10	ANOR	-					-
11	ANRP	-					-
12	ANTIC	-					-
13	APN	-					-
14	BUCREP	-					-
15	BUNEC	-					-
16	CAA	-					-
17	CDPM	17 552					17 552
18	CDEN	-					-
19	CDENO	-					-
20	CCAA	-				451 250	451 250
21	CENAME	-					-
22	CILSN	-					-
23	NASLA	184 487	184 487	39 168		8 602	231 257
24	CHPACE RH	-				149 652	149 652
25	CHU	-				1 776 131	1 776 131
26	CIRCB	-					-
27	CENEEM A	-					-
28	CNRPH	-					-
29	CPC	-					-
30	FAO/PA M	-					-
31	CNCC	-					-
32	ENAM	-					-
33	SUP, PTIC	-					-
34	ENSTP	-					-

N°	Sigle	AUTRES DETTES SOCIALES 2020	TOTAL DETTE SOCIALE 2019	TOTAL DETTE FISCALE 2019	FOURNISSEURS 2019	TOTAL DETTE COMMERCIALE 2019	TOTAL DETTE 2019
35	EIFORCE S	-				212 131	212 131
36	FNE	-		682 650			682 650
37	FEICOM	-					-
38	GCE Board	-					-
39	HGD	-	961 459	116 666		3 709 845	4787970
40	HGY	639 976	639976			3 846 476	4 486 452
41	HGOPED	323 275	323275			452 215	775 580
42	HGOPY	323 275	323 275	682 650		452 215	1 458 140
43	IRGM	-					-
44	IMPM	-					-
45	IRAD	-					-
46	INC	-					-
47	INJS	-					-
48	INS	-					-
49	ISMP	4 690	4 690			67 215	71 905
50	LANACO ME	-					-
51	LINAFI	-					-
52	MIPROM ALO	-					-
53	MIDENO	-					-
54	MIDIMA	-					-
55	MIRAP	-					-
56	MEAO	-					-
57	MEADEN	-	10 591	127		11 157	21 875
58	OC	-					-
59	OBC	-					-
60	ONACC	-					-
61	ONCC	-					-
62	PC	-					-
63	SODECA O	-					-
64	SOWEDA	-					-

N°	Sigle	AUTRES DETTES SOCIALES 2020	TOTAL DETTE SOCIALE 2019	TOTAL DETTE FISCALE 2019	FOURNISSEURS 2019	TOTAL DETTE COMMERCIALE 2019	TOTAL DETTE 2019
65	UBA	527 348	527 348	139 079		1 582 044	2 248 571
66	UBUEA	-					-
67	Udla	350 000	350000				350 000
68	UDS	11 342	11342	1 087 625		2 594 452	3 693 420
69	UMra	-					-
70	Undéré	39 299	39 299			427 655	466 954
71	UYI	-					-
72	UYII	-					-
73	UNDVA	-					-
74	UTAVA						

Source : DGB/MINFI

Il ressort du tableau supra que les structures les plus endettées au 31 décembre 2019 sont les hôpitaux généraux et les universités. A titre illustratif, leurs dettes se présentent comme suit : Université de Dschang (3 693 420 000 FCFA), HGD (4 787 970 000 FCFA), HGY (4 486 452 000 FCFA), UBa (2 248 571 000 FCFA).

III.4.2 Risques budgétaires liés aux Projets de Partenariats Public-Privé

Les contrats de partenariat public-privé peuvent présenter, selon leur montage, des répercussions financières sur le budget de l'Etat. Les engagements pris en vertu desdits contrats se déclinent parfois à long terme et peuvent être subordonnés à un ou plusieurs risques. Ceci peut créer des difficultés particulières pour la gestion des finances publiques qui repose généralement sur des prévisions de recettes adossées sur un programme de dépenses défini à l'avance.

Tableau 40 : Liste des Projets de Partenariats Public-Privé (PPP)

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Montant du Passif Conditionnel
1	Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé	Le Partenaire Public Garantie un minimum de mise à la consommation de 81% de la production	A déterminer
2	Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala	Le Partenaire Public Garantit le prêt bancaire du Partenaire Privé	1,875 milliard
3	Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.	Le Partenaire Public s'est porté caution auprès de créanciers du Partenaire Privé, à hauteur de 70% du Montant de l'investissement	74,13 milliards
4	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	L'Etat représenté par le MINFI couvre le risque de trafic.	A déterminer

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Montant du Passif Conditionnel
5	Projet d'Approvisionnement supplémentaire de 50. 000 m3 d'eau par jour dans la ville de Yaoundé	Contribution au Financement du Projet	1,842 Milliard
6	Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé	Contribution à l'Investissement	207 Millions
7	Projet d'acquisition des bus de transport de masse dans la ville de Yaoundé	Subvention d'Equilibre	1,675 Milliard/an (pendant 10 ans)
8	Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO	Remboursement de l'Investissement du Partenaire Privé	11,115 Milliards

Ce tableau présente 8 PPP dont 4 passifs conditionnels et 4 ayant des engagements fermes avec certaines entités publiques.

Les engagements budgétaires souscrits dans le cadre de PPP peuvent prendre la forme de paiements périodiques constituant tout ou partie de la rémunération de l'entité privée, un moyen de partager les risques, ou une combinaison de ces deux méthodes. Les types courants d'engagements budgétaires souscrits sont les suivants :

III.4.2.1 Engagements directs ou fermes

Les passifs fermes constituent des engagements de paiement qui ne dépendent pas de la survenance d'un événement futur incertain (bien qu'il puisse y avoir un certain niveau d'incertitude concernant la valeur). Les passifs fermes résultant des contrats de PPP peuvent comprendre les engagements suivants :

- **Paiements compensatoires** : une subvention de capital dont les versements peuvent être échelonnés tout au long de la phase de construction en fonction de l'atteinte de certains objectifs ou proportionnellement aux investissements en capital.
- **Frais de mise à disposition** : un paiement ou une subvention versé (e) régulièrement sur toute la durée du projet (exploitation), habituellement subordonné(e) à la mise à disposition du service ou de l'actif selon un niveau de qualité défini au contrat. Le versement peut être ajusté à l'aide de primes ou de sanctions en fonction de la performance.
- **Péages fictifs ou paiements axés sur les résultats** : un paiement ou une subvention par unité ou usager de service, par exemple, par kilomètre parcouru sur une route à péage.

III.4.2.2 Engagements conditionnels (hors-bilan)

Les engagements conditionnels (ou engagements hors bilan) sont des engagements de paiement dont le déclenchement et le niveau dépendent d'un événement futur incertain, en dehors du contrôle du gouvernement. Les passifs éventuels souscrits dans le cadre des contrats de PPP peuvent comprendre les engagements suivants :

- **Garanties sur des variables de risque** : un accord visant à compenser l'entité privée d'une perte de revenu si une variable de risque particulière venait à décider du niveau spécifié au contrat. Le risque associé est alors partagé entre le gouvernement et l'entité privée.

- **Clauses d'indemnisation** : par exemple, un engagement visant à indemniser une entité privée pour les dommages et la perte dus à des événements de force majeure certains, clairement définis, et non assurables.
- **Obligations de compenser lors de la résiliation d'un contrat** : un engagement visant à verser un montant convenu au préalable, si le contrat était résilié suite à un manquement de la part de l'entité publique ou privée, le montant dû dépendra alors des circonstances du manquement en question.
- **Garanties de la dette ou autres rehaussements de crédit** : un engagement visant à rembourser tout ou partie de la dette contractée afin de financer un projet. La garantie devrait couvrir un risque ou événement spécifique. Il est fait recours aux garanties afin d'assurer un bailleur de fonds que le prêt sera remboursé.

III.4.3 Passifs conditionnels et fermes liés au portefeuille des projets ppp: caractéristiques, coût et risques budgétaires

Cette partie identifie dans le portefeuille des projets, ceux susceptibles d'intégrer des passifs contingents ou fermes. Pour ces projets, une caractérisation de la nature du passif est présentée, ainsi que les coûts et les risques budgétaires le cas échéant. Un récapitulatif de l'incidence globale des passifs conditionnels est également présentée.

III.4.3.1 Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé.

Ce projet permettra l'acheminement des produits pétroliers dans les grandes agglomérations à partir de la base de production située à Limbe via un pipeline reliant cette ville à Douala, Edéa, et Yaoundé. Ce projet de partenariat de type concessif à paiement par l'utilisateur a été signé par le Cameroun, représenté par le Ministère de l'Eau de l'Energie (partenaire public) et le partenaire privé 3PL pour une durée d'exploitation de 30 ans et un coût total de FCFA 220 milliards.

Sur cet itinéraire, l'Etat garantit un minimum de volume de produits pétroliers à mettre à la consommation à hauteur de 81% de la production. Cet engagement conditionnel pourrait se traduire en engagement ferme si à travers ce pipeline, il n'était possible de faire transiter pour mise à la consommation, un volume au moins égal à 81% de la production. Auquel cas, l'Etat supporterait les coûts induits par le niveau des volumes mis à la consommation inférieure au seuil plancher.

III.4.3.2 Projet d'Approvisionnement supplémentaire de 50. 000 m3 d'eau par jour dans la ville de Yaoundé.

Ce projet de type concessif à paiement par l'utilisateur consiste en l'acheminement de l'eau de la SANAGA vers la ville de Yaoundé à travers des pipelines, afin de pallier le déficit en eau potable observé. La signature du contrat entre le partenaire public représenté par le MINEE, et le partenaire privé IMPERIAL HOLDING LTD, a eu lieu en décembre 2014 pour une durée d'exploitation de 15 ans et un coût total de 26 milliards.

Dans le cadre de ce projet, le partenaire public a convenu de mettre à disposition, une somme de **1,842 milliard** pour l'exécution des travaux de construction des lignes électriques sur le trajet du pipeline, le terrassement et l'ouverture des voies d'accès ainsi que les indemnités des populations sur le site des travaux.

Cet engagement du partenaire public représente un paiement compensatoire constitutif d'un passif ferme emportant des risques budgétaires directs. Il faut également signaler que le Ministre chargé de l'Energie a adressé une lettre de confort au Président de l'entreprise privée, afin de garantir le paiement de cette somme par le budget d'investissement de l'Etat en l'étalant sur quatre ans.

III.4.3.3 Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala.

Ce projet de type concessif à paiement par l'utilisateur a été signé en 2013 entre la Communauté Urbaine de Douala (CUD) et SICC CONGO MANAGEMENT, partenaire privé, pour un coût total d'investissement de 7,4 milliards.

Pour le financement de ce projet, le partenaire public (CUD) a produit une garantie bancaire de 75% du prêt accordé au partenaire privé. Le partenaire public s'est ainsi porté garant d'une partie du crédit bancaire obtenu par le partenaire privé. Cette garantie couvre la somme totale de **1,875 milliard**, représentant ainsi un **engagement conditionnel** pour le partenaire public, dont la condition de réalisation sera observée si le partenaire privé fait défaut de paiement.

III.4.3.4 Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé.

Ce projet de partenariat à paiement public a été conclu en juin 2015 entre l'Hôpital Général de Douala (partenaire public), et NUMELEC Cameroun (partenaire privé) pour un montant total de 1,2 milliard. Les travaux sont en cours d'exécution. La construction de la banque de sang est à ce jour terminée, le revêtement et l'équipement sont en cours.

Pour la réalisation de ce projet, un apport en guise de contribution à l'investissement de 208 millions devra être effectué par le partenaire public. Cette somme représente ainsi un paiement compensatoire constitutif d'un **passif ferme** à satisfaire pour la réalisation de ce projet.

III.4.3.5 Projet d'acquisition des bus de transport de masse dans la ville de Yaoundé.

Pour la réalisation de ce contrat de partenariat de type mixte à paiement par l'utilisateur et à subvention publique d'un coût total de 17 milliards, le Ministère des Transports (partenaire public) s'est engagé à verser une subvention d'équilibre de **1.675 milliard** par an et pendant dix (10) ans, à l'entreprise EXIMTRANS/IRMAOS.

Cette somme représente un paiement compensatoire constitutif d'un **passif ferme** à verser chaque année par l'Etat.

III.4.3.6 Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO.

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) envisage la construction de trois immeubles de location à OKOLO. Le contrat de partenariat de type mixte (paiement par l'utilisateur et subvention d'équilibre du partenaire public) a été signée en avril 2017 avec le partenaire privé GLOBAL ELEPHANT pour un montant total de 11,115 milliards.

Afin d'anticiper le retour sur investissement du partenaire privé, prévu pour être rémunéré sur les loyers des immeubles, la CNPS a convenu de verser au partenaire privé, des loyers annuels selon

l'échéancier ci-après : 1^{er} mois d'exploitation : 3,6 milliards ; 13^e mois d'exploitation : 2,4 Milliards ; 25^e mois d'exploitation : 2,4 milliards ; 36^e mois d'exploitation : 2,715 milliards. Ces sommes représentent des paiements compensatoires et constituent un **engagement ferme** pour le partenaire public, avec une incidence budgétaire directe qu'il faudra provisionner à chacune des échéances.

III.4.3.7 Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.

Le terminal multifonction du port de Limbe-Isongo, objet du présent contrat de partenariat vise l'amélioration des installations portuaires au Cameroun, avec notamment la construction de deux jetées avec terminaux multifonctions de 150 et 250 mètres, devant faciliter l'accostage des bateaux géants.

Ce contrat a été signé en 2013 par l'Etat du Cameroun représenté par le Ministère des Transport et le Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (partenaire public) et l'entreprise LIMBE PORT INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION (Partenaire privé), pour un coût total de 105,9 milliards.

En garantie de l'exécution de ses obligations, le partenaire public a accordé une garantie souveraine constituée sous forme de cautionnement auprès des créanciers du partenaire privé pour un montant total équivalent à 70% du coût direct des constructions.

Cette garantie représente un **passif conditionnel** dont la surface est estimée à **74,13 milliards**. Tout défaut du partenaire privé exposerait le budget du partenaire public à hauteur du même montant.

III.4.3.8 Projet Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun.

Ce projet vise l'automatisation des systèmes des péages de certains (14) postes de péages à fort potentiel sur le réseau routier du Cameroun. Le Partenaire privé représenté par la Société Projet Tollcam SAS a signé le 18 mai 2020 avec l'Etat représenté par le Ministère des Travaux Publics et le Ministère des Finances, un contrat PPP à paiement public dont le coût total est de 36 milliards. Le partenaire privé devra, dans le cadre de ce contrat, concevoir, construire, équiper, exploiter et maintenir l'infrastructure et en retour, percevoir des loyers fixes et non proportionnels sur le niveau du trafic.

En conséquence, une toute baisse du trafic, en dessous des niveaux ayant permis la détermination des loyers du partenaire privé, induira un impact direct sur le budget de l'Etat. Celui-ci devra alors faire recours aux ressources publiques pour couvrir le gap de recettes de trafic. Au terme du contrat, compte tenu du fait que le partenaire privé est assuré de recevoir des loyers fixe, quel que soit le niveau du trafic, alors l'Etat, par ce fait aura convenu de garantir (couvrir) le risque de trafic. Cet engagement de l'Etat à verser des loyers fixés induit un passif conditionnel pour l'Etat correspondant au niveau de la baisse des recettes en dessous du niveau des loyers attendus par l'Etat.

Le Tableau ci-dessous récapitule la nature et le montant des passifs conditionnels des projets de partenariats publics privés au 09 Octobre 2020.

Tableau 41 : Récapitulatif des passifs conditionnels des Projets de Partenariats Public Privés

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Montant du Passif Conditionnel
1	Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé	Le Partenaire Public Garantie un minimum de mise à la consommation de 81% de la production	A déterminer
2	Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala	Le Partenaire Public Garantit le prêt bancaire du Partenaire Privé	1,875 milliard
3	Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.	Le Partenaire Public s'est porté caution auprès de créanciers du Partenaire Privé, à hauteur de 70% du Montant de l'investissement	74,13 milliards
4	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	L'Etat représenté par le MINFI couvre le risque de trafic.	A déterminer

A l'opposé des passifs conditionnels, les projets PPP dégagent également des risques budgétaires certains en raison de l'exposition directe du budget de l'Etat aux passifs fermes, conséquence des montages financiers non audités. Ces risques pourraient prendre des proportions insoutenables et remettre en question la viabilité du budget de l'Etat.

Le tableau ci-dessous présente un extrait des risques budgétaires générateurs d'engagements fermes pour l'Etat.

Tableau 42 : Engagement fermes de certaines Entités Publiques dans le cadre des projets de partenariats publics privés

N°	Libellé du Projet	Nature de l'engagement du Partenaire Public	Entité Publique	Montant du Passif Ferme
1	Projet d'Approvisionnement supplémentaire de 50. 000 m3 d'eau par jour dans la ville de Yaoundé	Contribution au Financement du Projet	MINEE	1,842 Milliard
2	Projet de Réhabilitation du Laboratoire Central de L'Hôpital Général de Yaoundé	Contribution à l'Investissement	HGD	208 Millions
3	Projet d'acquisition des bus de transport de masse dans la ville de Yaoundé	Subvention d'Equilibre	MINT	1,675 Milliard/an (pendant 10 ans)
4	Projet de Financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de trois immeubles de rapport à OKOLO	Remboursement de l'Investissement du Partenaire Privé	CNPS	11,115 Milliards

III.4.4 Analyse des passifs conditionnels liés au portefeuille des projets PPP et stratégie de réduction des risques

Cette partie propose une analyse des passifs conditionnels du portefeuille des projets PPP. Cette analyse a pour objectif de clarifier les conditions de transformation de ces passifs conditionnels, en passifs ferme. Dans la seconde partie, nous présenterons la stratégie, de réduction des risques budgétaires des projets de partenariats publics privés implémentée au Cameroun.

III.4.4.1 Projet de financement, conception construction exploitation et maintenance d'un pipeline des produits pétroliers Limbe-Douala-Edéa-Yaoundé

Dans le cadre de ce projet, l'Etat à travers le MINEE garantie un volume plancher de mise à la consommation de 81% de la production totale à Limbe. Cet engagement se traduit par le fait qu'en phase d'exploitation, les volumes de produits pétroliers produits à partir de la SONARA transitent au moins à 81% dans ce pipeline. Cette condition restera vérifiée tant que la presque totalité de la production (81%) est distribuée à travers ce canal, et le reste (11%) distribué à travers d'autres canaux.

Sous l'hypothèse que seulement une partie de la production inférieure à 81% transite par ce pipeline au cours d'une année, alors l'Etat devra supporter les manques à gagner associés à ce déficit.

Afin de limiter les chances de survenance de ce risque, il pourrait être nécessaire en phase d'exploitation du pipeline, de prendre des mesures (administratives) garantissant le transport exclusif de la production à travers ce canal.

III.4.4.2 Projet de Financement de Construction d'exploitation et de maintenance du Marché Congo à Douala

Le Partenaire public ici la Communauté Urbaine de Douala, dans le cadre de ce projet a garanti le prêt bancaire obtenu par le partenaire privé. Cette garantie couvre la somme de 1.875 Milliard FCFA. Un défaut de paiement du partenaire privé exposerait le partenaire public à concurrence du même montant.

Dans ce cas typique, les dispositions à prendre pour prévenir la survenance du risque de défaut du partenaire privé, pourrait consister en la mise en place d'un dispositif de suivi étroit, aux actions coordonnées. L'objectif ultime étant la limitation des risques opérationnels, qui s'ils ne sont pas maîtrisés, pourraient multiplier les risques de survenance du défaut de paiement du partenaire privé, et exposer ainsi la partie publique.

III.4.4.3 Projet de Construction l'exploitation et la maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbe-Isongo.

S'agissant du projet de construction et de maintenance d'un quai multifonction au Port de Limbé-Isongo, il faut signaler que les parties sont en négociation pour la l'extension du projet de la construction d'un quai multifonction, à la construction d'un véritable port à Limbe-Isongo.

Cependant, et s'agissant du contrat sous rubrique, le partenaire public s'est porté caution à hauteur de 70% du prêt bancaire de 105,9 Milliards. Soit 74,13 Milliards à enregistrer au passif du partenaire public, lequel devrait être enregistré au passif du bilan du partenaire public si un défaut survenait. Mais en tant qu'engagement conditionnel, il sera enregistré, pour l'instant, en hors bilan. Aussi, un

suivi étroit du contrat et des conditions de matérialisation des risques permettrait d'éviter le défaut de paiement.

III.4.4.4 Projet Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun.

La réalisation de ce projet induit un engagement ferme pour l'Etat se traduisant par les loyers à verser trimestriellement et mensuellement par l'Etat au partenaire privé. Cet engagement ferme porte un risque budgétaire lié au fait que toute réduction du trafic (risque de trafic ou risque d'usage) ayant un effet sur les recettes de péages génèrerait un impact immédiat sur le budget de l'Etat.

La réalisation de ce projet induit un engagement ferme pour l'Etat se traduisant par les loyers à verser trimestriellement et mensuellement par l'Etat au partenaire privé. Cet engagement ferme emporte un risque budgétaire lié au fait que toute réduction du trafic (risque de trafic ou risque d'usage) ayant un effet sur les recettes de péages génèrerait un impact immédiat sur le budget de l'Etat. L'évaluation budgétaire de ce risque dépend étroitement de la probabilité de survenance d'un facteur pouvant induire la baisse du trafic sur les principaux axes routiers.

III.4.5 Stratégie de réduction des risques budgétaires liés au portefeuille des projets PPP

La surveillance des risques budgétaires pour l'Etat, y compris les Entreprises publiques et Etablissements Publics est une préoccupation majeure pour le Gouvernement. Plusieurs activités portées principalement par le Ministère des Finances visent à identifier et à maîtriser l'incidence de ces risques, notamment l'évaluation du périmètre de la dette flottante, l'évaluation de la soutenabilité budgétaire des engagements de l'Etat dans le cadre des projets PPP, l'analyse de la viabilité de la dette publique, etc.

S'agissant principalement des projets PPP, le Ministère des Finances a pris le leadership du processus de gestion des risques budgétaires liés, en mettant en place un dispositif de veille permanente devant formuler des avis de soutenabilité budgétaire des engagements pris par l'Etat dans le cadre des projets PPP.

Le comité chargé de formuler les avis de soutenabilité budgétaire des projets PPP au Ministère des Finances, prévu au sens du décret n°2014/2343/PM du 31 juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret 2008/0115/PM du 24 janvier 2008 précisant les modalités d'application de la loi 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat, a pour objectif d'évaluer les engagements conditionnels/fermes à porter par l'Etat dans les projets PPP de l'Etat et de formuler un avis de soutenabilité budgétaire de ces projets.

A ce jour, les études de faisabilité de certains projets de partenariats publics privés sont transmis à ce comité pour analyse et avis. Sa saisine devra être systématisée conformément aux dispositions du décret suscit.

En effet on note l'existence de nombreux projets PPP pour lesquels les contrats sont signés sans recourir à l'avis de soutenabilité du Ministère des Finances, faisant ainsi abstraction des dispositions réglementaires en vigueur. Cette pratique, en plus d'être en décalage avec la loi, est potentiellement risquée en raison du fait que ces projets pourraient être porteurs de risques souvent significatifs pour l'Etat.

En guise de perspectives pour l'amélioration du dispositif de réduction des risques budgétaires des projets PPP, ledit comité entend, afin de structurer et de formaliser la procédure d'identification et d'analyse des risques, mettre en œuvre l'outil de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dénommé « PPP Fiscal Risk Assessment Model » (PFRAM) et de procéder à l'audit des modèles financiers des desdits projets, tel que recommandé dans le Rapport Général sur les Entreprises et les Etablissement Public.

III.4.4 Stratégie de réduction des risques budgétaires liés au portefeuille des projets PPP

La surveillance des risques budgétaires de l'Etat, y compris des Entreprises publiques et des Collectivités territoriales décentralisées demeure de manière globale le pilier de la stratégie de réduction des risques budgétaires de toutes les activités mises en œuvre par l'Etat, y compris des projets PPP.

S'agissant des projets PPP, le Ministère des Finances a pris le leadership du processus de gestion des risques budgétaires liés, en mettant en place un dispositif de veille permanente devant formuler les avis de soutenabilité budgétaire des projets PPP.

Le Rôle du Comité chargé de formuler les avis de soutenabilité budgétaire des projets PPP au Ministère des Finances.

Ce comité, prévu au sens du décret n°2014/2343/PM du 31 juillet 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret 2008/0115/PM du 24 janvier 2008 précisant les modalités d'application de la loi 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat, a pour objectif principal l'encadrement de l'accumulation des engagement conditionnels liés aux projets PPP de l'Etat, à travers l'évaluation de la soutenabilité budgétaire de ces projets.

A ce jour, Les études de faisabilité de projets de partenariats publics privés sont transmises à ce comité pour analyse et avis de soutenabilité budgétaire. Sa saisine devra être systématisée conformément aux dispositions du décret suscité.

Aussi, ledit comité entend mettre en œuvre l'outil de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dédié à l'évaluation des risques (y compris budgétaires) liés aux PPP. L'implémentation de cet outil permettra notamment de structurer et de formaliser le processus d'analyse et de formulation des avis de soutenabilité budgétaire des projets PPP.

Conclusion Générale

En résumé ce document analytique des concours financiers de l'Etat aux Entreprises et Etablissements publics, présente la photographie du portefeuille de ces entités, tout en mettant en relief l'ensemble des éléments financiers et comptables déterminants dans la gestion des entités publiques cibles.

Seules 19 entreprises publiques ont mis leurs statuts en conformité avec la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques au Cameroun, qui pose par ailleurs l'exigence de transmission des documents financiers constitués des états financiers certifiés et accessoirement les Déclarations Statistiques et Fiscales au Ministre des finances. Cette dernière obligation n'a été observée que par 75% de ces entités. A côté de ces entreprises publiques subsistent celles dont le statut demeure non conforme à la loi suscitée. Il s'agit notamment de la SEMRY qui est une société de développement.

La sous performance de l'ensemble des entreprises du portefeuille de l'Etat est le constat général qui se dégage de l'analyse financière effectuée sur les états financiers de la période 2017-2019 transmis par ces entités. On a ainsi dénombré 14 entreprises défaillantes, 24 entreprises viables.

L'examen de la situation d'endettement de ces entreprises révèle que le stock global de leur dette évolue de 9,25% entre 2018 et 2019. Ce stock global est ainsi de 2833 milliards en 2017, 2731 milliards en 2018 et 2983 milliards en 2019.

81 établissements publics bénéficient des concours financiers de l'Etat sous forme de subventions ou de parafiscalité, dont plus de la moitié sont arrimées à la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics.

Les subventions de fonctionnement accordées par l'Etat aux Etablissements Publics et autres Organismes Subventionnés sont en constante augmentation allant de 121,6 milliards en 2017, 128,9 milliards en 2018 et 132,6 milliards en 2019.

L'état de l'exécution du budget des établissements publics laisse apparaître un faible niveau de réalisation du budget d'investissement par rapport à celui de fonctionnement.

L'endettement des Établissements publics en constante évolution constitue un risque budgétaire sérieux. Cette dette qui est de différentes natures (*dette salariale, la dette sociale, dette commerciale, la dette fiscale etc...*) est particulièrement colossale pour les Universités d'Etat et les Hôpitaux de première catégorie.

La dette générée par les établissements et entreprises publics et les engagements issus des contrats de partenariat constituent un risque budgétaire pour l'Etat. La surveillance active de ces risques pour en maîtriser le stock constitue une préoccupation constante pour l'Etat dans un souci de préservation de l'équilibre dans la gestion des finances publiques.

ANNEXES

CHIFFRES CLES DES ENTREPRISES PUBLIQUES (En million de FCFA)

N	SIGLE	TOTAL ACTIF IMMOBILISE BRUT			TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET			TOTAL ACTIF CIRCULANT NET			TOTAL CAPITAUX PROPRES			Total Dettes Financières et Ressources Assimilées			TOTAL PASSIF CIRCULANT		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
1	CDC	254 000	256 664	255 929	105 280	93 175	85 593	35 424	19 293	16 717	14 779	35 634	14 648	51 285	22 433	26 447	70 754	49 053	59 817
2	PPPIc	30 992	12 301		7 452	352		7 202	7 202		-5 623	-5 623		1 051	1 051		18 599	18 599	
3	SEMRY	50 668	53 375	53 433	12 213	13 218	11 535	10 894	10 812	11 826	21 621	13 235	15 744	0	105	157	4 317	9 326	8 909
4	SODECOTON	141 624	149 604	150 262	27 790	30 594	27 128	120 300	122 039	119 192	2 310	6 963	3 597	23 573	29 458	29 579	105 265	102 438	108 529
5	ANAFOR	2 843	2 961	3 136	890	842	991	413	284	237	576	99	50	0	0	0	1 385	2 161	2 061
6	MIDEPECAM	1 199	995	1 095	484	695	700	273	346	352	997	1 263	1 144	0	0	0	386	286	283
7	ALUCAM	244 539	251 065	257 517	45 437	50 046	57 383	43 724	46 860	33 275	19 217	12 799	-11 827	8 341	21 567	16 805	43 899	51 237	73 829
8	CICAM	33 007	34 996	36 117	7 222	8 062	8 244	12 277	9 184	8 251	1 216	-3 063	-4 601	0	4 020	5 394	0	14 230	14 387
9	ALUBASSA	3 412	3 584	3 701	930	951	911	1 550	1 549	1 615	1 966	1 963	1 971	0	0	0	585	521	495
10	SODEPA	7 994	20 133	20 375	9 570	144 401	14 221	9 812	1 628	1 728	11 883	13 753	13 148	88	1 405	1 670	7 373	1 624	1 360
11	SONARA	671 401	721 692	678 428	454 114	501 463	448 958	323 844	317 285	291 697	-116 101	-15 607	-154 357	112 664	126 104	198 485	712 937	581 169	564 444
12	SNH	149 001	172 024	171 318	49 771	73 788	73 813	20 365	23 872	14 315	205 755	217 974	228 790	347	5 179	5 179	9 713	10 873	13 785
13	LABOGENIE	15 695	7 090	6 988	1 929	1 433	1 104	7 500	9 533	11 876	6 647	6 728	7 558	112	316	1 504	2 666	4 037	4 247
14	MATGENIE	15 695	40 982	41	1 929	13 747	12 253	7 500	7 731	8 853	6 647	11 869	8 382	112	89	1 110	2 666	9 530	10 825
15	CAMWATER	717 253	759 963	802 025	572 434	650 861	680 643	46 141	67 376	77 512	315 821	193 516	205 589	324 984	479 869	492 849	35 740	48 469	63 187
16	EDC	2 342	129 836	129 842	672	127 995	127 913	152 649	36 341	46 245	12 732	16 749	18 496	127 332	126 106	129 899	13 093	20 027	25 377
17	SONATREL	2 819	2 152	3 723	2 716	1 881	3 317	1 538	538	69 364	3 769	-17	2 649	0	4 722	58 082	1 692	3 867	19 548
18	AYABA HOTEL	8 186	7 641	7 889	632	625	618	292	366	374	201	224	218	0	0	0	728	784	782
19	CHC.SA	71 674	57 367	58 738	15 078	14 255	13 849	1 869	1 975	1 506	24 787	24 665	24 670	2 381	2 516	2 701	2 676	2 566	3 172
20	SGHC	27 622	21 189	21 516	1 574	1 625	1 683	4 876	4 677	1 259	2 220	2 017	1 953	962	743	714	3 607	3 845	3 993
21	SOHLI	19 952	15 103	15 656	3 065	3 324	3 470	2 544	2 514	3 203	5 977	6 081	6 698	534	313	345	1 973	1 941	124 894
22	SHNC	11 746	10 450		2 413	2 205		1 529	621		927	-63		1 034	1 119		2 094	1 796	
23	CAMAIIR-Co	51 730	54 253	54 253	32 646	26 392	26 392	17 454	16 967	16 967	-59 007	-79 460	-79 460	32 294	29 244	29 244	76 658	93 999	93 999
24	CNIC	158 977	43 918	43 903	81 825	4 017	3 433	16 002	15 219	17 372	-11 764	3 313	-4 659	49 086	5 448	920	69 964	15 637	23 452
25	ADC	309 288	41 140	41 140	42 158	36 272	36 272	13 676	177 839	177 839	47 587	17 175	17 175	14 667	19 761	19 761	11 590	196 426	196 426
26	PAD	163 716	177 765	197 297	44 219	73 188	88 924	86 478	149 169	13 985	84 574	111 119	112 671	18 971	42 576	43 140	54 058	81 724	84 628
27	PAK	294 298	1 900	16 607	294 207	1 528	15 977	34 194	61 211	72 106	300 722	12 546	13 127	25 254	300	114	2 889	55 357	67 175
28	SCDP	91 589	77 432	80 405	32 372	30 958	30 319	22 998	26 392	30 711	32 078	33 448	34 772	6 359	2 665	2 464	19 704	26 419	30 438

N	SIGLE	TOTAL ACTIF IMMOBILISE BRUT			TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET			TOTAL ACTIF CIRCULANT NET			TOTAL CAPITAUX PROPRES			Total Dettes Financières et Ressources Assimilées			TOTAL PASSIF CIRCULANT		
29	CAMPOST	38 918	67 833	67 833	22 924	48 167	48 167	12 430	15 578	15 578	-69 472	-87 807	-87 807	1 272	44 982	44 982	111 834	117 557	117 557
30	CAMTEL	1 003 025	1 015 227	1 036 330	477 117	469 612	452 962	209 598	247 195	250 215	119 810	124 358	122 365	417 888	433 024	433 101	145 400	166 609	165 211
31	SOPECAM	22 378	22 945	23 209	9 570	9 063	8 196	9 812	10 556	13 493	11 883	11 675	10 356	88	470	11 098	7 373	9 181	11 092
32	BC- PME	2 335	2 356	2 356	1 172	775	775	4 083	4 065	4 065	6 385	3 610	3 610	500	97	97	370	1 115	1 115
33	CBC	30 686	27 063	24 860	18 674	14 600	11 562	37 224	60 365	90 833	13 091	13 693	15 634	6 907	7 536	21 362	70 754	36 932	53 419
34	CFC	41 833	45 190	45 565	17 448	22 446	21 758	137 528	194 952	189 939	6 604	-12 262	-9 195	237 544	274 097	270 313	70 090	-44 436	24 283
35	SNI	89 647	79 746	80 544	61 525	1 481	49 797	15 029	1 178	13 597	77 903	72 038	66 790	176	1 281	176	4 489	790	5 973
36	MAETUR	4 926	5 069	4 935	1 825	1 690	1 519	12 631	12 116	12 320	1 359	1 035	853	8 811	7 729	8 214	9 442	9 124	9 846
37	MAGZI	25 756	20 522	21 869	7 413	7 483	8 438	3 134	2 953	3 041	6 914	6 341	5 966	4 035	4 095	4 171	1 520	1 651	1 787
38	SIC	207 903	207 565	206 869	91 215	87 273	83 761	18 878	19 687	50 447	90 566	84 754	118 233	4 400	6 608	1 476	15 251	16 263	15 818

N°	SIGLE	TOTAL PASSIF			Chiffre d'affaires			Valeur Ajoutée			Charges de Personnel			Excédent Brut d'Exploitation			Bénéfice ou perte		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
1	CDC	140 847	112 662	102 418	55 434	25 982	4 321	23 759	-13 812	5 471	27 143	22 634	15 110	-3 384	-36 446	-9 639	-8 467	584	-17 966
3	PPPic	16 598	16 598	16 598	7 206	7 206	7 206	2 384	2 384	2 384	3 219	3 219	3 219	-835	-835	-835	-1 844	910	910
5	SEMRY	25 938	22 666	24 810	2 288	1 416	1 436	-467	-2 895	1 080	898	943	914	-1 365	-3 838	165	-569	-5 221	-307
6	SODECOTON	160 348	156 725	150 362	119 346	130 344	154 665	23 338	32 935	28 324	13 941	13 173	14 170	9 397	19 763	14 154	1 788	5 146	-785
7	ANAFOR	1 962	2 260	2 111	116	158	98	281	237	577	523	541	481	-241	-304	96	-272	-455	-34
8	MIDEPECAM	1 383	1 549	1 427	63	104	142	121	40	104	44	83	85	77	-42	19	60	-58	-42
10	ALUCAM	91 048	98 824	91 160	123 411	110 368	77 833	19 702	5 620	-6 221	7 553	7 322	6 717	12 150	-1 701	-12 938	2 213	-10 827	-24 626
12	CICAM	0	21 495	19 964	13 782	13 265	10 042	6 553	198	578	3 570	3 450	3 342	0	-3 252	-2 765	0	-5 314	-4 527
14	ALUBASSA	2 563	2 617	2 565	1 925	1 957	2 515	710	814	1 019	464	491	593	246	323	426	105	102	110
18	SODEPA	19 513	16 782	16 178	5 575	2 010	2 180	1 917	1 115	1 280	2 252	1 163	1 163	-334	-48	117	-1 399	93	107
21	SONARA	805 455	840 026	747 756	595 947	629 438	528 739	-13 268	10 707	-25 374	12 491	13 119	11 973	-25 759	-2 411	-37 346	-29 340	-35 167	-94 003
22	SNH	215 815	234 026	247 756	10 262	6 106	6 549	3 324	3 363	-4 882	7 520	7 055	6 435	-4 197	-3 692	-11 317	10 655	19 284	25 266
24	LABOGENIE	9 815	11 351	13 579	4 094	6 103	6 775	2 659	2 527	4 853	1 995	1 833	1 954	664	694	2 899	170	115	865
25	MATGENIE	9 815	21 611	21 296	290	3 303	2 086	0	1 974	331	0	1 938	1 876	0	36	1 545	0	-1 367	-3 081
26	CAMWATER	678 167	723 038	789 757	12 203	28 156	38 455	8 232	9 010	13 592	3 110	9 419	13 011	5 122	-409	580	-3 513	1 030	149
28	EDC	153 344	164 461	174 159	9 932	9 956	9 995	8 605	8 353	9 073	2 172	2 539	3 072	6 433	5 814	6 001	4 414	3 502	1 787
30	SONATREL	5 461	8 650	80 357	0	0	62 973	-1 817	-6 310	59 537	1 117	1 930	5 339	-2 934	-8 240	54 197	-953	-8 460	2 366
32	AYABA HOTEL	929	1 008	1 000	302	270	309	130	109	128	96	74	96	35	34	32	19	23	17
33	CHC.SA	29 844	29 747	30 543	11 171	9 949	9 883	5 658	5 093	5 027	2 235	2 294	2 221	3 422	2 798	2 807	511	324	295
34	SGHC	6 789	6 605	6 660	3 523	2 751	2 971	1 561	1 290	1 341	1 014	1 032	1 050	547	258	292	234	70	-14
35	SOHLI	8 484	8 336	8 291	3 990	3 856	3 167	1 961	1 825	1 411	742	876	712	1 219	948	699	498	328	11 591
36	SHNC	4 075	2 874	2 874	843	343	343	0	76	76	333	233	233	-333	-157	-157	-195	-399	-399
39	CAMAIR-Co	50 287	44 011	44 011	15 181	19 785	19 785	-5 833	-8 904	-8 904	7 564	7 175	7 175	-13 398	-16 079	-16 079	-15 711	-22 139	-21 071
41	CNIC	107 638	19 270	20 829	7 689	4 610	4 726	5 606	1 662	2 488	4 580	5 543	2 987	1 026	-3 881	-499	1 052	-4 728	-2 544
43	ADC	73 844	233 362	233 362	33 624	35 441	35 441	20 169	17 680	17 680	8 327	8 777	8 777	11 842	8 903	8 903	853	8 052	8 052
44	PAD	157 603	238 163	246 599	39 158	59 055	56 205	15 920	30 979	22 474	15 096	17 300	18 163	824	13 679	4 310	-1 417	2 043	5 378
45	PAK	328 866	68 203	92 915	3 281	12 103	15 797	248	10 076	6 768	2 489	3 999	5 460	-2 241	6 076	1 309	-2 378	4 476	744
46	SCDP	58 141	62 533	67 675	16 170	16 756	17 063	-5 750	9 837	9 890	3 510	3 601	4 137	-9 261	6 236	5 754	536	1 521	1 724
47	CAMPOST	44 649	74 733	74 733	2 360	3 367	3 367	1 114	-86	86	4 171	5 432	5 432	-3 057	-5 518	5 518	-3 109	-7 039	-7 039

N°	SIGLE	TOTAL PASSIF			Chiffre d'affaires			Valeur Ajoutée			Charges de Personnel			Excédent Brut d'Exploitation			Bénéfice ou perte		
48	CAMTEL	691 861	732 705	724 772	100 036	108 856	113 896	72 659	82 807	91 007	28 613	29 124	31 751	44 046	53 683	59 256	4 678	5 182	5 991
49	SOPECAM	19 513	21 446	22 206	3 655	9 120	7 268	1 917	4 690	2 963	2 252	3 242	2 470	-334	1 448	493	-1 399	377	485
51	BC- PME	7 255	4 840	4 840	520	1 408	1 408	-382	832	832	922	939	939	-1 304	-383	-383	-1 739	-1 616	-1 616
53	CBC	140 847	80 011	124 552	16 884	23 048	31 070	8 794	12 659	17 863	4 993	5 516	5 837	3 801	7 143	12 026	1 714	2 637	3 205
54	CFC	314 238	217 398	285 773	5 297	5 934	4 101	3 388	3 862	3 186	3 235	4 555	3 930	153	-693	-744	-1 609	-9 577	3 356
57	SNI	84 882	8 504	75 237	3 358	1 801	3 575	2 397	944	2 806	1 342	1 276	1 101	1 056	-331	1 705	47	-593	559
58	MAETUR	1 957	18 241	18 351	2 906	3 256	5 256	2 174	1 924	3 874	1 298	1 430	1 280	876	494	2 594	84	126	202
59	MAGZI	12 503	12 088	11 923	2 045	1 912	2 080	1 016	677	871	635	694	685	381	16	186	-36	-320	-123
60	SIC	110 361	107 722	135 547	3 804	3 089	3 758	2 617	2 266	5 119	1 933	2 296	-2 009	684	-30	7 128	-3 661	-4 054	701